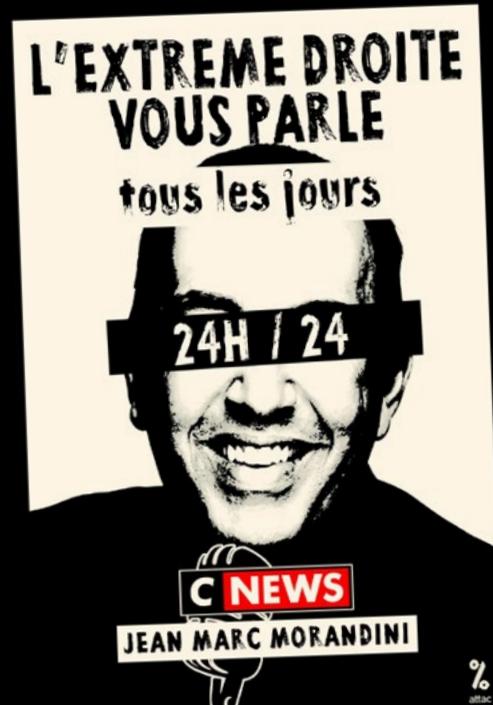
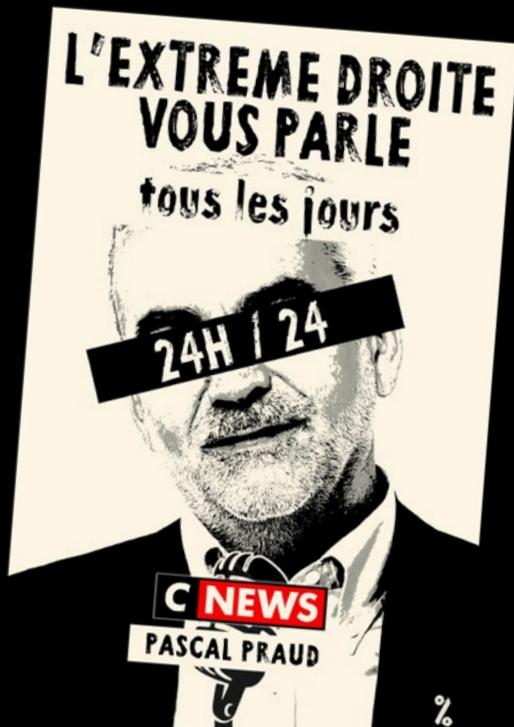
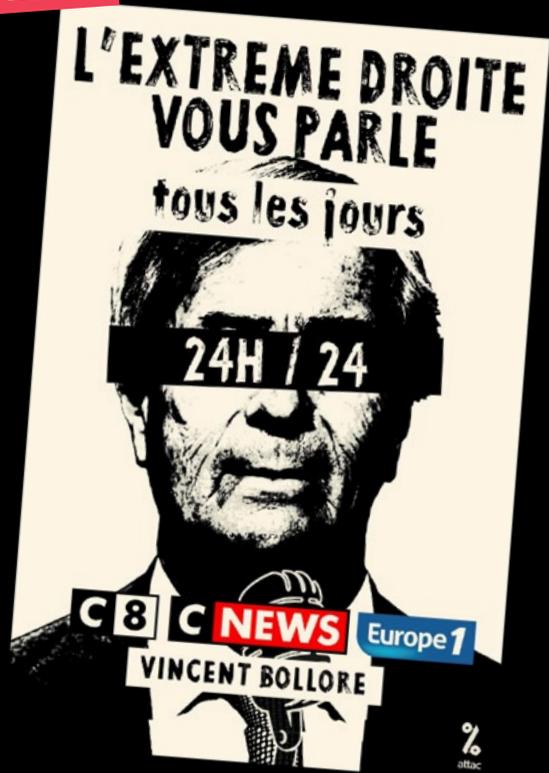


# MÉDIACRITIQUES

REVUE TRIMESTRIELLE  
D'ACRIMED



# MÉDIACRITIQUES EN LIBRAIRIE

L'Établi des mots  
Le Failler  
(Rennes)

Les Nuits Bleues  
(Angers)

L'Établi (Alfortville)  
Librairie Nouvelle (Asnières)  
Envie de lire (Ivry-sur-Seine)  
Libertalia (Montreuil)  
El Ghorba mon amour (Nanterre)  
L'Harmattan – Sciences humaines (Paris 5<sup>e</sup>)  
La Libre Pensée (Paris 5<sup>e</sup>)  
Les Traversées (Paris 5<sup>e</sup>)  
La Plume vagabonde (Paris 10<sup>e</sup>)  
Un livre et une tasse de thé (Paris 10<sup>e</sup>)  
La Friche (Paris 11<sup>e</sup>)  
Publico (Paris 11<sup>e</sup>)  
Quilombo (Paris 11<sup>e</sup>)  
La Manœuvre (Paris 11<sup>e</sup>)  
La Brèche (Paris 12<sup>e</sup>)  
Le Monte en l'Air (Paris 20<sup>e</sup>)  
La P'tite Denise (Saint-Denis)

La fleur qui pousse à l'intérieur  
(Dijon)

Librairie Bastal  
(Lausanne)

Les Oiseaux Livres  
(Saint-Yrieix-La-Perche)

Le Bal des Ardents  
La Gryffe  
Terre des Livres  
(Lyon)

Mollat  
(Bordeaux)

Champollion  
(Figeac)

Café-librairie Grenouille  
(Langeac)

Au Bord du Jour  
(Voiron)

Libraithèque  
(Cahors)

La Belle Hoursette  
(Les Vans)

La Loupiote  
(Gap)

Terra Nova  
Floury Frères  
(Toulouse)

Les Parleuses  
(Nice)

Torcatis  
(Perpignan)

Vous êtes libraire et souhaitez diffuser *Médiacritiques* ?  
Vous êtes lecteur ou lectrice et souhaitez nous aider à démarcher votre librairie ?  
Contactez-nous! [info@acrimed.org](mailto:info@acrimed.org)

**C**onsolidation d'un pôle médiatique réactionnaire, prédominance et légitimation médiatiques des obsessions historiques de l'extrême droite, dépolitisation et la peopolisation de l'extrême droite, traitement indigent des questions sociale, écologique, internationale, etc. au profit du RN et diabolisation outrancière de la gauche : nous avons expliqué, en long et en large (*Médiacritiques* n°41, janv.-avr. 2022), comment les pratiques ordinaires du journalisme politique, souvent de façon inconsciente, participaient de la banalisation de l'extrême droite.

Mais le moment qui s'est ouvert avec la dissolution de l'Assemblée nationale le 9 juin marque un tournant, une accélération, un basculement.

La diabolisation hystérique de LFI et du Nouveau Front populaire en est le symptôme évident. Mais, plus directement, nous assistons au glissement explicite d'une fraction du champ journalistique dans les bras de l'extrême droite – s'inscrivant ainsi dans les pas du champ politique et particulièrement de LR (alliance du président, Éric Ciotti, avec le RN; déclaration du candidat tête de liste aux élections européennes, François-Xavier Bellamy, qui voterait « *bien sûr* » pour le RN plutôt que pour le Nouveau Front Populaire en général et LFI en particulier).

Une accélération qui se manifeste bien sûr dans le groupe Bolloré. Depuis tout en haut d'abord, puisque *Le Monde* (13 juin) nous apprend que Vincent Bolloré et Éric Ciotti sont de mèche.

Par les têtes d'affiche ensuite : de Pascal Praud en campagne pour « l'union des droites » à Cyril Hanouna qui tente de mettre en scène sur son plateau le rapprochement de Reconquête avec le RN, après avoir laissé entendre que ce dernier était moins dangereux que LFI – et avoir dit « *LFI au pouvoir, moi je pars, c'est sûr!* » puis, sur X (12 juin) : « *C'était une boutade! Je serai [toujours] là pour vous mettre devant vos idées nauséabondes et anti républicaines! [...] Vous êtes la honte de la France!* »

Par les petits soldats enfin : c'est ainsi que l'on apprend que le chroniqueur Guillaume Bigot, habitué des plateaux de CNews, est candidat RN aux élections législatives.

Mais le basculement ne se limite pas aux médias du groupe Bolloré. Premier exemple : le sondeur médiatique Jérôme Sainte-Marie est lui aussi candidat RN aux législatives. Deuxième exemple : le directeur des rédactions du *Figaro*, Alexis Brézet, ne se désolidarise pas d'Éric Ciotti. Troisième exemple : Alain Finkielkraut, dans *Le Point* (11 juin), admet la possibilité de « *peut-être* » devoir « *à plus ou moins longue échéance* » voter pour le RN pour faire barrage à LFI. ■



#### Médiacritiques

Revue trimestrielle d'Acrimed

#### Acrimed

Maison des associations  
6 cours des Alliés  
35000 Rennes

#### Directeur de la publication

Mathias Reymond

#### Secrétaires de rédaction

Maxime Friot et Pauline Perrenot

Tous les articles publiés sont le produit d'un travail collectif et engagé collectivement l'association Acrimed. C'est pourquoi, sauf exception, ils ne sont pas signés.

#### Ont collaboré à ce numéro

Elvis Bruneaux, Célia Chirol, Maxime Friot, Blaise Magnin, Pauline Perrenot, Olivier Poche, Mathias Reymond, Nils Solari, Thibault Roques

#### Une

Attac

#### Dessins

Colloghan et Fred Sochard

#### Conception graphique et mise en page

Adrien Labbe

#### Typographies

Audimat 3000, Bely, Giorgio, Jean Luc, Minimum

Achevé d'imprimer en 06/2024 par Corlet Imprimeur  
14110 Condé-en-Normandie  
n° d'imprimeur: 2406.0324  
Imprimé en France

Dépôt légal: juin 2024  
Commission paritaire: 1228 G 91177  
ISSN: 2256-8271

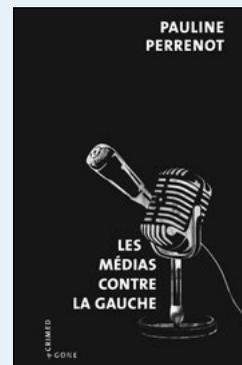


# MÉDIA(BOU)TIQUE

Née du mouvement social de 1995, dans la foulée de l'Appel à la solidarité avec les grévistes, notre association, pour remplir les fonctions d'un observatoire des médias, s'est constituée comme une association-carrefour.

Elle réunit des journalistes et salariés des médias, des chercheurs et universitaires, des acteurs du mouvement social et des « usagers » des médias. Elle cherche à mettre en commun savoirs professionnels, savoirs théoriques et savoirs militants au

service d'une critique indépendante, radicale et intransigeante. Acrimed est présente sur de nombreux fronts. Pour contester, mobiliser, porter des alternatives. Et dans ce combat inégal face aux tenants de l'ordre médiatique, nous avons besoin de vous!



► **Je fais un don** de soutien à Acrimed d'un montant de .....€

► **J'adhère** ou je renouvelle mon adhésion à Acrimed

Cotisation de base: **40 €**

Chômeurs indemnisés, précaires, étudiants: **10 €**

Revenus > 2 000€ mensuels: **70 €**

Chômeurs non indemnisés, bénéficiaires du RSA: **5 €**

► **Je m'abonne** pour un an (soit quatre numéros) à *Médiacritiques* à partir du n° .....

Tarif normal France: **20 €**

Tarif précaires France: **10 €**

Livraison à l'étranger: **30 €**

► **Je commande**

Le DVD « Les Nouveaux Chiens de garde »: **18,40€**

Le livre *L'Opinion, ça se travaille...*, aux éditions Agone: **12,50 €**

Le livre « *Au nom de la démocratie votez bien!* », aux éditions Agone: **15 €**

Le livre *Les Médias contre la rue*, aux éditions Adespot: **21 €**

Le livre *Les médias contre la gauche*, aux éditions Agone: **18 €**

**S'ABONNER  
ADHÉRER  
EN LIGNE**  
boutique.acrimed.org

Nom: ..... Prénom: .....

Adresse: .....

Code postal: ..... Ville: .....

Courriel: .....

Signature:

Bulletin à découper, photocopier ou recopier sur papier libre, et à renvoyer, accompagné d'un chèque à l'ordre d'« Action-Critique-Médias », à l'adresse suivante: Acrimed – Maison des associations, 6 cours des Alliés – 35000 Rennes – Courriel: info@acrimed.org

# UNE « POINTURE » ET BEAUCOUP DE CIRAGE

## Nathalie Saint-Cricq dans *Libération*: portrait ou hagiographie?

On le sait depuis l'édito signé Jonathan Bouchet-Petersen, et intitulé « Les insoumis sont pénibles, ils nous obligent à défendre Nathalie Saint-Cricq et, pire, Pascal Praud » (1<sup>er</sup> mars), *Libération* a fort peu goûté la campagne de LFI pour l'inscription sur les listes électorales qui avait suscité une tempête de désapprobation<sup>1</sup> comme le petit monde médiatique outragé sait si bien les orchestrer. Nouvelle pièce fournie par la défense de l'éditrice du service public: un portrait, dégoulinant de complaisance, publié dans l'édition du 4 avril. Un papier de ceux dont on se demande si quelqu'un l'a relu et validé avant publication, sans trop savoir quelle réponse espérer.

Comme l'indique clairement le chapô<sup>2</sup>, c'est bien le conflit ouvert par les affiches de LFI et la « polémique » qui s'en est suivie qui justifient ce portrait: « *Membre de la famille Duhamel, la journaliste télé au caractère bien trempé ne se laisse pas déstabiliser par les accusations de connivence et de macronisme lancées par LFI.* » Et pour cause: l'auteur du portrait, Virginie Bloch-Lainé, membre d'une autre grande « famille » française et appartenant sensiblement au même monde que notre « journaliste télé », va s'efforcer de la défendre, et de délégitimer ces « accusations ». À cet égard, le premier paragraphe est un chef d'œuvre du genre: *À l'antenne, elle est mordante. Physiquement, elle ne vacille pas, mais par la parole, elle balance et balaise la poussière. En raison de ces qualités, sa discrétion lors du débat entre Macron et Le Pen avant le second tour de la présidentielle de 2017 avait été moquée. Alors que voulez-vous, qu'elle se taise ou qu'elle l'ouvre? C'est*

*le sort d'une excellente journaliste de provoquer une myriade de fantômes. Nathalie Saint-Cricq serait très riche, terriblement macroniste et peut-être d'autres choses encore. Épouse de Patrice Duhamel, ancien directeur général de France Télévisions, belle-sœur d'Alain Duhamel et mère du journaliste de BFM TV Benjamin Duhamel, elle concentrerait entre ses mains l'information des citoyens.*

D'un côté, une « excellente journaliste », bourrée de « qualités ». De l'autre, une « myriade de fantômes »<sup>3</sup>, des injonctions contradictoires (« *qu'elle se taise ou qu'elle l'ouvre?* »), et des accusations ridicules: « *elle concentrerait entre ses mains l'information des citoyens* ». Personne n'a jamais prétendu cela, mais c'est une constante des plaidoiries médiatiques *pro domo*: on caricature sans complexe le discours des opposants, ce qui a le double mérite de leur enlever tout crédit et d'éviter de répondre à leurs critiques et arguments.

D'ailleurs, les opposants n'auront pas leur mot à dire: on y lira surtout des citations de Nathalie Saint-Cricq<sup>4</sup>. Les deux autres sources de Virginie Bloch-Lainé sont Arlette Chabot, qui trouve sa consœur « *généreuse et attentive aux autres. Elle est exceptionnelle, et je ne dis pas ça pour être gentille* », et Ali Baddou, qui la trouve pour sa part « *exigeante et bienveillante* ». Et... c'est tout.

C'est presque tout: le portrait assemble des bribes d'information sur son parcours, son salaire (et sa transparence)<sup>5</sup>, ses deux premiers romans, ses vacances en Corse, sa rencontre amoureuse avec « Patrice », ses grands-parents résistants, son frère qui dirige le journal fondé par le grand-père, aventure résumée ainsi par Nathalie (la sœur) – et par elle seule: « *C'est un processus qui peut sembler dynastique mais on ne possède pas le journal. C'est une coopérative ouvrière.* »

Bref, un ramassis d'éléments biographiques, qui paraissent d'autant plus anecdotiques qu'aucune idée directrice ne semble présider à leur sélection, sinon la volonté de montrer l'« excellente journaliste » sous son meilleur jour – sans exclure des messages annexes: « *La journaliste est intransigeante sur deux points: les atteintes à la*

*laïcité et à l'antisémitisme, qui souvent se maquille en antisionisme.* »

On retrace à (très) grands traits sa vie de « reporter, en Israël pendant la guerre du Golfe, en Roumanie pendant la révolution de 1989 », son éloignement « du terrain », son retour « à l'écran », son renvoi dans la « charrette » de Sarkozy. On cite les avis (comblés) de ses amis Arlette et Ali. On évoque la « polémique AOC » en invitant Nathalie – et elle seule – à dire « *franco de port ce qu'elle pense de cette affaire* ». Et Nathalie de faire une révélation pleine de courage: « *À sa place, j'aurais démissionné rapidement.* » Nathalie, à sa place d'éditrice, s'était surtout abstenue de toute déclaration compromettante, en prétendant se « mettre en retrait » selon des modalités baroques qui avaient « *agacé à France Télé* » et fait « *jaser en interne* », comme le révélait un article de... *Libération*<sup>6</sup>. Mais des motifs de cet « agacement », du contenu de ces « jaseries », on ne saura rien – même pas leur existence. De même qu'on ne saura rien des critiques précises et argumentées à l'encontre de cette éditrice et du tort qu'elle et ses pairs font au débat public, à la démocratie en général, et à la gauche en particulier.

Pour finir, on apprendra que « *Nathalie Saint-Cricq n'a pas demandé à relire ses propos avant la publication du portrait* »: la précision s'imposait en effet! Pourtant, « *de plus petites pointures l'exigent* », glisse Bloch-Lainé dans un ultime coup de brosse. Une « pointure » – le mot dit bien ce que Virginie voit en Nathalie: voilà son point de vue, qui explique son portrait, en tout point conforme aux attentes de cette dernière. Et de *Libération*? ■

1. Lire « Les confrères au secours de Nathalie Saint-Cricq », *Médiacritiques* n°50, avr.-juin 2024, p. 14.

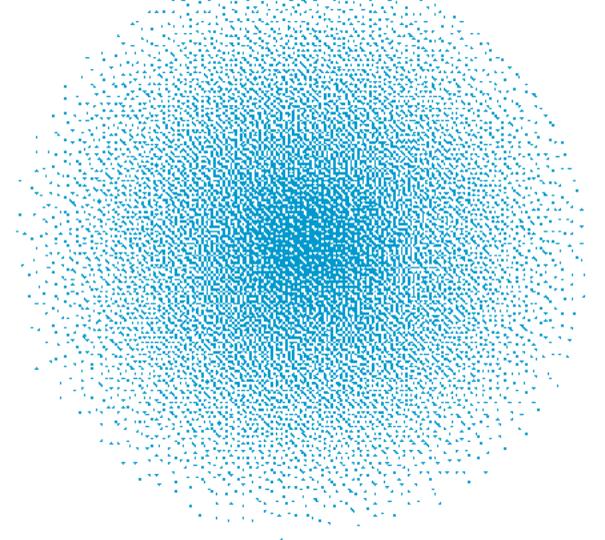
2. Sur le site de *Libération*, 3 mai.

3. En effet délirants: Saint-Cricq serait riche et macroniste!

4. Qui pourra par exemple déplorer « toute la méchanceté dont [les gens de LFI] sont capables ».

5. « *Parce qu'elle sait que les imaginaires s'emballent, elle nous montre son salaire, sur son smartphone, au bas de sa fiche de paie: 5 789 euros net, treizième mois compris.* »

6. « *Ça jette le discrédit sur la rédaction* »: à France TV, le conflit d'intérêts entre Nathalie Saint-Cricq et sa nièce Amélie Oudéa-Castéra agace, *Libération*, 20 janv.



# PURGE POLITIQUE À FRANCE INTER

## Destruction de la radio publique, suite.

1. «France Inter: dans les coulisses d'une douce machinerie néolibérale», *Lundimatin*, 16 mai 2023.

2. «Le Pen grande gagnante»: un matraquage médiatico-sondager», *Médiacritiques* n°47, juillet-sept. 2023, p. 8.

3. Communiqué de la Société des Productrices de France Inter (SDPI) et de la Société des Journalistes de France Inter (SDJ), 3 mai.

4. À ce tableau de chasse, il faut ajouter la suppression de l'émission «La Librairie francophone».

5. L'émission sera finalement maintenue, mais sans les reportages. Lire «Radio France: "La Terre au carré" sauvée, l'écologie toujours menacée», *Reporterre*, 18 mai.

6. Depuis 2019, les deux animateurs, Antoine Chao et Charlotte Perry, se sont vu gracieusement confiés deux émissions, respectivement «C'est bientôt demain» (15 minutes le dimanche à 14h40) et «Des vies françaises» (10 minutes le samedi à 6h11). Vous avez dit déclassé?

D'aucuns diront aigrement qu'il ne restait plus grand-chose à sauver de France Inter, cette «douce machinerie néolibérale» si bien décrite par l'ancien attaché de production Maxime Cochelin<sup>1</sup>, harnachée de sa «vraie-fausse ligne éditoriale: une acceptation sans concession de l'ordre existant», rompue au tempo de l'exécutif et imbibée de ses éléments de langage au point de «créer une anti-réalité», un «anti-réel [...], purgé de toute remise en cause des hiérarchies en place». Mais il reste encore à casser. Des programmes, des vrais; des journalistes, des vrais; des équipes. La directrice Adèle Van Reeth ne consacre que le pire: élargir la surface de la matinale, céder du terrain à l'extrême droite au point que Jordan Bardella puisse saluer publiquement des relations normalisées<sup>2</sup>, ouvrir grand les vannes de l'éditorialisation et orchestrer de faux débats recyclant les éternels mêmes intervenants moyennant quelques cautions...

Sans doute revigorée par la relégation aboutie (sans grève au sein de la rédaction de la radio) de l'émission «C'est encore nous», anciennement «Par Jupiter», de Charline Vanhoenacker, l'autoritaire patronne aurait tort de ne pas poursuivre sa stratégie du choc. Car c'est bien ce que décrivent conjointement

la société de producteurs et productrices et celle des journalistes de France Inter<sup>3</sup>. En plus de la convocation de Guillaume Meurice par la direction de Radio France pour faute grave qui conduira à son licenciement le 11 juin – à la suite de la réitération d'une blague qui lui avait valu un interrogatoire devant la police et une surréaliste remontrance de la direction –, la liste des politiques envisagées donne le tournis<sup>4</sup>: amputation d'un tiers du budget du «Grand dimanche soir» – l'émission de Charline Vanhoenacker, encore elle –; remplacement de «La Terre au Carré» par «une émission de sciences et d'écologie plus «narrative»», expurgée de la chronique de Camille Crosnier, du «reportage Grand Format» mensuel de Giv Anquetil et de la chronique «Le Jour où» d'Annaëlle Verzaux<sup>5</sup>; enfin, disparition pure et simple des «Vies françaises» de Charlotte Perry et de «C'est bientôt demain», d'Antoine Chao – les quatre derniers cités sont d'anciens journalistes de l'équipe de Daniel Mermet. À propos de deux d'entre eux, nous écrivions dans *Les médias contre la gauche* (Acrimed/Agone, 2023):

*Dans la presse, certains îlots parviennent encore à tirer leur épingle du jeu. Mais peut-on se satisfaire de quelques oasis dans le désert? Notamment dans l'audiovisuel, où le reportage et l'enquête sociale*

J'ai décidé de dissoudre Guillaume Meurice



finissent toujours par disparaître des grilles traditionnelles. Sur France Inter, l'émission « Comme un bruit qui court », qui avait succédé à « Là-bas si j'y suis » – enterrée par Laurence Bloch en 2014 –, a été à son tour éjectée de l'antenne en 2019 par la même directrice, et ce malgré de bons chiffres d'audience<sup>5</sup>. La direction invoquait alors la nécessité de « renouveler l'antenne » avant de se trahir pour de bon : l'émission était « trop militante »<sup>7</sup>.

Le saccage se poursuit dans la même veine : la direction s'attaque aux (maigres) espaces restants où peuvent encore s'articuler reportage et critique sociale.

Les salariés de Radio France dénoncent « une atteinte grave au pluralisme »<sup>8</sup>. « Purge politique » est plus approprié. Sur fond de future cure austéritaire, de surcroît : le 23 avril, la CGT de Radio France alertait une nouvelle fois<sup>9</sup> sur les dangers du projet de holding visant à regrouper les sociétés de l'audiovisuel public – « réforme » mise en stand-by après la dissolution de l'Assemblée nationale le 9 juin.

Interrogée par *Le Monde*<sup>10</sup>, la direction de France Inter fait péniblement valoir un « souci de lisibilité de la grille ». Un journaliste avance quant à lui une explication renversante : « Les directions de France Inter et de Radio France, condamne-t-il, "tremblent devant les posts de @MediasCitoyens", le compte X anonyme qui a fait de la station publique, jugée trop critique envers le gouvernement, l'une de ses cibles préférées et de "La Terre au carré", qualifiée "d'extrême gauche", son bouc émissaire. » En

7. « "Comme un bruit qui court" : la fin d'une émission "trop militante" pour France Inter? », *Télérama*, 7 décembre 2020.

8. Lire aussi « Radio France a peur de son ombre », *SNJ Radio France*, 7 mai et « Soutien indéfectible à Guillaume Meurice et à Charline Vanhoenacker. Une onde de choc qui doit être entendue », *SNJ-CGT*, 5 mai.

9. « Avis de tempête sur l'audiovisuel public : Radio France déjà dans la tourmente! », *CGT Radio France*, 23 avril.

10. « A France Inter, journalistes et producteurs s'inquiètent pour leur liberté d'expression », *Le Monde*, 3 mai.

11. « Le poinG », *Léman bleu*, 8 février 2023.

12. *Konbini*, 19 avril 2023.

13. « Le show-biz de l'information », *Médiacritiques* n°48, oct.-déc. 2023, p. 28.

d'autres termes, une direction tout ouïe aux aboiements macronistes et à leurs cercles d'influences d'une part; aux cris d'orfraie de l'extrême droite contre le fort réputé « gauchisme » de la radio publique, d'autre part : les deux (seuls) courants auxquels le duo Adèle Van Reeth-Sibyle Veil ne cesse de donner des gages.

La veille de ces révélations, le professeur d'économie Gilles Raveaud rappelait d'ailleurs qu'une (vieuse) revendication ne cesse, quant à elle, de rester lettre morte : « Il n'y a aucune page d'archives de Bernard Maris [économiste assassiné dans les attentats contre *Charlie Hebdo*, NDLR] sur France Inter. Notamment de sa chronique quotidienne "L'autre économie". Il me semble que ça en dit long sur l'état d'esprit des dirigeants de cette chaîne. » (X, 2 mai) « *L'esprit Charlie* », là encore.

Parce qu'il faut bien rire un peu, terminons avec deux archives récemment déterrées par des internautes. Dans la première<sup>11</sup>, Adèle Van Reeth confie d'un air solennel surjoué son « bien fou » d'être entourée d'« humoristes qui sont irrévérencieux, qui n'ont aucune notion du respect, du sacré ». Dans la seconde<sup>12</sup>, l'indéboulonnable Léa Salamé confesse l'« obsession » qui l'anime aux commandes de la matinale de France Inter : « Pas d'aller chercher, déceler la vérité, [mais] qu'il y ait un moment » : « Le plus important, évidemment que ce n'est pas la question, mais c'est le moment ! Ce n'est même pas la réponse, c'est le moment. C'est-à-dire que peu importe la question, peu importe la réponse, il faut qu'il y ait un moment [...], que l'auditeur soit surpris. Pour moi, un bon journaliste, c'est quelqu'un qui va faire un moment. » Piétiner des salariés, piétiner la pensée critique, piétiner le pluralisme, piétiner toute forme de contre-pouvoir : voilà qui devrait fournir à la vedette du « service public » un joyeux « moment » à médi(a)t(is)er.

\*\*\*

Post-scriptum. Des pensées à *M le magazine du Monde*, qui en septembre 2023, alignait les mièvreries journalistiques ordinaires<sup>13</sup> pour mieux tresser les lauriers d'Adèle Van Reeth : une patronne qui « fait entendre sa différence à France Inter ». Pour sûr. Quoiqu'en matière de sape des programmes et de répression de la critique, elle puisse se targuer de faire fructifier un vieil héritage patronal. ■

# SOPHIA ARAM N'EST PAS TRÈS «CHARLIE»

## Affaire Guillaume Meurice.

**S**ophia Aram est toujours en première ligne pour se révolter – à juste titre, d'ailleurs – quand un dessinateur, un journaliste ou un professeur est la cible de censures ou de menaces de mort de la part d'intégristes islamistes. Cette fois, elle est apparue moins exaltée dans sa défense de Guillaume Meurice lorsque ce dernier fut convoqué, puis mis à pied par la direction de Radio France (avant d'être licencié, le 11 juin), suite à sa blague (réitérée) à propos du Premier ministre israélien: «*Netanyahou? Vous voyez qui c'est? Une sorte de nazi mais sans prépuce.*»

### UN «DÉTOURNEMENT D'ANTENNE»

Tandis que sur France Inter, Charline Vanhoenacker et son équipe ont fait le choix de soutenir leur camarade d'émission, Sophia Aram prend la plume dans *Le Parisien* (12 mai<sup>1</sup>): une telle solidarité lui est insupportable et elle s'indigne contre «*le dernier naufrage dominical du "Grand Dimanche soir" sur France Inter*», qui «*démontre s'il en est besoin que l'ensemble du clan (productrice comprise) considère comme allant de soi le détournement d'une antenne publique à des fins personnelles.*» Qu'à cela ne tienne: la chroniqueuse irait-elle alors jusqu'à porter cette accusation contre elle-même, par exemple quand le 20 mars 2023, elle profitait de l'antenne de France Inter pour répliquer en terrain conquis aux médisances de Cyril Hanouna?

La boute-en-train qui semble avoir des difficultés à calibrer ses indignations réitère plus loin sa remontrance: «*Qu'on cesse de détourner une antenne*

*publique au service d'intérêts particuliers.*» Oui, qu'on cesse de détourner une antenne publique pour faire, par exemple, la promotion des spectacles ou des livres des chroniqueurs de cette même antenne! C'est que, depuis qu'elle sévit sur France Inter, Sophia Aram a pu compter sur bon nombre d'émissions-maison pour vendre ses ouvrages et convoquer les auditeurs à venir l'applaudir sur scène. Ainsi, ces dernières années, on l'a entendue dans «*On va tous y passer*» le 28 février 2013, dans «*Le début de la fin*» le 2 septembre 2014, chez Charline Vanhoenacker dans «*Si tu écoutes, j'annule tout*» le 5 décembre 2014, dans le «*Mag de l'été*» le 8 août 2018, dans «*La bande originale*» les 2 septembre 2014, 22 février 2019, 29 avril 2019, 12 février 2021, 22 avril 2021, dans «*Grand bien vous fasse*» le 27 avril 2021, etc.

La seule antenne de France Inter ne suffisant pas pour rameuter ses groupies, elle profite également des largesses d'autres radios du groupe Radio France, passant sur France Culture dans «*Les matins de France Culture*» le 8 janvier 2020 et dans «*Soft power*» le 5 novembre 2023; sur France Bleu les 23 mars 2018, 6 avril 2018, 24 mai 2019, 4 octobre 2019 et 7 septembre 2020; sur France Info le 12 mars 2019; etc. Sans compter la télévision publique! «*Quelle époque!*» (France 2), parmi moult exemples, où sa consœur d'antenne Léa Salamé la recevait en grande pompe le 1<sup>er</sup> octobre 2023: «*Et on se marre beaucoup dans votre spectacle au studio des Champs-Élysées. Ça a commencé depuis quelques jours, c'est déjà plein. On regarde!*»

Mais bien sûr, il n'a jamais été question de détourner les antennes publiques «*à des fins personnelles*»...

### UNE «BLAGUE POURRIE»

Sollicitée le 7 mai par France 5 dans «*C à Vous*» pour commenter la décision de Radio France, la chroniqueuse apporte un soutien de taille à son collègue de France Inter: «*C'est pénible que toute une rédaction, que toute une antenne, soit réduite à une blague pourrie. Parce que c'est ça qui est en train de se passer, c'est ça qu'on est en train de vivre. On est en train de ramener tout France Inter à cette blague pourrie. Parce que franchement c'est ça: c'est une blague pourrie.*» Le message était passé, mais Aram persiste: «*Dans la manif sur l'antisémitisme [sic], il y avait des panneaux qui dénonçaient l'antisémitisme de France Inter: on en est là à cause d'une blague pourrie.*» On a connu meilleur avocat.

1. Depuis le début de l'année, elle récite son catéchisme chaque mois dans le quotidien francilien.

2. Lire «*Le combat de Sophia Aram contre les "cons"*», Acrimed, 25 janvier 2021.

## Licenciement de Guillaume Meurice: Radio France se range derrière l'extrême droite

Le même jour sur X, elle testait déjà son élément de langage: « *Ce qui me gonfle surtout c'est qu'on ramène une rédaction et une antenne à une blague pourrie. Parce que "nazifier" un juif, c'est toujours pourri, surtout si c'est pour le ramener à son prépuce et à sa judéité.* »

Le raisonnement est osé lorsqu'on se souvient que le 7 mars 2023, dans une chronique de France Inter forcément tordante (et donc pas pourrie), Sophia Aram s'en prenait à « *l'Ayatollah Khamenei avec sa mine de peine à jouir, son prépuce en guise de turban, ses petits yeux en trou de pine et sa barbe en poils de couilles.* » Une blague assimilant prépuce et Islam, qui n'avait alors nullement offusqué le conjoint de la directrice de France Inter, Raphaël Enthoven. Mais aujourd'hui, le philosophe de télévision s'aligne sur les saillies de Sophia Aram: « *Vous n'êtes pas obligé sur une chaîne d'accueillir un humour pourri [...]. La particularité de Guillaume Meurice, c'est qu'il n'a vraiment pas de talent et qu'il le remplace par une forme d'insolence qui lui permet de faire pousser des cris d'indignation plutôt que des éclats de rire.* » (BFM-TV, 12/05) Sophia Aram, arbitre du « rire »<sup>2</sup> et Raphaël Enthoven, certificateur du « talent » ? On pouffe.

La posture de la chroniqueuse de France Inter a donc fait des petits. Interrogé sur le sujet par *Le Figaro* (16 mai), l'ancien directeur de France Inter, Philippe Val, est encore moins charitable: « *Moi personnellement je l'aurais étouffé avant, parce que je n'aime pas ce qu'il fait. Je l'ai eu moi, Meurice. Je me suis attrapé avec lui déjà quand j'étais directeur d'Inter.* » Cependant, bon prince, il assure qu'il n'a « *rien contre le fait qu'il s'exprime. Mais [parce qu'avec ces gens-là, il y a toujours un « mais » quand il est question de la liberté d'expression] si j'avais un théâtre, par exemple, il ne passerait pas dans mon théâtre.* » Et de conclure: « *Si je suis patron de France Inter, "nazi" et "juif", c'est dehors.* » La direction de Radio France prend note.

« *Ceux avec qui l'on ne peut pas rire ne se contentent pas de ne pas rire, écrivait Charb, ils ne supportent pas les rires de ceux avec qui l'on peut.* » (*Charlie Hebdo*, 10 juin 2009) Et il ajoutait: « *Que ceux avec qui on ne peut pas rire de tout regardent ailleurs et laissent rire les autres. Cela s'appelle la liberté.* » Une liberté que tente de museler la direction de Radio France, avec la complicité des « Je Suis Charlie » de pacotille. ■

48 heures seulement après les résultats des élections européennes offrant à Jordan Bardella le score de 31,4% des suffrages exprimés, la direction de Radio France a choisi de donner des gages à l'extrême droite et aux censeurs de tous bords en licenciant l'humoriste et chroniqueur de France Inter Guillaume Meurice pour « *faute grave* ». La « *faute* » consiste à avoir réitéré le 28 avril dernier sa blague sur le Premier ministre israélien, après avoir été acquitté en justice des plaintes déposées à son encontre.

En novembre 2023, alors que l'humoriste avait reçu un « *simple avertissement* » de la part de sa direction, Pascal Praud s'était insurgé sur la chaîne d'extrême droite CNews: « *Honte à Sibyle Veil, PDG de Radio France! Honte à Adèle Van Reeth, PDG de France Inter! Le message est clair pour les antisémites, pour les antisionistes, pour ceux qui déversent leur haine contre Israël: continuez! Sur France Inter, il ne vous arrivera rien.* » (7 nov. 2023) Et d'ajouter: « *La lâcheté de la direction de Radio France illustre le rapport de force qui existe entre Mme Veil, Mme Van Reeth et leurs salariés.* » Même argumentaire dans le journal d'extrême droite *Causeur*, qui dénonçait l'indulgence de Radio France assurant que « *le plus grand risque à courir [pour Guillaume Meurice] est d'écopier d'un cruel "avertissement"* » (13 nov. 2023). Plus récemment, le philosophe médiatique réactionnaire Alain Finkielkraut s'était « *étonné qu'aucune sanction n'avait été prise*

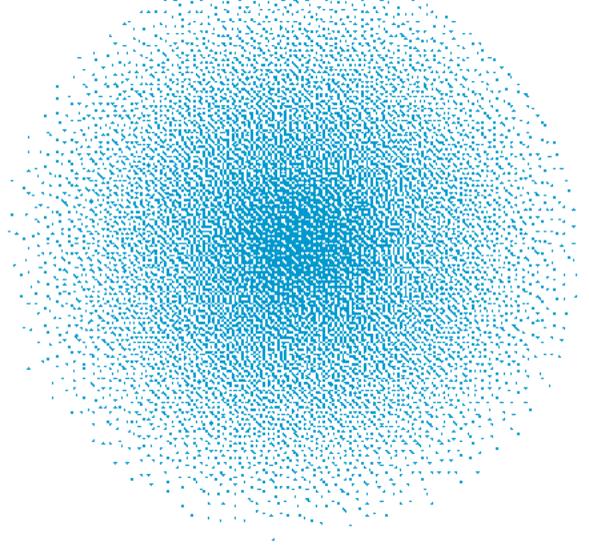
contre lui » (BFM-TV, 5 mai).

« *Licenciement, sanction? On attend!* » vociférait encore sur X (31 oct. 2023) le député franco-israélien Meyer Habib, soutien et ami personnel de Benyamin Netanyahu, qui accusait Guillaume Meurice d'être un « *héritier de Je Suis Partout et de la pire presse antisémite* » et de « *ressuscite[r] l'antisémitisme de salon* », fustigeant un « *service public [...] truffé d'antisémites* ».

Aujourd'hui, la dirigeante de la radio publique tape fort et s'aligne sur les injonctions de l'extrême droite en excluant Guillaume Meurice de France Inter. Une censure qui n'est pas sans rappeler celle qu'avait subie Didier Porte en juin 2010 lorsqu'il avait été renvoyé de la même antenne par Philippe Val et Jean-Luc Hess.<sup>1</sup>

La concordance des événements est frappante. Quand Jordan Bardella réclame la dissolution de l'Assemblée nationale, le président de la République s'exécute. Quand l'extrême droite médiatique ordonne le licenciement de Guillaume Meurice, la directrice de Radio France obtempère. Face à la menace d'une privatisation des médias publics en cas d'ascension au pouvoir du Rassemblement national, et face aux risques de censure à venir, cet épisode n'est qu'un tour de chauffe. Contrairement à Sophia Aram et ses amis, Acrimed apporte son soutien sans faille à Guillaume Meurice et dénonce la censure dont il est victime. ■

1. Lire « *Le bal des faux-culs sur France Inter* », Acrimed, 11 juin 2010.



# UN CLIMAT MACCARTHYSTE

## Menaces contre les libertés publiques: de l'apathie à la surenchère.

**F**ace à la répression du mouvement de solidarité avec la Palestine, le journalisme dominant poursuit tête baissée sa campagne de désinformation de masse. Sur fond de journalisme de démobilisation sociale ordinaire et de diabolisation de la gauche, les médias dominants déploient leurs cabales réactionnaires et exacerbent le confusionnisme ambiant. Pour un seul résultat: une information profondément biaisée qui méprise les Palestiniens et étouffe la Palestine, alors même que s'effrite l'hégémonie du récit dominant édicté au lendemain du 7 octobre.

À la mi-décembre, nous dénonçons le rôle majeur des médias dominants dans le climat maccarthyste, le rabougrissement de la parole autorisée et pointions l'insondable médiocrité de l'information politique et internationale. Les mois passant, le constat n'a fait que s'aggraver. La répression de l'État et des directions universitaires contre les mobilisations étudiantes en soutien de la cause palestinienne, les violences policières contre les manifestants, les lourdes condamnations judiciaires, les sanctions sur les lieux de travail, la démultiplication d'interdictions de conférences et de rassemblements, le refoulement aux frontières de personnalités pales-

тиниennes<sup>1</sup>, les multiples convocations pour «apologie du terrorisme» n'ont amené que de très rares et timides réactions dans une corporation journalistique où l'on aime pourtant se présenter comme des défenseurs intransigeants de la liberté d'expression (P. 13). Pis, nombre de ces cas de censure plus ou moins franche et assumée passent totalement sous les radars. Et quand ils n'appellent pas à durcir la répression, les grands médias – toujours prompts à dénoncer «la cancel culture» – accompagnent cette nouvelle accélération du processus autoritaire, dans un suivisme particulièrement affligeant à l'égard de la classe politique, qui oscille entre timides protestations et concert d'approbation. En dehors des médias indépendants, les journalistes à s'être indignés publiquement de l'ampleur de la répression et des atteintes aux libertés publiques se comptent sur les doigts d'une main et s'expriment généralement en leur nom propre: aucune trace d'initiative collective, pas le moindre engagement éditorial significatif à l'échelle d'un organe de presse, des sociétés de journalistes muettes.

On ne s'étonne guère de la passivité de médias qui, depuis huit mois, marginalisent et diabolisent toute pensée s'écartant du récit dominant; somment

1. Lire «La liberté d'expression bafouée et réprimée» et «L'ombre de la Cour pénale internationale plane sur les dirigeants israéliens», Orient XXI, 6 nov. 2023 et 20 mai 2024.

2. En Suède, où se sont déroulées d'importantes manifestations pour protester contre la participation d'Israël au concours de l'Eurovision, notamment les 9 et 11 mai. En France, plusieurs députés et éditocrates, entre autres, ont alors appelé publiquement à voter pour la candidate israélienne.

leurs interlocuteurs de se conformer au cadrage et à la sémantique imposés; harcèlent les responsables de La France insoumise de « questions » sous forme d'injonctions; figent l'espace-temps du « débat » au 7 octobre... Indéniablement, les grands médias ont participé à la criminalisation politique en cours, amorcée dès le mois d'octobre. De gardes à vue médiatiques préventives en invectives infâmantes, nombre de commentateurs ont ainsi contribué à banaliser et à crédibiliser l'accusation d'« apologie du terrorisme », qui se concrétise aujourd'hui dans de multiples convocations policières.

### DU MACCARTHYSME...

Mais un instant, on aurait pu croire qu'un tel moment de bascule liberticide fût un détonateur chez les garants médiatiques autoproclamés de la démocratie. Las... Entre dépolitisation crasse, routines professionnelles pavloviennes, détestation viscérale et militante de La France insoumise et engagement résolu en faveur de la répression, les animateurs du débat public ont perdu toute boussole démocratique. Dans le paysage dominant, le « contre-pouvoir » se résume au positionnement de l'éditocratie la plus « modérée » : appeler à ce que les opinions politiques ne soient pas judiciairisées mais débattues dans la sphère publique, tout en feignant de ne pas réaliser combien cette même sphère les aura discréditées, marginalisées et criminalisées huit mois durant, en piétinant le pluralisme et les règles de déontologie les plus élémentaires.

Dans la presse, les titres dont on aurait – encore et naïvement – espéré un positionnement résolu en faveur des libertés publiques soufflent ainsi le chaud et le froid. Au *Monde* et à *Libération*, les directions veillent jour après jour à ce que jamais ne tarisse le filet d'eau tiède qui leur sert de ligne éditoriale et les services « politique », à ce qu'aucun article à charge contre La France insoumise ne manque à l'appel (P. 30). Démultipliant les tribunes contradictoires, célébrent de pseudos « dialogues » aux prétentions « équilibrées », ouvrant grand leurs portes aux éditorialistes abêtissant le débat public, les deux quotidiens croient sans doute remplir leur devoir d'animation d'un débat « pluraliste » et « raisonnable ». Ils ne participent en réalité qu'au confusionnisme ambiant et démontrent leur incapacité à tenir une ligne à la hauteur de la conjoncture: en premier lieu, celle d'une guerre génocidaire et d'une catastrophe humanitaire incommensurable en Palestine, et s'agissant de la France, celle d'un durcissement considérable de l'autoritarisme d'État.

Du côté de la presse hebdomadaire – dominée par des titres à l'orientation droitiste plus ou moins décomplexée –, on ne pouvait espérer quoi que ce soit en matière de défense des libertés publiques. S'agissant de l'audiovisuel, où les formats au rabais, la concurrence des chaînes en continu et la pression idéologique de l'empire Bolloré ruinent la qualité de l'information, on pouvait craindre le pire. Effectivement, dans une inexorable fuite en avant allant jusqu'à l'exaltation de la répression, radios et télévisions ouvrent leurs micros à des escadrons de commentateurs hors-sol et permettent aux cadrages et aux discours d'extrême droite de s'épanouir. La talk-showisation triomphante du débat public atteint des sommets inégalés, les plateaux de bavardage devenant le dispositif-phare des espaces médiatiques les plus en vue, sur les chaînes d'information comme dans les magazines du service public, supposés « respectables ».

Ainsi, tandis que les positions de la classe politique dominante sur la situation au Proche-Orient sont largement laissées à l'ombre des critiques journalistiques, ces dernières se concentrent sur La France insoumise et les mouvements de solidarité avec le peuple palestinien. Partout, l'éditocratie décline son procès à charge: antisémitisme, inculture, apologie de la violence. Les étudiants de Sciences Po ou de la Sorbonne en ont amplement fait les frais: invisibilisés, cloués au pilori, discrédités, sermonnés, taxés d'antisémites et d'extrémistes (P. 22).

### ... AUX APPELS À « L'ÉQUILIBRE » : LE « EN MÊME TEMPS » DES DOMINANTS

Parallèlement, de Malmö<sup>2</sup> à Paris, nombreux sont les commentateurs à reprocher au mouvement de solidarité de ne pas s'occuper des « deux camps ». Une prescription prenant le pas sur l'information et totalement déconnectée pour quiconque s'intéresse à la construction *réelle* des luttes politiques, qui ont toujours édicté des revendications concrètes et ciblées pour espérer peser un tant soit peu dans le rapport de forces, *a fortiori* quand il est à ce point asymétrique. Des revendications que les médias dominants laissent d'ailleurs majoritairement hors champ, en particulier lorsqu'elles exigent du gouvernement français des *sanctions* à l'égard de l'État d'Israël, systématiquement décriées ou discréditées. Ce qui n'empêche pas l'éditocratie bon teint de sermonner les étudiants par le biais d'injonctions à la « nuance » sur le fond et à la « modération » sur la forme: condam-

ner les blocages, respecter le « dialogue », dénoncer la « cancel culture », etc. Il en va là des ressorts de la disqualification médiatique de toute action ou discours non cosmétique contre l'ordre établi. Du reste, mener de front l'une des campagnes macarthystes les plus virulentes et dispenser *en même temps* des leçons de tenue sur la nécessité de « l'équilibre » est, assurément, le privilège des dominants, dont les chefferies médiatiques se font les porte-voix.

Car cette injonction persistante à l'« équilibre » et à en revenir au 7 octobre ne recouvre qu'un insondable mépris à l'égard du sort des Palestiniens. En effet, au lendemain des massacres perpétrés par le Hamas, alors que les bombardements israéliens avaient déjà causé des centaines de morts, les Palestiniens ont été invisibilisés, pour n'être ensuite qualifiés que de simples « dommages collatéraux » pendant des semaines, des mois... et encore aujourd'hui. Précisément au nom du 7 octobre, ils n'ont pas été un sujet. Aucune rédaction ne s'est alors bousculée pour formuler des critiques à l'égard d'un tel traitement journalistique, ni pour revendiquer un quelconque « équilibre » à son sujet. On pourrait donc trivialement décrire l'injonction à « l'équilibre » comme suit : avant le 7 octobre, personne ne parlait des Palestiniens ; au lendemain du 7 octobre, il ne fallait pas parler des Palestiniens ; des semaines et des mois durant, on n'a pas trop parlé des Palestiniens ; huit mois après le 7 octobre, il est encore indigne de parler des Palestiniens sans rappeler « aussi » le 7 octobre. D'où cette question : quel est donc cet « équilibre » dans lequel les Palestiniens n'ont jamais voix au chapitre en tant que sujets à part entière ?

Comme nous l'avons souvent écrit<sup>3</sup>, les appels à la « symétrie » accompagnent la loi du plus fort s'agissant de la question *coloniale* en Israël-Palestine, des rapports de force totalement déséquilibrés qui sont à l'œuvre et de l'étendue des massacres perpétrés dans les territoires occupés. Ils sont, en ce sens, un symptôme de l'impensé colonial et de la déshumanisation structurelle à laquelle sont voués les Palestiniens dans les médias français.

### QUAND LE JOURNALISME EST UN CONFUSIONNISME

Depuis plusieurs mois, et plus encore s'agissant de La France insoumise ou des mouvements étudiants, tout discours, toute prise de position et toute action de solidarité avec la Palestine est donc critiqué en soi ou en raison de ce qu'il ne dit pas. Pire : il est commenté au prisme de ce qu'il recou-

virait en termes d'arrière-pensées (supposées) et de visées stratégiques (fantasmées). Du point de vue du journalisme, la démarche a beau être à front renversé, elle est omniprésente : il s'agit d'interpréter et de soupçonner *a priori* avant même d'informer et de s'être informé. Dès lors, les arguments de fond défendus par les personnes mises en cause importent peu. Les journalistes ne les documentent pas (ou alors à la marge), ne leur prêtent ni crédit ni sincérité, mais s'attèlent à en imaginer les calculs et les sous-entendus. Persuadés d'être dotés d'une lucidité hors-norme qui leur ferait entrevoir ces ressorts cachés du combat politique, et auto-investis d'une mission qui leur imposerait de les dévoiler au public, les professionnels font bien plus que piétiner le journalisme et dévoyer leur fonction dans les grandes largeurs : ils sacralisent une méthode et véhiculent un mode de représentation confusionnistes – si ce n'est complotistes – du monde social et politique (P. 18).

C'est ainsi que dans un incroyable détournement, les « mains rouges » qu'ont arborées certains étudiants pour dénoncer les massacres et les complices de guerre ont été assimilées à l'apologie d'un lynchage. Médiatisée sur toutes les antennes, évoquée dans toutes les colonnes, cette « polémique » orwellienne est le symptôme le plus abouti d'un paysage médiatique en décomposition, où le procès d'intention et la suspicion généralisés tiennent lieu d'« information ». Que le débat public s'emballe et enfle jour après jour à la manière d'une bulle spéculative n'est pas une nouveauté. Que des calomnies soient (ré) activées et entretenues sans relâche sur un espace-temps médiatique aussi long est, en revanche, proprement sidérant. De fait, nous assistons depuis huit mois à la plus vaste campagne de diabolisation que la sphère politico-médiatique ait entreprise à l'endroit de mouvements contestataires et de la gauche sociale et politique au cours des dernières décennies.

En cette matière, si de nombreux intervenants affrontent la morgue de l'éditocratie, Rima Hassan est une cible privilégiée<sup>4</sup> : rappelée à l'ordre, diffamée, diabolisée et accusée au choix de manipuler, d'être manipulée, d'entretenir un business personnel ou de fracturer la République. Catalyseurs du *continum* raciste, de la médiocrité ambiante et des cabales réactionnaires, ses interrogatoires sont un miroir grossissant du pire de ce que les médias donnent à voir depuis huit mois : double standards, invectives à géométrie variable, acharnement contre les militants de la cause palestinienne, barrage au contradictoire et plus encore, à la pensée.

3. « Israël-Palestine : le naufrage du débat public (suite) », *Médiacritiques* n°50, avr.-juin 2024, p. 34.

4. « Acharnement médiatique contre Rima Hassan (vidéo) », Acrimed, 31 mai.

Finalement, à la manière d'un redoutable accélérateur, la question palestinienne cristallise un processus à l'œuvre depuis plus de dix ans dans les champs politique et journalistique, consistant à diaboliser la gauche tout en normalisant et en promouvant l'extrême droite. Il faut donc lire cette interminable séquence maccarthyste pour ce qu'elle est : un symptôme de la radicalisation des chefferies médiatiques et de l'alignement des représentants autoproclamés du « cercle de la raison » sur le pôle réactionnaire, tous deux communiant dans une fuite en avant autoritaire et islamophobe.

Opérant précisément à la manière d'un trait d'union avec ce pôle, la mouvance d'extrême centre du Printemps républicain occupe de nouveau un rôle majeur dans la conjoncture. Comme lors de la chasse aux sorcières de 2020<sup>5</sup>, l'influence dont jouit ce petit nombre d'éditorialistes, essayistes et polémistes au sein du champ journalistique – et des sphères de pouvoir, plus généralement – est d'autant plus importante qu'ils disposent désormais d'un organe de presse à leur image et fait par eux, *Franc-Tireur*, largement légitimé, repris et cité par les grands médias en dépit – ou plus précisément en raison – de sa nature indigente : un condensé d'éditorialisation et une synthèse du prêt-à-penser dominant. Au premier rang de la campagne de déshumanisation des Palestiniens – jusque dans la mort, dont ces brillants esprits ont théorisé la relégation sur l'échelle des vies humaines –, ils continuent impunément d'avoir micro ouvert sans n'avoir jamais aucun compte à rendre sur les fake news qu'ils auront longuement propagées<sup>6</sup>. Services public et privé confondus, ils écumant les espaces médiatiques les plus en vue et bénéficient du traitement que ces derniers réservent aux invités les plus éminents : tapis rouge, complaisance et célébration.

## RECOURIR LA PALESTINE, MAINTENIR L'HÉGÉMONIE

De désinformation en fuite en avant, il faut donc s'acharner pour se tenir informé et ne pas perdre de vue l'essentiel : tandis que le nettoyage ethnique se poursuit en Cisjordanie et à Jérusalem-Est sur fond d'intensification de la colonisation, plus de 37 000 Palestiniens ont été massacrés à Gaza, dont plus de 14 100 enfants et 9 000 femmes ; d'innombrables blessés s'ajoutent aux cadavres gisants sous les décombres ; réfugiés et déplacés sont bombardés jusque dans les camps « humanitaires », où famine et maladie se côtoient. MSF dénonce depuis des

mois la « destruction systématique et méthodique du système de santé de Gaza par Israël » (X, 30 mai), qui cible également les infrastructures essentielles comme les lieux sociaux et éducatifs – toutes les universités y ont été détruites – au point que des experts de l'ONU parlent désormais de « scolasticide » (18 avr.). Alliée à celle du gouvernement<sup>7</sup>, la complicité persistante de l'éditocratie fait peine à voir.

Pourtant, des ONG aux collectifs de solidarité avec la Palestine, de l'ONU aux institutions du droit international, des manifestations mondiales et massives aux cris d'intellectuels, la contestation s'amplifie contre la guerre génocidaire de l'État israélien. Les cabales actuelles des chefferies médiatiques et politiques, incapables de se remettre en cause, apparaissent en ce sens comme des campagnes réactionnaires : des tentatives forcenées de maintenir la crédibilité du récit hégémonique énoncé au lendemain du 7 octobre. Dès lors, que cette vaste campagne maccarthyste entérine de grossières diversions idéologiques ou qu'elle repose sur les routines paresseuses présidant à la construction de « l'actualité » ne change rien au résultat : toute information sérieuse, suivie et documentée sur la situation en Palestine et le mouvement de solidarité est étouffée.

Et c'est ainsi que l'indigent « 20h » de France 2 qualifie la découverte de charniers à Gaza de vulgaire... « polémique » (25 avr.), ou déroule le tapis rouge à la propagande de l'armée israélienne après le bombardement du camp de réfugiés de Tal al-Sultan (P. 38). C'est ainsi, également, que *Le Point* dénonce la « partialité flagrante » et « la dérive » d'Amnesty International – allant jusqu'à contester la réalité du blocus humanitaire à Gaza ! –, au moment de la publication du rapport annuel accablant de l'ONG (26 avr.). C'est ainsi, encore, que les médias dominants persistent à laisser dans l'ombre la situation en Cisjordanie, incapables d'en assurer un suivi régulier afin de documenter les campagnes meurtrières des colons – aux mots d'ordre génocidaires, « *Exterminez les bêtes* » cite en gros titre une enquête de la BBC (27 mai). Alors que pululent les « experts » militaires invités à commenter les opérations de l'armée israélienne d'un seul point de vue technico-tactique, les (véritables) experts en géopolitique et en relations internationales, les journalistes, politistes ou les historiens spécialistes de la région à même de fournir un éclairage politique sur le conflit se font rares dans les studios comme dans les colonnes de la presse<sup>8</sup>... Parallèlement, des toutologues de tout poil disposent d'un temps d'antenne infiniment supérieur à celui que les cheffe-

5. « "Islamogauchistes" : une chasse aux sorcières médiatiques », *Médiacritiques* n°37, janv.-mars 2021, p. 14.

6. Comme celle qui concerne les bébés décapités lors de l'attaque du Hamas du 7 octobre.

7. Lire « Impunité d'Israël, complicités de la France », *Orient XXI*, 30 mai.

8. Et pour cause : le récit médiatique dominant qui aura présenté la guerre en cours comme la défense légitime d'une démocratie attaquée par un terrorisme aveugle serait immédiatement disqualifié par les analyses d'éminents universitaires réinscrivant le 7 octobre dans la longue histoire d'un conflit colonial.

ries médiatiques daignent concéder aux médecins revenus de Gaza.

Même quand les sources sont à portée de main, la cécité volontaire des médias dominants est accablante: en dehors de Mediapart et *L'Humanité*, pas une seule interview d'envergure n'a par exemple été dédiée au réalisateur palestinien Rashid Masharawi, à l'origine du projet cinématographique «Ground Zéro» rassemblant pourtant «20 courts-métrages tournés dans le chaos de la guerre à Gaza depuis le 7 octobre 2023»<sup>9</sup>. Pire: après qu'une projection officielle lui a été lâchement refusée par les grands pontes du Festival de Cannes, très rares ont été les journalistes français<sup>10</sup> – parmi les centaines accourant à cette grand-messe de la bourgeoisie culturelle – à s'être rendus sous la tente que le réalisateur a installée à l'ombre du tapis rouge, sur les bords d'une plage azurée...

C'est encore hors du champ de vision de la plupart des grands médias nationaux que le photjournaliste palestinien Motaz Azaiza s'est vu remettre le prix «Liberté 2024», à l'occasion d'une cérémonie organisée à Caen le 4 juin, en récompense de sa couverture de Gaza depuis le 7 octobre. Alors que des journalistes palestiniens continuent d'être massacrés et blessés sous les bombes, la profession ne se mobilise toujours pas massivement non plus pour médiatiser la troisième plainte contre Israël déposée par Reporters sans frontière devant la Cour pénale internationale (27 mai). Tandis qu'Israël accroît d'ailleurs les censures dans les médias du pays<sup>11</sup>, leurs enquêtes les plus incisives sur les pratiques de l'armée et du gouvernement ne sont pas relayées en France ou étouffées par le bruit médiatique<sup>12</sup>. Netanyahu maintient son blocus informationnel sur Gaza, mais LCI le reçoit en grande pompe pour une interview sans contradiction sérieuse diffusée à une heure de grande écoute et des propagandistes d'i24News continuent d'être invités sur les plateaux – ceux du service public (France Info, Public Sénat) par exemple – pour commenter l'«actualité». À l'inverse, les témoignages de Palestiniens continuent d'être sous-traités et sous-exploités par la presse *mainstream* – tandis que des médias indépendants, Orient XXI et Blast, notamment, s'acharnent à les faire connaître<sup>13</sup>.

On pourrait démultiplier les exemples de cet interminable naufrage médiatique. Mais nous terminerons sur un point, qui semble, à lui seul, condenser la réalité parallèle dans laquelle nous plonge les médias dominants depuis des mois: l'hystérisation collective de l'éditocratie autour du mot «génocide». À rebours des arguments juridiques avancés par la Cour internationale de justice et la Cour pénale internationale qui soulignent au moins un risque génocidaire, une campagne médiatique s'est déclenchée contre son usage. Les commentateurs harcèlent désormais celles et ceux qui l'emploient – et qui tentent, contre vents et marées, d'argumenter sur le fond. Parallèlement, les directions éditoriales invitent le tout-venant du commentariat à en faire le procès. Jusque dans *Libération*, qui autorise un éditorialiste-maison incompetent en la matière à classer l'affaire sans suite – sous la risée du juriste Johann Soufi (X, 26 mars), assumant pour l'occasion le rôle du service «fact-checking» du quotidien... Pendant ce temps, l'historienne Ludivine Bantigny rappelle combien les grands intervieweurs omettent systématiquement d'«indiquer que de nombreux spécialistes des génocides, historiens mais aussi juristes, parmi lesquels des Israéliens, évoquent clairement un génocide à Gaza» (X, 7 mai).

Face à tout cela, laissons le mot de la fin à l'écrivain palestinien Karim Kattan, qui évoque dans Mediapart<sup>14</sup> l'indignation et le dégoût que lui inspirent les médias occidentaux:

**Karim Kattan:** *Israël a [...] créé un champ hésitant de la connaissance où des journalistes sont massacrés pour apporter à d'autres journalistes, à Paris ou ailleurs, des informations que ces derniers ne vont jamais tout à fait croire. [...] Pourquoi votre réaction n'est-elle pas à la hauteur de l'horreur que vous voyez? [...] Vous regardez les charniers, l'abîme, des corps entassés, ligotés, dénudés, enterrés pêle-mêle et recouverts de déchets, pendant qu'on vous parle, et qu'on hurle, et qu'on vous montre, et vous vous demandez sottement: que faire, que faire, que faire? Et quand il sera trop tard, inévitablement, vous vous demanderez pourquoi nous ne vous pardonnons pas.* ■

9. «Gaza: 'Si ce n'est pas un génocide, je ne sais pas ce que c'est'», Mediapart, 14 mai.

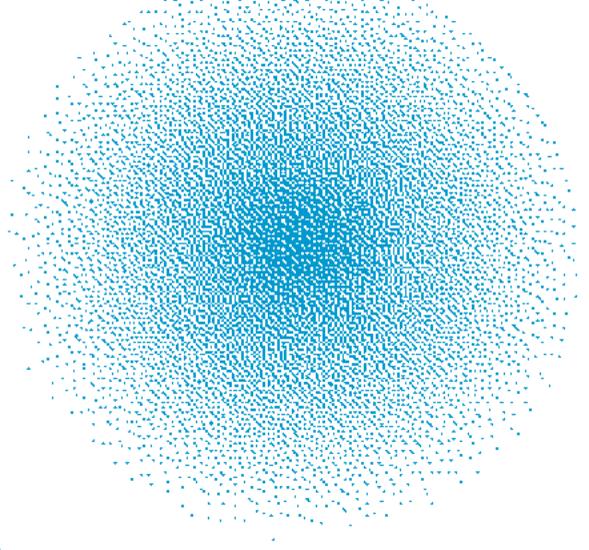
10. Signalons ici les articles de *Télérama* (21 mai), *France 24* (22 mai) et *Ouest-France* (23 mai).

11. «Israeli military censor bans highest number of articles in over a decade», 972 Magazine, 16 mai.

12. On pense par exemple aux enquêtes de 972 Magazine sur l'utilisation de l'intelligence artificielle par l'armée israélienne (3 avr.); sur les pressions et les opérations de surveillance menées par l'État d'Israël contre de hauts responsables de la Cour pénale internationale, de la Cour internationale de justice et des militants palestiniens des droits humains (des enquêtes réalisées en partenariat avec Local call et le Guardian (28 mai). On pense aussi aux investigations de The Intercept concernant des «centaines de médecins palestiniens dispar[us] dans les geôles israéliennes» (24 mai).

13. Orient XXI publie le journal de Rami Abou Jamous; Blast donne à voir les reportages de Mohamed El Saïfe.

14. «\*Karim, vous ne voulez pas réagir sur les charniers?», Mediapart, 19 mai.



# LES MÉDIAS FAÇON ORWELL

## Presse et répression.

**A** lors que l'État durcit sa criminalisation des mobilisations en soutien de la cause palestinienne, le journalisme dominant légitime ce cours autoritaire et décuple la pression. Retour sur le traitement journalistique des interdictions de conférences de La France Insoumise et des convocations policières de deux de ses membres – Mathilde Panot et Rima Hassan – pour «apologie du terrorisme». Une fuite en avant médiatique.

Commençons par dire que de nombreux cas de répression et d'atteintes à la liberté d'expression passent totalement sous les radars médiatiques – une manière, par le silence, de les banaliser. Au cours du mois d'avril, les interdictions de conférences et les convocations policières ayant visé La France insoumise ont, en revanche, fait couler de l'encre.

Nous savons avec quel talent *Le Monde* exerce son rôle de contre-pouvoir dans la conjoncture actuelle: prôner un «équilibre nécessaire» entre «liberté de réunion» et «ordre public» d'une main; participer sans relâche à la diabolisation de La France insoumise de l'autre (P. 30). Souffler le chaud et le froid: c'est aussi ce que pratique régulièrement *Libération*. Un seul exemple: le 23 avril, Thomas Legrand peut bien se navrer d'une «réduction de la sphère de liberté»

et de l'«attitude répressive» du gouvernement à l'égard (entre autres) des Insoumis, le positionnement révèle sa consistance lorsque le naturel revient au galop deux semaines plus tard: condamner, chez Jean-Luc Mélenchon, un «dépassement des bornes de la bienséance minimum du débat politique» (2 mai). Telles que s'autorise à les fixer tout éditeur qui se respecte. Dans sa chronique, l'«état d'esprit répressif à l'œuvre à la tête de l'État» est désormais décrit comme un simple «répondant» que susciterait... la «participation mélenchonienne à la brutalisation de la vie politique», l'un et l'autre qualifiés de «sparring-partners idéaux». Avec pareils défenseurs – et si fins analystes –, la liberté d'expression politique peut s'attendre au pire...

### BASCULEMENT POLITIQUE, ROUTINES JOURNALISTIQUES

Ailleurs dans la presse, le durcissement autoritaire n'entrave pas le ronron de la diabolisation. Au contraire... «*La liberté d'expression en danger? Les Insoumis ne doutent vraiment de rien!*» se bidonne Olivier Biscaye dans l'éditorial de *Midi Libre* (29 avr.). La convocation de Mathilde Panot? Un juste retour de bâton pour celle qui «*a franchi la ligne rouge de l'indécence*» et «*ose dénoncer une tentative de censure*»... mais

1. Créé par le célèbre producteur d'Ardisson Stéphane Simon, le média *Factuel* s'est doté de deux parrains à son lancement en avril 2023: Christine Kelly et Dominique Rizet. Fin avril 2024, le média se déclare en cessation de paiement, d'après *Le Figaro*.

2. Lire «Brice Couturier et l'obsession du "sabotage par la Russie"», *Acrimed*, 2 juin 2022.

3. «Palestine: naufrage et asphyxie du débat public», *Acrimed*, 20 décembre.

un coup de bâton encore insuffisant: «*Depuis six mois, on aurait souhaité que la justice s'en prenne plus sévèrement à quelques-uns de ses collègues députés sortis de l'arc des valeurs républicaines.*» C'est aussi ce que pense Nicolas Domenach en son for intérieur: «*On pourrait s'imaginer soulagés de ce que les juges poursuivent, jusqu'à les embastiller, ces extrémistes qui nous insupportent*», écrit-il dans *Challenges* (2 mai) avant de s'auto-réfréner – «*illusion dangereuse que d'abandonner ainsi aux magistrats un combat politique*» – et de dicter le mot d'ordre du «*combat politique*» en question: «*On doit s'indigner de la banalisation par les Insoumis du pogrom du 7 octobre.*» Tel un disque rayé.

Le jour de la convocation de Mathilde Panot – qui ne sera pas couverte dans l'édition papier –, *Le Parisien* dégage quant à lui une énième Une pour dénoncer «*la stratégie périlleuse de Mélenchon*» (23 avr.), prélude d'une double page juxtaposant un éditorial du directeur des rédactions estimant que le parti cherche à «*voir l'emporter la radicalisation et faire voler en éclats la concorde républicaine*»; un article inspirant chargé d'expliquer aux lecteurs comment «*Mélenchon joue avec le feu*» suivi, enfin, d'un entretien avec le président de la Conférence des imams de France titré «*LFI exacerbe les tensions communautaires*».

Même sens de la hiérarchie de l'information au *Figaro* (24 avr.), qui traite la convocation en une brève d'une centaine de mots, mais déploie sa campagne contre la gauche sur la double page «*Évènement*». Dédiée tantôt à tancer la «*surenchère*» de LFI, tantôt à qualifier d'«*entrisme*» ses conférences dans les universités – dont *Le Figaro*, évidemment, ne dit pas un mot sur le fond. Le tout sous le patronage (rageur) de

---

**«Depuis six mois, on aurait souhaité que la justice s'en prenne plus sévèrement à quelques-uns de ses collègues députés sortis de l'arc des valeurs républicaines.»**

*Midi Libre*

---

Guillaume Tabard, agacé que la censure ne vienne pas à bout de cette campagne politique:

**Guillaume Tabard:** *En venant se faire acclamer à Sciences Po après avoir été interdit de réunion à la fac de Lille, le leader des Insoumis a marqué son territoire. [...] Alors qu'il électrifie le débat public, alors qu'il sème le trouble et l'embarras dans le reste de la gauche, le triple candidat à la présidentielle procède à un mélange de démonstration de force et d'intimidation.*

Beau renversement. Mais il y a mieux. Dans l'audiovisuel surtout, où les têtes d'affiche se disputent depuis des semaines le prix de l'outrance. Nous croyions «*Les informés*» de France Info en pole position, où le 30 avril dernier, un éditorialiste d'I24news en pleine crise de complotisme tentait d'expliquer pourquoi LFI devait «*remercier le pouvoir*» (P. 18). Las... Ce discours est la norme. Le 27 avril, dans l'émission «*Et maintenant*» de Public Sénat, Hélène Terzian, journaliste politique à RMC, ne dit pas autre chose: «*C'est tout bénéf pour eux ce qui se passe, presque. Ils galvanisent une certaine partie de leur électorat, ils hurlent à la censure!*» Et l'illustre Nicolas Baverez d'aller plus loin:

**Nicolas Baverez:** *Ce qui est dangereux, c'est que finalement, le piège tendu par Jean-Luc Mélenchon sur notre démocratie est en train de se refermer. On le voit avec les interdictions de parole [...] lancés par les militants de LFI sur un certain nombre d'intellectuels. Et c'est en train de s'étendre partout. Et puis, on a ce piège de déclarations ou de communiqués qui sont scandaleux et qui, du coup, amènent des réponses judiciaires alors que ça devrait être des réponses politiques.*

Le registre orwellien est également manié avec une précision d'orfèvre sur France 5. Dans «*C dans l'air*» (23 avr.), c'est à qui tapera le plus fort sur LFI; et comme ailleurs les accusations et les procès d'intention sont lancés sans qu'aucun élément de preuve ne vienne les appuyer. Brice Teinturier, d'abord, dans le rôle de l'automate spécialité calomnie: «*[Jean-Luc Mélenchon] est sur une grille de lecture dominants/dominés et sur la volonté de radicaliser le vote des banlieues, le vote musulman et le vote des jeunes. [...] Il y ajoute malgré tout le côté pas simplement abrasif, mais le côté, aux yeux des Français, antisémite.*» L'autoritarisme? Il n'inspire qu'une seule chose à la journaliste Nathalie

Mauret: «Dès cet après-midi, [les Insoumis] ont essayé d'instrumentaliser cette convocation pour victimiser leur parti.» Un consensus en plateau:

**Nathalie Schuck:** J'ai le sentiment que ces interdictions de conférences, ce qui s'est produit à Lille, au fond, ça sert [Jean-Luc Mélenchon]. [...] Ça le met au centre du jeu, ça le victimise. Donc du coup, ça permet de dire à son électorat: «Voyez, vous êtes des victimes vous aussi, ben moi aussi, donc je vous représente mieux que quiconque.»

Le niveau de «l'analyse» vous terrasse? Il n'en faut toutefois pas davantage pour devenir «grand reporter» au *Point* et bénéficier d'un fauteuil dans «C dans l'air». Sachons gré à Nathalie Schuck de cet aveu, néanmoins: «Qui aurait parlé de ses conférences, sinon?» Elle a raison: les chefferies médiatiques n'y auraient pas dépêché la moindre caméra... tant elles se moquent éperdument du pluralisme! Ce que confirme d'ailleurs la présentatrice, Caroline Roux, visiblement très informée du sujet qu'elle est en train de commenter: «Ce sont des conférences sur quoi?»

Le leitmotiv de la «victimisation» est aussi revisité à la sauce extrême droite sur Sud Radio, au cours d'une émission réalisée en partenariat avec le média (mort-né) *Factuel*<sup>1</sup>: «On voit bien, à chaque fois, que *La France insoumise* essaie de nazifier ou d'extrême droitiser tout ce qui ne pense pas exactement comme *La France insoumise*. C'est un peu ça, quand même, le discours ambiant.» (4 mai)

On continue avec l'émission «28 Minutes» sur Arte (26/04). Sous les hospices de Renaud Dély, le complotiste bon teint Brice Couturier<sup>2</sup> s'insurge contre «une nouvelle gauche qui drague les islamistes et qui en même temps chantonne la chanson des wokes». La convocation de Mathilde Panot? Dans l'ordre des choses:

**Brice Couturier:** À partir du moment où on fait l'apologie du Hamas qui est considéré par l'Union européenne comme un mouvement terroriste, quand on reprend les slogans du Hamas, effectivement, on fait de l'apologie du terrorisme. Et qu'on soit député ou pas, ça ne permet pas de passer entre les fourches caudines de la justice. C'est l'égalité entre les citoyens.

---

**“C'est tout bénéf pour eux ce qui se passe, presque”**

RMC

---

---

**“À partir du moment où on fait l'apologie du Hamas [...], quand on reprend les slogans du Hamas, effectivement, on fait de l'apologie du terrorisme. Et qu'on soit député ou pas, ça ne permet pas de passer entre les fourches caudines de la justice.”**

Brice Couturier

---

Et toujours pas l'ombre d'une citation pour étayer ce fatras... Arte et C8, même combat? Voyons plutôt:

– **Jean-Michel Maire:** C'était un scandale ce qu'ils avaient dit. Bon, ben ce qui est scandaleux, et ben ça mérite d'être puni.

Voilà. Quand c'est une apologie du terrorisme, on punit les gens.  
– **Valérie Bénéaim:** À un moment donné, c'est bien qu'on dise aussi: attention, votre parole qui est une parole publique, elle n'est pas exempte du droit. [...]

– **Cyril Hanouna:** Je voudrais voir ce qu'en pensent les téléspectateurs. [...] «Les députés LFI sont-ils incontrôlables?» Oui, 86%. [«Touche pas à mon poste», C8, 24/05]

Incontrôlable plus qu'à son tour, Caroline Fourest peine à cacher sa jubilation face au communiqué de Mathilde Panot dénonçant sa convocation (LCI, 23 avr.):

**Caroline Fourest:** On avait l'impression que vraiment, c'était un fait unique, que ça n'avait jamais existé parce qu'elle est présidente de groupe! Et c'est vrai que c'est très rare qu'une présidente de groupe soit convoquée pour apologie du terrorisme. Mais il faut avouer aussi qu'il y avait eu peu de présidente de groupe, avant, qui avait eu des positions aussi limite.

L'interdiction d'une conférence à Lille? Aucun problème non plus pour l'éditocrate, qui paraphrase à sa sauce la réaction du préfet en bonne journaliste de préfecture:

**Caroline Fourest:** C'est tellement polémique, c'est deux personnalités [Jean-Luc Mélenchon et Rima Hassan] tellement fortes, c'est tellement radical, les organisateurs sont tellement radicaux qu'on risque d'avoir attroupements, affrontements [...] et donc pour protéger l'université, on dit ce n'est pas le lieu. Et honnêtement David [Pujadas] [...], l'université, ce n'est pas n'importe quel lieu [...]. Ça doit être un safe place [...], un endroit où on

est en sécurité pour le débat d'idées, [...] pas pour faire des meetings extrêmes.

Que dire d'un plateau avec David Pujadas et Caroline Fourest ? Qu'il est si caricatural et outrancier, que le débat public y est si malmené que ça ne devrait pas être diffusé à la télévision, que « ce n'est pas le lieu » ?

## LE «CERCLE DE LA RAISON» ALIGNÉ SUR L'EXTRÊME DROITE

Le bruit médiatique est partout à l'unisson : les chefferies éditoriales légitiment censure et intimidations du pouvoir. Il reste bien quelques digues, mais le barrage est en carton-pâte. Sur France Inter, Yaël Goosz dénonce tout de même « un climat délétère, [un] trop-plein de procédures qui devraient heurter tous les défenseurs des libertés, qu'on déteste, qu'on partage, ou qu'on soit indifférent à ce qui est dit. » Mais de son propre aveu, la position lui coûte : « Poursuite légitime ou dérive illibérale ? Pour bien répondre à la question, il faut d'abord s'extraire du "bruit" et de la "fureur" propres à Jean-Luc Mélenchon. Laisser de côté – en tout cas essayer ! – ses saillies nauséabondes. » Vœux pieux : le chroniqueur ne peut s'empêcher de consacrer une partie de la chronique à un énième et sempiternel rappel à l'ordre à propos du « tout premier communiqué [...] rédigé avec les pieds » et « leur choix sémantique, largement contesté et contestable ». On voit là toute l'hypocrisie des commentateurs, appelant surtout à « ne pas importer davantage le conflit en criminalisant des paroles qui doivent être débattues sur la place publique ».

Sauf que depuis octobre, il n'y a pas de « débat » sur la place publique, mais une criminalisation de toute parole contestataire dans et par les médias dominants. Quant à l'accusation de vouloir « importer le conflit », elle est adressée systématiquement à sens unique : il n'est jamais venu à l'idée d'un journaliste d'émettre ce genre de jugement au moment de couvrir les déplacements en Israël du président de la République, de la présidente de l'Assemblée nationale ou d'autres députés de la majorité. Pas

plus lorsqu'il s'est agi de médiatiser, par exemple, le discours du Premier ministre Gabriel Attal au dîner du Crif le 6 mai.

Du côté des médias d'extrême droite, c'est également une campagne de tous les instants. Par exemple, le député LFI Manuel Bompard, le 17 avril sur X, récapitulait l'agenda monocorde de la rédaction de CNews sur une seule journée :



Au JDD le 12 mai, on n'hésite pas non plus à sortir l'artillerie lourde : un pamphlet signé d'un journaliste de la rédaction assimilant Jean-Luc Mélenchon à un « nouveau Jean-Marie Le Pen ? », suivi d'un entretien avec Pascal Bruckner. L'essayiste y développe le prêt-à-penser médiatique et enchaîne les calomnies : Jean-Luc Mélenchon est dit « plus proche de l'extrême droite que de la gauche universaliste », qualifié de « frère jumeau de Jean-Marie Le Pen », de « disciple de Dieudonné » et de « compagnon de route des salafistes et des Frères musulmans », pour être finalement taxé d'un « antisémitisme forcené qui glisse progressivement vers la détestation des Juifs ».



**Pascal Bruckner**  
« Mélenchon n'est plus de la gauche universaliste, mais du fascisme de gauche »  
CONQUÊTE Pour l'auteur de « Je souffre donc je suis » (Grasset), l'Insoûmis courtisé « l'Électorat islamiste »

Le même jour, BFM-TV joue la concurrence mimétique avec sa consœur bolloréenne en compagnie de Raphaël Enthoven... et la chaîne n'a pas réfléchi longtemps avant de fabriquer son visuel de campagne:



Quotidienne depuis huit mois, cette campagne de diffamation médiatique n'a plus aucune limite. À l'heure où les mobilisations s'amplifient contre la guerre génocidaire de l'État israélien – des ONG aux institutions internationales en passant par les manifestations mondiales et massives, étudiantes ou non –, elle est une tentative forcenée de maintenir la crédibilité du récit médiatico-politique dominant énoncé au lendemain du 7 octobre. Cet acharnement insensé contre LFI n'est finalement qu'une grossière manœuvre de diversion visant à empêcher, à recouvrir et à étouffer toute information sérieuse et documentée sur la situation en Palestine, sur le désastre et la dévastation à Gaza comme sur les luttes de solidarité avec le peuple palestinien.

Nous le disions en décembre<sup>3</sup>, et nous y insistons: la question palestinienne cristallise, à la manière d'un redoutable accélérateur, un processus à l'œuvre depuis plus de dix ans dans les champs politique et journalistique consistant à diaboliser la gauche, tout en normalisant et promouvant l'extrême droite. Il faut donc lire cette interminable séquence pour ce qu'elle est: un symptôme de la radicalisation des chefferies médiatiques et de l'alignement des représentants autoproclamés du «cercle de la raison» sur l'extrême droite, tous deux communiant dans une fuite en avant autoritaire et islamophobe.

---

**Jean-Luc Mélenchon?**  
**«Plus proche de l'extrême droite que de la gauche universaliste» pour Pascal Bruckner, mais aussi «frère jumeau de Jean-Marie Le Pen», ou encore «disciple de Dieudonné» et «compagnon de route des salafistes et des Frères musulmans».**

---

Le 15 avril sur France 5, un échange entre Christophe Barbier et la présentatrice de «C à vous» en offrait un exemple cristallin. Invité par Anne-Élisabeth Lemoine à présenter son «réquisitoire contre celui que vous désignez comme l'ennemi de la République», soit Jean-Luc Mélenchon, l'éditorialiste en chef de la bourgeoisie s'exécute:

– **Christophe Barbier:** *Le voici depuis quelques années, au moins depuis 2019, sans doute un peu avant, converti à des revendications issues de l'islam politique, qu'on a pu croire dans un premier temps être simplement un calcul électoral pour complaire à un certain électorat – on n'attrape pas les mouches avec du vinaigre – et dont on voit depuis le 7 octobre que peut-être, il y a une racine idéologique plus profonde.*

– **Anne-Élisabeth Lemoine:** *C'est-à-dire que quand ils parlent de génocide commis par Israël à Gaza, il est convaincu, tout comme les militants de La France insoumise [...], ils sont convaincus de ce qu'ils disent ?*

– **Christophe Barbier:** *Pour une bonne partie de ces militants, oui, je suis convaincu qu'il y a au cœur de leur engagement derrière Jean-Luc Mélenchon cette fibre-là, c'est-à-dire obtenir la disparition de l'État d'Israël, que ce soit par des moyens militaires, terroristes ou par une pression politique.*

Rideau. ■

# QUAND LE JOURNALISME POLITIQUE TOUCHE LE FOND

France Info: tapis rouge à i24News,  
complotisme et procès de LFI.

**C**omment est-il possible, fin avril 2024, qu'une chaîne de service public choisisse de dérouler le tapis rouge à i24News, chaîne de propagande maintes fois épinglée pour son rôle de porte-parole du gouvernement d'extrême droite israélien, sa banalisation outrancière de discours génocidaires et son rôle moteur dans la diffusion et la propagation de fake news ?

La journaliste et présentatrice de France Info, Agathe Lambret, ne semble y voir aucun inconvénient. Aux commandes de l'émission « Les Informés » du 30 avril, c'est dans un calme olympien qu'elle introduit ainsi Michaël Darmon, « éditorialiste à i24News », en prenant soin de citer son dernier ouvrage mais en omettant d'évoquer les faits d'arme de son employeur. Bien connu d'Acrimed, notamment lorsqu'il sévissait sur Europe 1 aux côtés de Jean-Pierre Elkabbach<sup>1</sup>, le commentateur est entouré d'un autre confrère conservateur, Jean-Sébastien Ferjou (fondateur et directeur d'Atlantico). Sont également présents l'inévitable sondologue, Stéphane Zumsteg (Ipsos), et, en guise de caution, Laurent Mouloud, rédacteur en chef adjoint de *L'Humanité*.

Le dispositif laisse entrevoir l'ampleur du désastre. Et on n'a pas été déçus... L'émission s'ouvre

sur un temps de « débat » autour des convocations policières de Mathilde Panot et Rima Hassan (La France insoumise) pour « apologie du terrorisme », mais également des mobilisations à Sciences Po en soutien du peuple palestinien. Dans un renversement spectaculaire compte tenu du sujet annoncé, le service public touche le fond : apologie de la répression, délires complotistes, disqualification du seul intervenant de gauche, plaidoyers en faveur de la politique menée par l'État d'Israël... tout y passe.

## « MANUEL BOMPARD DOIT REMERCIER LE POUVOIR »

« Les Insoumis sont-ils des martyrs de la liberté d'expression, [leur] colère est-elle légitime ou en font-ils trop ? » interroge Agathe Lambret. Pirouette journalistique classique, consistant à poser une question sous forme d'alternative dont l'un des termes, présenté de manière outrancière, est d'emblée disqualifié (les insoumis n'étant évidemment pas « des martyrs », leur colère ne peut dès lors être « légitime ») de manière à ce que la réponse s'impose d'elle-même.

De façon à verrouiller davantage le cadrage, Agathe Lambret ajoute à cette piètre introduction la diffusion d'un « échange houleux » dans l'hémicycle de

1. Lire « Elkabbacheries (1) : Les aboiements de trois chiens de garde aux basques de Cécile Duflot », Acrimed, 14 avril 2015.

l'Assemblée nationale entre Manuel Bompard (LFI) et le ministre de la Justice, Éric Dupond-Moretti, au cours duquel le second évoque face au premier « l'attaque terroriste du Hamas que vous soutenez ».

Gratifié de la première prise de parole, le rédacteur en chef adjoint de *L'Humanité* qualifie ce propos d'« extrêmement excessif, extrêmement disproportionné ». Telle n'était pas la direction que souhaitait prendre Agathe Lambret, dont le coup de sifflet interrompt le journaliste au bout de vingt secondes à peine: « Vous, c'est cela que vous choquez ? [...] [Éric Dupond-Moretti] parlait de l'attaque terroriste du Hamas, les insoumis ont fait polémique après cette attaque terroriste, qu'ils avaient qualifiée d'« offensive des forces armées palestiniennes ». Et la classe politique dans son ensemble avait condamné le fait que c'était pas assez explicite... » Refusant de céder au recadrage, Laurent Mouloud dispose d'une poignée de secondes supplémentaires pour critiquer le fait qu'on assimile cette formulation à un « soutien » et s'alarmer de la conjoncture liberticide.

Et c'en sera fini du « pluralisme ». Car la suite donne le tournis :

– **Agathe Lambret**: Michaël Darmon, si on écoute Laurent Mouloud, c'est vrai ? Il y a une dérive autoritaire de ce gouvernement ?

– **Michaël Darmon**: Non, il n'y a pas une dérive autoritaire. Il y a tout simplement le fait qu'on respecte l'État de droit. [...] Je note quand même que pour crier à la censure... au fond, les protagonistes de cette affaire du côté de LFI sont ressortis libres, ne sont pas emprisonnés, peuvent continuer à dire ce qu'ils veulent, Manuel Bompard peut se lever et critiquer le gouvernement à l'Assemblée nationale donc on est dans un théâtre qui n'est pas celui qui est dénoncé. En revanche, je trouve que Manuel Bompard doit remercier le pouvoir parce qu'il met en lumière, il met sur la sellette, il désigne comme ennemi dans ce moment de campagne électorale LFI, ce qui est quand même un cadeau.

– **Agathe Lambret**: Vous voulez dire qu'il leur rend service parce qu'il les victimise ?

– **Michaël Darmon**: La question que l'on peut se poser, c'est: pourquoi Mathilde Panot et Rima Hassan sont-elles convoquées avec force scénographie dramatique [...] ? De qui ne parle-t-on plus depuis quelques jours ? On ne parle plus de la droite, on ne parle plus de

la liste de la gauche, on parle uniquement des insoumis [...]. Je pense qu'il y a quand même une forme d'instrumentalisation. À double niveau, parce qu'effectivement, quelque part, on voit bien que l'Iran s'amuse [...] à bien manipuler les étudiants à Sciences

Po et ceux qui soutiennent le Hamas, [...] mais il y aussi l'instrumentalisation du pouvoir, qui sertit, quelque part, une colère bien appropriée...

Résumons: la dénonciation de l'autoritarisme du pouvoir n'a pas lieu d'être tant que les opposants politiques ne sont pas en prison; les députés et les étudiants mobilisés en soutien au peuple palestinien et pour un cessez-le-feu sont des pantins de l'Iran; le pouvoir politique se sert des convocations policières pour mettre la lumière sur La France insoumise et invisibiliser ses autres opposants...

Le niveau de complotisme est tel qu'il ne laisse aucune prise à la critique rationnelle, mais n'effraie pas Agathe Lambret pour autant. Laquelle, rompue comme toute journaliste politique qui se respecte aux contorsions pseudo-analytiques visant à décrypter les stratégies des uns et des autres, reprend le propos à son compte et ajoute du confusionnisme au confusionnisme: « Jean-Sébastien Ferjou, vous êtes d'accord, finalement ça dessert l'exécutif toute cette agitation, cette judiciarisation autour des insoumis ? [...] Est-ce que tout cela, finalement, c'est pas contre-productif pour ceux qui veulent combattre les insoumis ? »

En seulement six minutes d'émission, le sujet se précise: non pas documenter le cours autoritaire – et encore moins s'en alarmer –, mais en commenter les à-côtés... et entretenir le procès *a priori* et systématique de La France insoumise. Ainsi le directeur d'Atlantico tient-il à pointer « le côté ridicule d'hurler au régime autoritaire »: « Soyons sérieux ! » lance-t-il, avant de

prendre pour comparaison la répression d'État en Jordanie, au Maroc ou en Égypte. Agathe Lambret feint le désespoir: « Oui, on parle de mots qui sont lourds de sens. Et parfois on se demande s'ils ont encore du sens. » On ne le lui fait pas dire...

Le journalisme de comptoir n'est pas au bout de ses ressources. Jean-Sébastien Ferjou: « Quand Rima Hassan, on a l'impression, quasiment, qu'elle est prisonnière politique, ce matin sort de sa convocation en disant "Tout s'est bien passé", j'ai envie de lui dire: "Choisis ton camp hein !" Parce que soit on est dans un régime autoritaire, soit tout s'est bien passé. Les deux ne sont pas compatibles,

il faut être cohérent. » Une seule chose semble réellement inquiéter le responsable d'Atlantico, qui, s'il parle d'une « judiciarisation [...] profondément toxique », le fait en ayant de la suite dans les idées: « Il faut que

---

**« Non, il n'y a pas une dérive autoritaire. Il y a tout simplement le fait qu'on respecte l'État de droit. »**

---

Michaël Darmon



**Mathilde Panot et Rima Hassan entendues par la police**

la parole politique puisse être libre pour qu'eux puissent dire ce qu'ils veulent, même si c'est choquant, même si c'est parfois insoutenable, mais pour qu'on puisse aussi répondre, parce que le piège est là, qu'on puisse aussi répondre: "Non, peu importe que la justice vous blanchisse ou non, vous êtes dans l'ambiguïté vis-à-vis de l'antisémitisme et dans une forme d'ambiguïté vis-à-vis du Hamas." Qu'il se rassure: quoi qu'il advienne, rien n'arrêtera l'entreprise de diabolisation massive à laquelle se livrent les médias dominants, qui continueront envers et contre tout, comme ils le font depuis des mois, à répandre et amplifier les mêmes calomnies.

### «BOBOS WOKISTES» ET «VOTE PRO-MUSULMAN»

Ainsi le procès de LFI se poursuit-il après le «fil info» :

**Agathe Lambret:** *On parlait des insoumis, on peut s'interroger sur la méthode des insoumis. Je voudrais que vous écoutiez l'avocat de Charlie Hebdo, Richard Malka. [Richard Malka: Moi ce qui me choque, c'est qu'il y a un appel à aller manifester de la part d'une députée [Mathilde Panot] avec son écharpe devant le Palais de justice! C'est du jamais-vu! C'est du jamais-vu! C'est un non-respect de l'institution judiciaire, de la séparation des pouvoirs. Enfin, on n'a jamais vu ça!]*

Symptôme de la médiocrité journalistique ambiante: non seulement de tels propos – tenus sur la même antenne un peu plus tôt par un agitateur médiatique coutumier des outrances (diffamatoires) à l'endroit de La France insoumise<sup>2</sup> –, ne

sont pas disqualifiés, mais ils sont au contraire utilisés comme «référents»... et donnent le «la» d'une émission de «débat».

Passée l'intervention robotique du sondologue de service – «victimisation»; «France Insoumise»; «stratégie de la conflictualité»; «cliver, cliver, cliver»; «contexte électoral très défavorable» –, Michaël Darmon renchérit:

**Michaël Darmon:** *[Jean-Luc Mélenchon] tente de faire le lien entre, on va dire, les bobos wokistes qui peuvent se retrouver sur les campus et en particulier à Sciences Po, avec les quartiers populaires, où le vote communautariste, musulman, pro-musulman peut s'affirmer et s'est affirmé.*

Résumons à nouveau: Jean-Luc Mélenchon serait un agent caché de l'Islam triomphant de Sciences Po jusqu'aux quartiers populaires... Une grille «d'analyse» intellectuellement inepte, politiquement outrancière, ne reposant sur aucune source journalistique autre que l'imagination débridée de son auteur. Une saillie qui ne provoque pourtant pas la moindre réaction dans le studio et amène même Agathe Lambret à surenchéris:

– **Agathe Lambret:** *Manuel Valls appelait d'ailleurs à former un cordon sanitaire autour de Jean-Luc Mélenchon. Laurent Mouloud, les insoumis, ils sont aussi en première ligne pour soutenir les étudiants pro-palestiniens à Sciences Po. Rima Hassan, qui est candidate aux européennes pour La France insoumise a appelé au soulèvement, et elle assume ce terme. Est-ce que c'est normal qu'une candidate à des élections appelle au soulèvement?*

2. Lire «Une matinale au cœur de la contre-révolution réactionnaire», *Médiacritiques* n°50, avr.-juin 2024, p. 22.

3. Tant la retenue fut de mise... et tant chacun put constater, en effet, l'implacable contre-pouvoir qu'auront représenté les médias dominants et l'État français en la matière.

– **Laurent Mouloud:** *Je ne sais pas si au soulèvement, en tout cas, elle appelle à une résistance en fait et à [coupé]*

– **Jean-Sébastien Ferjou:** *Si, si! Elle a employé le mot «soulèvement».*

– **Agathe Lambret:** *Mais une résistance contre quoi?*

Question faussement ingénue et pleine de sous-entendus qui permet à Agathe Lambret de jeter, une fois de plus, la suspicion sur Rima Hassan. Un procédé qui confine à la duplicité puisque cette même journaliste interviewait quelques minutes plus tôt... Rima Hassan, dans un entretien au cours duquel la juriste exposa clairement ses revendications, mais dont aucun extrait ne sera diffusé au cours de cette émission. Laquelle consiste non pas à analyser l'actualité politique et à informer sur les prises de position de ses acteurs mais à instruire le procès de La France insoumise.

Seule voix dissonante, le rédacteur en chef adjoint de *L'Humanité* obtient alors une deuxième (et dernière) intervention de 46 secondes, portant son temps de parole à 1 minute et 46 secondes au cours de ce segment de l'émission (d'une durée totale de 18 minutes): «*Il y a quand même quelque chose qui sort du débat public, c'est [...] ce qui se passe à Gaza aujourd'hui. [...] On a l'impression que le drame qui se passe à Gaza, avec quasiment 35 000 morts, n'existe plus dans le paysage médiatique aujourd'hui! [...] C'est cette résistance-là, aussi, à laquelle Rima Hassan appelle. Tout simplement. Sans arrière-pensée antisémite [...].*» Jean-Sébastien Ferjou ne l'entend pas de cette oreille: «*Je ne vais pas rentrer dans les arrière-pensées de Rima Hassan mais enfin, je pense qu'elle a montré suffisamment d'ambiguïté vis-à-vis de l'existence même d'Israël pour qu'on puisse en douter.*»

Contrairement à son confrère de *L'Humanité*, Jean-Sébastien Ferjou ne sera pas interrompu et la présentatrice ne lui demandera d'étayer aucune de ses insinuations infâmes: son discours relève de la

norme et du prêt-à-penser médiatique du moment. Aussi l'éditorialiste peut-il poursuivre, souffler le chaud et le froid en appelant à «*ne pas criminaliser le soutien à la cause palestinienne*»... tout en criminalisant les acteurs et les arguments qui ne lui conviennent pas: **Jean-Sébastien Ferjou:** *Il y a une obsession par rapport au caractère juif d'Israël, je pense que personne ne peut soutenir l'inverse. [...] Pourquoi se préoccuper seulement d'Israël? Le sujet n'est pas de vouloir faire pression sur Israël, ça, ça peut se comprendre, le sujet est de le faire exclusivement sur Israël en employant le mot que je trouve extrêmement choquant de «génocide». Parce que qu'est-ce qu'il y a derrière l'idée de génocide? Il y a l'idée que c'est le mal absolu. Et donc le mal absolu, qu'est-ce qu'on fait? On l'éradique. Et donc derrière, on est en train de dire qu'on élimine Israël. Voilà, appelons un chat un chat.*

Et de sophismes en sophismes, la démonstration est implacable...

Restait la conclusion, dont se charge Michaël Darmon sous la forme d'un précis de désinformation

en trois temps. D'abord, en regrettant qu'après le 7 octobre, «*quand les Israéliens se sont mis à répondre, on [ait] tout de suite demandé et exigé de la retenue, immédiatement, et le fait de pouvoir retenir cette force-là.*»<sup>3</sup>

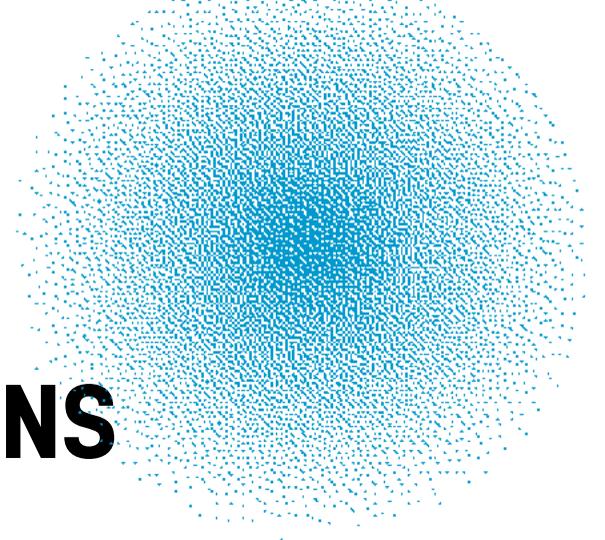
Ensuite, en disqualifiant «*des étudiants qui ne connaissent rien de la carte et des évolutions du Proche-Orient*», caractérisés par une «*vacuité géopolitique*» et «*instrumentalisés par une rhétorique qui les aveugle complètement.*»

Sans procès, sans argument. Et enfin,

en s'indignant du fait qu'«*au fond, on ne demande pas des comptes au Hamas d'avoir été capable de rendre, aussi avant le 7 octobre, [la] population [de Gaza] aussi malheureuse depuis 20 ans.*» Sans même lui objecter le bilan de sept mois de bombardements, l'oppression coloniale et le blocus de Gaza, Agathe Lambret ose, dans un renversement complet des choses, décocher la réplique finale: «*Vous dites qu'il y a un deux poids, deux mesures. Et on en reparle juste après le fil info.*» Mais finalement non, puisqu'il sera alors question d'un autre sujet... Un mal pour un bien? Sans doute. Parce qu'on vous le dit: on touche le fond. ■

“Est-ce que  
c'est normal  
qu'une candidate  
à des élections  
appelle au  
soulèvement?”

Agathe Lambret



# PALESTINE ET MOBILISATIONS ÉTUDIANTES CALOMNIES MÉDIATIQUES EN SÉRIE

## Meilleur du pire.

1. « Conflit au Proche-Orient : à Sciences Po Paris, après l'embrasement, des étudiants sous le choc », *Mediapart*, 16 mars.

2. « Mobilisation pro-palestinienne à Sciences Po Paris : les revendications des étudiants », *France 24*, 26 avril.

3. En particulier à partir du 24 avril, où la police casse le blocage de l'école. S'ensuivent des mouvements d'occupation et des manifestations. Mobilisations et occupations se poursuivent au cours de la première semaine de mai, jusqu'à une intervention de la police les 6 et 7 mai, où deux étudiants sont interpellés. À la Sorbonne, des étudiants occupent également un amphithéâtre et pas moins de 88 d'entre eux sont interpellés et placés en garde à vue le 7 mai.

4. *Les médias contre la rue*, Acrimed/Adespoté, 2021.

5. « Soutien à la Palestine : "Renvoyons notre criminalisation à la lâcheté des dirigeants" », Arrêt sur images, 3 mai.

**E**n mars, dans le cadre des mobilisations étudiantes en soutien du peuple palestinien, Sciences Po suscitait une première fois l'hystérie politico-médiatique : une « *surenchère d'accusations d'antisémitisme* »<sup>1</sup> sur la base de fausses informations et un emballement survenu en grande partie sous l'impulsion du Premier ministre – Gabriel Attal s'étant déplacé en personne pour tancer la direction de l'établissement, trop timorée à son goût face aux étudiants mobilisés. Un mois plus tard, à la faveur d'une amplification du mouvement étudiant coordonné par le Comité Palestine, l'école parisienne – ses déclinaisons en province, mais aussi la Sorbonne – se retrouve de nouveau sous les feux médiatiques.

Scène surréaliste : le 26 avril, aux portes de Sciences Po, un journaliste de France 24 recueille les revendications d'un étudiant<sup>2</sup> pendant plusieurs minutes d'affilée, sans interruptions ni invectives. Les étudiants se mobilisent pour un cessez-le-feu immédiat dans les territoires palestiniens occupés, dénoncent l'apartheid et la colonisation de l'État israélien ; ils réclament un positionnement public de leur direction – laquelle avait pris position le 7 octobre, comme à l'occasion d'autres conflits internationaux –

mais aussi que des débats puissent s'organiser au sein de l'école ; ils exigent l'arrêt des partenariats de Sciences Po avec les institutions et les universités israéliennes qui collaborent avec le gouvernement et l'armée ; ils demandent, enfin, que la direction cesse les procédures disciplinaires à l'encontre des étudiants engagés en soutien du peuple palestinien.

À l'issue de ce reportage, le téléspectateur est informé des revendications des étudiants. Libre à lui de se faire une opinion sur la légitimité de leur mobilisation, son utilité, sa portée politique, etc. Pourtant, et alors même que Sciences Po a occupé le haut de l'agenda médiatique pendant plusieurs jours<sup>3</sup>, ce travail journalistique élémentaire a fait figure d'exception. En dehors de quelques titres dans la presse quotidienne, les journalistes ont abdiqué leur mission de rendre compte de ce que ces étudiants faisaient, disaient ou réclamaient. Au lieu de ça, les chefferies médiatiques ont opté pour l'éditorialisation et le parti pris à outrance. Dans un contexte et sur un sujet où les médias dominants se font depuis de nombreux mois les relais serviles, pour ne pas dire des soutiens actifs du durcissement autoritaire de l'État comme de la droitisation du débat public, le bruit médiatique fut celui d'un procès à charge contre les étudiants.

Bien sûr, les médias dominants empruntent ici à la feuille de route journalistique classique par temps de manifestations<sup>4</sup> : invisibiliser ou discréditer les revendications; focaliser « l'information » sur la forme des mobilisations et disqualifier leurs porte-parole; saturer l'agenda de prétendus « débats » autour de « polémiques » savamment montées en épingle, auxquelles les (rares) étudiants invités et l'ensemble des intervenants seront sommés de réagir. Une partition bien connue, co-produite avec la classe politique et le gouvernement, dont les médias sollicitent et mettent en scène les déclarations, de préférence outrancières. Mais quand il se greffe au traitement (indigent) de la question palestinienne, le cocktail est explosif.

Au cours de cette séquence, les éditocrates auront une nouvelle fois donné la mesure de leur mépris pour les faits qu'ils sont censés relater de manière objective, comme pour les acteurs auxquels ils sont censés donner la parole, mais aussi du racisme – et de l'islamophobie – qui imprègne plus ou moins implicitement leurs propos. Ce dernier

se manifeste en particulier à travers les marques de suspicions *a priori* et les présomptions de bienveillance à l'égard du Hamas que manifestent les éditocrates plus violemment encore vis-à-vis des intervenants racisés. Les interviews

et le traitement médiatique de Rima Hassan sont un cas d'école en la matière. Dans la même veine, voir ci-contre les commentaires proprement sidérants qu'inspire à Patrice Romedenne, rédacteur en chef à France Télévisions, la simple vue d'Hicham, mobilisé à Sciences Po, annonçant qu'un groupe d'étudiants entame une grève de la faim (X, 7 mai).

Totalement désinhibé, le réflexe islamophobe rappelle celui qui commandait à Judith Waintraub, journaliste au *Figaro Magazine*, le commentaire « 11 septembre » à la simple vue d'une étudiante musulmane qui, le 11 septembre 2020, postait sur les réseaux sociaux une simple vidéo de recettes de cuisine pour petits budgets.

“Jamais je n'aurais pensé que tous ces jeunes gens seraient à ce point antisémites et l'antisémitisme renaît, se développe tous les jours grâce à eux.”

Elisabeth Badinter



6. Autre exemple de ce traitement à charge et déséquilibré: le 3 mai sur France Info, le présentateur du journal de 13h, Julien Benedetto, interviewe Emmy Marc, secrétaire fédérale de l'Union Étudiante. Voir la vidéo sur le site d'Acrimed.

## DE LA MARGINALISATION À L'INVISIBILISATION DES ÉTUDIANTS

Occasionnellement propulsés dans des dispositifs piégés et piègeux, les étudiants bénéficient rarement de conditions décentes pour s'exprimer. Dans une émission d'Arrêt sur images<sup>5</sup>, Hubert Launois

“ ... ”

Dans un concert tonitruant, on aura notamment entendu la ministre Sarah El Haïry déclarer que Sciences Po était « quasiment à feu et à sang » et « mis à sac » (BFM-TV, 27 avr.); le Premier ministre Gabriel Attal évoquer une « minorité agissante et dangereuse » lors d'un point avec la presse (27 avr.); François-Xavier Bellamy dénoncer un « mélange de gauchisme et d'islamisme, qui légitime des propos antisémites » (Europe 1, 28 avr.); Manuel Valls

réclamer une « tutelle », un « questionnaire sur les subventions publiques » et le « renvoi des étudiants agitateurs » (CNews, 29 avr.); Valérie Pécresse tancer une « minorité de radicalisés appelant à la haine antisémitique et instrumentalisés par la LFI et ses alliés islamo-gauchistes », annonçant « suspendre tous les financements de la région » (X, 29 avr.); Marine Le Pen parler de « manifestations antisémites » de la part d'une « minorité qu'il faut virer de Sciences Po » (RMC et BFM-TV, 6 mai). Vous avez dit extrême droitisation du champ politique? ■

(étudiant à Sciences Po) – sollicité plusieurs fois par BFM-TV à l’occasion de cette séquence – fait état du déséquilibre systématique des plateaux, mais également de différents mécanismes par lesquels les intervenants, qu’ils soient présentateurs, journalistes, experts ou politiques, s’emploient à discréditer la mobilisation. L’émission « C ce soir » (France 5) du 29 avril n’aura pas relevé le niveau. Si les étudiants Hicham et Ariane Anemoyannis arrachent des espaces pour exposer leurs revendications et argumenter sur le fond – dans un temps extrêmement contraint, respectivement 9’35 et 7’45 sur une émission d’1h10 –, ils essuient comme ailleurs interruptions, invectives et injonctions de la part du journaliste Marc Weitzmann (France Culture) et du professeur en sciences politiques Denis Charbit. Ce dernier – pro-israélien et régulièrement sollicité par de nombreux médias – aura d’ailleurs bénéficié d’un temps de parole près de deux fois supérieur à celui des autres invités.<sup>5</sup>

Mais la plupart du temps, les étudiants restent plus simplement hors champ, exclus des espaces médiatiques les plus en vue. Au « 20h » de France 2, la rédaction n’a pas jugé bon d’interroger le moindre étudiant. Son traitement de la séquence (24 avril - 8 mai) se résume d’ailleurs à trois brèves en plateau : une couverture de 2 minutes et 30 secondes au total, incluant les mobilisations à Sciences Po et à la Sorbonne (26 et 29 avr. ; 3 mai). Ces dernières ne font figure que de simple toile de fond, prétextes à l’information numéro 1 : « tensions » et interventions de la police. Les journalistes de préfecture couronnent le tout en passant la répression sous silence. Ils n’évoquent que de simples « évacuations », ignorent

superbement le sort des étudiants interpellés – 2 à Sciences Po, 88 à la Sorbonne – et banalisent l’action de la police, évoquée d’un ton badin ou indifférent.

Au journal de « 13h » sur la même chaîne, on compte deux brèves et un sujet d’une minute et trente secondes sur la séquence. Deux étudiantes y ont la parole... pendant 10 secondes. La première soutient que « la communauté étudiante restera forte et mobilisée pour la Palestine jusqu’à ce que [les] revendications soient entendues ». Peine perdue s’agissant des médias : le sujet de France 2 n’en dira pas un seul mot.

Durant plus de deux semaines, du 24 avril au 10 mai, France Inter n’a pas non plus trouvé le moindre créneau dans sa matinale – une quarantaine d’entretiens si l’on inclut les invités de 6h20, 7h50 et 8h20 – pour interviewer le représentant d’un collectif mobilisé. Le sujet a pourtant été abordé plusieurs fois par les matinaliers de la « première radio de France », y compris lors d’un entretien spécifique<sup>7</sup>... sans étudiant. Il en va de même pour les autres matinales des grandes radios et télévisions.

Le patchwork met en outre la lumière sur un art journalistique à part entière : dénoncer à longueur d’antenne une prétendue « récupération politique » des mobilisations de la part de La France insoumise... et ne tendre le micro qu’à des hommes et des femmes politiques sur le sujet – quand ce ne sont pas des commentateurs hors sol. La matinale de France Culture

“Là, ce que ces étudiants et ces militants proclament, c’est: « Nous sommes tous des résistants du Hamas, autrement dit des tueurs de Juifs ».”

Alain Finkielkraut





a certes fait exception. Mais le 2 mai face à Hicham, Guillaume Erner ne peut réprimer ses marques de défiance et de condescendance, entre questions infâmantantes et sous-entendus :

– **Guillaume Erner**: *Vous voulez un État qui rassemblerait... je ne sais trop comment mais c'est à vous de me le dire... des Juifs et des Palestiniens? Au contraire bannir les Juifs de cette région? Ou bien encore avoir deux États avec des frontières qui seraient respectées de part et d'autre avec un cadre fourni par l'ONU par exemple?*

– *Parmi les choses qui évidemment font polémique, il y a ce fameux slogan « De la rivière à la mer ». Est-ce que vous l'utilisez? Qu'est-ce qu'il signifie? Est-ce qu'il signifie que les Juifs doivent être mis à la mer euh... ou pire... Hicham?*

Une attitude volontairement déstabilisatrice que le journaliste ne manifestera pas à l'égard de ses deux autres invités, respectivement professeurs à Columbia (New York) et à Sciences Po.

## DU JOURNALISME DE DÉMOBILISATION À LA CALOMNIE PERMANENTE

Ailleurs dans l'audiovisuel et sur les chaînes d'information, c'est un festival des horreurs, dont a notamment rendu compte Arrêt sur images dans l'émission précédemment citée. « *Jamais je n'aurais pensé que tous ces jeunes gens seraient à ce point antisémites et l'antisémitisme renaît, se développe tous les jours grâce à eux* », déclare Élisabeth Badinter dans « C à vous » (26 avr.), dont le message est réitéré trois jours plus tard par Anne Sinclair, dans la même émission (29 avr.). « *Là, ce que ces étudiants et ces militants proclament, c'est: "Nous sommes tous des résistants du Hamas,*

*autrement dit des tueurs de Juifs* » », ose encore Alain Finkielkraut sur LCI (29 avr.). CNews monte évidemment au front, dans une campagne en continu synthétisée par Laurence Ferrari: « *De l'antisémitisme déguisé en antisionisme, du révisionnisme à la sauce keffieh arrosé de drapeaux de La France insoumise: mélangez le tout, vous aurez la mobilisation du jour!* » (CNews, 30 avr.) Bref, résume Arrêt sur images, « *procès en antisémitisme, en ignorance de la complexité du conflit disent certains, procès en "bordélistation" de la vie étudiante disent d'autres, accusations en irresponsabilité...* »: la talk-showisation du débat public bat son plein.

Sur RTL (29 avr.), Alba Ventura s'enflamme elle aussi contre une école « *complètement à la dérive, gangrénée par le wokisme, victime de l'entrisme des Insoumis* ». À grand renfort de désinformation, elle déplore un prétendu laxisme pour mieux en appeler à la répression immédiate:

**Alba Ventura**: *J'ai l'impression que la direction de Sciences Po a peur. Mais peur de quoi? De 200 révolutionnaires en culotte courte flanqués de 4 mélanchonistes?! [...] Depuis plus d'un mois et demi, on les a laissés installer un blocus, on les a laissés préférer des idéologies antisémites, des slogans appelant à la disparition d'Israël, on les a laissés refuser une étudiante à l'entrée d'un amphitheâtre parce qu'elle est juive, on les a laissés rebaptiser un amphitheâtre Gaza, on les a laissés installer des tentes dans la cour, bloquer le couloir de la direction! Et le pire, là, c'est qu'on négocie encore pour obtenir le retour au calme!*

Même tonalité sur Europe 1 (30 avr.), avec l'illustre Emmanuelle Ducros:

**Emmanuelle Ducros**: *On savait les manifestants des campus utilisés pour servir bien d'autres desseins que la cause palestinienne. On les savait manipulés politiquement par tout ce qui se fait d'anticapitaliste ou d'antisémitisme. On les savait des gibiers de choix pour les populistes cyniques type LFI. On les découvre maintenant idiots utiles d'une dictature théocratique! L'Iran des fous d'Allah les utilise comme des faire-valoir, comme des cautions de son régime de terreur.*

Crise de nerfs au Figaro, également, notamment au lendemain du 26 avril, date à laquelle la direction de Sciences Po annonça honorer certaines revendications étudiantes:



7. « Mobilisation pro-palestinienne dans les universités, avec Hugo Micheron, Anne Muxel et Roger Cohen », France Inter, 2 mai.

8. La citation en longueur: « [L]es deux jeunesse suivent les mêmes consignes et obéissent aux mêmes donneurs d'ordre, parfois masqués, comme Students for Justice in Palestine ou BDS... Une organisation de boycott raciste affiliée au Hamas. Quand ils ne remercient pas d'autres organisations liées au groupe terroriste, après avoir levé des mains rouges et repris en chœur ses slogans. »

9. La journaliste « infiltrée chez les wokes », célébrée par Le Point et toute la galaxie médiatique conservatrice.

## “De l’antisémitisme déguisé en antisionisme, du révisionnisme à la sauce keffieh arrosé de drapeaux de La France insoumise: mélangez le tout, vous aurez la mobilisation du jour!”

Laurence Ferrari

« Sciences Po et islamo! » tempêtait deux jours plus tôt Yves Thréard: « Occupé par des centaines d’étudiants coiffés du keffieh et brandissant le drapeau aux couleurs panarabes, Sciences Po est à la pointe de l’hystérisation. » Fustigeant classiquement le « terreau islamo-gauchiste » que serait devenu Sciences Po, ce « bateau ivre », l’éditorialiste accuse les étudiants d’« antisémitisme » et ne tient plus en place:

Yves Thréard: *Il n’est pas le seul établissement exposé à une prise d’otages par une minorité agissante et grossissante, sous l’effet d’influences extérieures. C’est tout l’enseignement supérieur qui est exposé à cette dangereuse dérive.*

Et c’est peu dire que la direction du quotidien, que l’on peine à distinguer ici de celle de *Valeurs actuelles*, mène une cabale acharnée. Le 29 avril, c’est le rédacteur en chef Guillaume Tabard qui prend le relais. Aboyant contre l’« *entrisme idéologique que toutes les autorités institutionnelles et universitaires ont laissé faire, fascinées et apeurées par cette alliance du “wokisme” et de “l’islamo-gauchisme”* », l’éditorialiste n’oublie pas d’étriller Jean-Luc Mélenchon, accusé sans vergogne d’« *épouser le discours du Hamas* »: « *Radicaliser, terroriser, imposer les oukases d’une minorité organisée, tout est bon quand on ne peut pas gagner par les urnes.* »

Bêtise et violence en guise de ligne éditoriale: voilà le lot de l’éditocratie en France. Dans *Libération* également, où la (ré)embauche de l’inénarrable Serge July est un ravissement hebdomadaire: « *Le wokisme et le décolonialisme universitaires aggravent toutes les perceptions.* » (30 avr.) Sans commentaire.

Au *Monde*, la direction qualifie dans un éditorial les protestations de « *légitimes* »... mais ne peut s’empêcher de faire la leçon aux étudiants: « *En réduisant une situation terriblement complexe à quelques mots*

*d’ordre, les “blocages” ne contribuent guère à ce nécessaire débat contradictoire respectueux de toutes les sensibilités.* » (3 mai) Tant les médias sont un modèle en la matière. C’est au nom de ce même principe – « *la liberté d’opinion* » et « *le pluralisme des idées* » – que Dominique Reynié en vient à louer sur France Inter... « *l’intervention des CRS* » à Sciences Po, ayant permis de « *rendre l’École à ses étudiants qui subissent cette situation et qui pour la plupart la condamnent. Si Sciences Po doit se soulever, c’est contre une telle instrumentalisation politique.* » (30 avr.) La liberté d’opinion à coup de matraque... et quand elle convient à Dominique Reynié. Pluralisme des idées aussi au *Parisien*, qui alterne journalisme de préfecture et journalisme de démobilisation:

### À Sciences-po, les Insoumis soufflent sur les braises

Perturbé depuis mercredi par des étudiants mobilisés pour la cause palestinienne, l’établissement était encore occupé ce vendredi. Les manifestants y ont reçu le soutien de plusieurs élus LFI.

### Les profs de Sciences-po excédés

Plusieurs d’entre eux sont vent debout contre les polémiques sur la mobilisation propalestinienne.

### La Sorbonne occupée et évacuée

Le gouvernement veut éviter une contagion des universités sur le modèle américain.

### À Sciences-po Paris, l’inquiétude de la majorité silencieuse des étudiants

La police a délogé les militants propalestiniens bloquant la rue Saint-Guillaume (VII<sup>e</sup>), ce vendredi midi. De nombreux élèves souhaitent que les examens prévus à partir de lundi se déroulent sereinement.

### GUERRE ISRAËL-HAMAS | « Si vous montrez de la nuance, vous êtes vite seul »

22 ans, en master à Sciences-po Paris

Dans *Le Point* (2 mai), les mobilisations poussent Franz-Olivier Giesbert – comme chaque semaine – au bord de la crise d’apoplexie: « *Ce sont désormais les fascistes de gauche qui ont pris le pouvoir, des deux côtés de l’Atlantique.* » Avant de cracher sur « *les étudiants anti-sémites* » de Sciences Po, leur « *festival de mensonges, de bêtise et de haine orchestré par LFI* » mais également « *les arrière-pensées de ces manifestants et de leurs chefs islamo-gauchistes* » qui, selon Giesbert, « *crèvent les yeux* »:

« N'est-ce pas pour lâcher la bride à leur antisémitisme frénétique? Les pouacres! » Le directeur de l'hebdomadaire, Étienne Gernelle, estime quant à lui que les mouvements étudiants sont « assez peu contredits », « prennent confiance et se déchainent » : « On a du mal à distinguer, dans leur discours, en quoi ils se dissocient, au fond, de celui du Hamas. »

« Les pantins du Hamas » titre d'ailleurs *Franc-Tireur* (8 mai). Quand elle ne soutient pas que l'idée des étudiants est de « crier des slogans génocidaires, "De la rivière à la mer", sans savoir de quelle rivière il s'agit », Caroline Fourest se permet des « traits d'esprit » que l'on peine à qualifier : « Au moins en France, nos étudiants font la grève de la faim. C'est quand même plus cohérent pour soutenir Gaza. »

Et elle enchaîne les calomnies, en qualifiant par exemple le mouvement BDS (Boycott-Désinvestissement-Sanctions) d'« organisation de boycott raciste affiliée au Hamas »<sup>8</sup> ou en s'acharnant contre le mouvement étudiant – et leurs soutiens dans le champ politique – décrits comme une « cinquième colonne » : « De vrais petits pantins. Le plus terrifiant n'est pas de constater que des étudiants de grandes écoles ne pigent rien à la guerre en cours. Le plus inquiétant est de réaliser à quel point il est facile de les manipuler. » Le reste du numéro est à l'avenant, éditorialisé à sens unique. Sur un quart de page, l'étoile montante Nora Bussigny<sup>9</sup> y commet notamment une « enquête » d'une solidité à toute épreuve, « Fanas de l'intifada », naturellement promue de la chaîne de propagande i24News au JDD.



La Tribune Dimanche n'est pas en reste, qui sous l'intitulé « Sciences po sous tension » (3 mai), se contente de publier deux tribunes, non pas pour animer un quelconque débat en présentant des points de vue contrastés, mais pour tirer à boulets rouges sur les étudiants mobilisés! Dans une première chronique, le sociologue Michel Wieviorka théorise un « antisémitisme territorial », qui « surgit en milieu étudiant, supposé de gauche, alors qu'il est rejeté par les droites dures, à en croire Donald Trump aux États-Unis ou Marine Le Pen en France » : « la haine vise l'État d'Israël, bien au-delà de la critique de la politique de son gouvernement. Elle soutient de facto le Hamas dans sa volonté de détruire ce pays ». De quels déclarations, réunion publique, communiqué, action ou revendication des étudiants de Sciences Po s'inspire le sociologue pour asséner pareils verdicts? On ne le saura pas... et pour cause.

La seconde tribune est accordée à une centaine d'avocats revendiquant un « pluralisme nécessaire au développement de la pensée »... mais un pluralisme très étroitement borné : « théâtre d'un militantisme virulent qui impose une pensée unique consistant à délégitimer Israël et à stigmatiser les étudiants qualifiés de "sionistes" » ; « rassemblements chaque jour plus violents incit[a]nt à la haine et propage[a]nt des idées antisémites » ; « universités [...] prises en otages » ; « minorité violente » et « vindicative » ; « agissements déstabilisateurs » ; « idéologie et méthodes extrémistes » ; « incubateurs à la défiance polémique, la propagande et l'incitation à la haine ». Comme partout, les accusations sont gravissimes et les preuves inexistantes...

Dans *Marianne*, c'est l'éditocrate en chef, Natacha Polony (2 mai), qui se joint à la meute déchainée contre les étudiants contestataires. Intitulé « La fabrique des crétins étudiants », son éditorial fustige « les passionaria en keffieh » – l'obsession du keffieh, encore... – et « la radicalité agressive de ces jeunes gens », « obsédés par la "domination" au point de glisser d'une défense légitime des droits des Palestiniens à une dénonciation plus que douteuse d'un supposé privilège d'Israël et, par un glissement plus douteux encore, "des juifs" en général ». Une calomnie médiatique de plus, doublée d'un risible soupir : « Comprendre et éclairer le monde n'est plus le projet de ces étudiants. » Ni, de toute évidence, celui de ces journalistes-là.

**“C'est tout l'enseignement supérieur qui est exposé à cette dangereuse dérive.”**  
Yves Thréard

## «LES MAINS SALES» DE L'ÉDITOCRATIE

Difficile de conclure ce panorama sans évoquer deux invariants du traitement médiatique des mobilisations sociales. D'une part, le recours à un lexique dépolitisant: dans la droite ligne du gouvernement, les chefferies éditoriales pathologisent la contestation et appréhendent l'amplification du mouvement étudiant comme une «contagion» qui, en elle-même, est présentée comme un «risque».



D'autre part, se sont multipliées pendant ces quelques semaines les «polémiques» montées en épingle et entretenues pour jeter le discrédit sur les protestataires. Un tweet du Guide suprême iranien, Ali Khamenei, affirmant soutenir le mouvement étudiant, va par exemple servir d'argument-massue aux éditocrates jusque sur les plateaux de grandes matinales radio. Exemple sur RMC et BFM-TV le 30 avril, face au député LFI Louis Boyard:

**Apolline de Malherbe:** *Vous avez vu qui en parle? On en parle même dans le monde entier hein. Et notamment l'Ayatollah Khamenei, qui vous montre en exemple. [...] L'Ayatollah Khamenei qui vous prend en modèle! Comment vous le vivez?*

**«Le wokisme et le décolonialisme universitaires aggravent toutes les perceptions.»**

Serge July

– Je vous repose ma question, Louis Boyard, parce que vous n'y avez pas répondu: le fait que l'Ayatollah Khamenei, c'est-à-dire le Juge suprême religieux de l'Iran, vous prenne en modèle, comment vous le vivez?

– Mais moi je ne vous parle pas de Viktor Orbán, je vous parle de l'Ayatollah Khamenei.

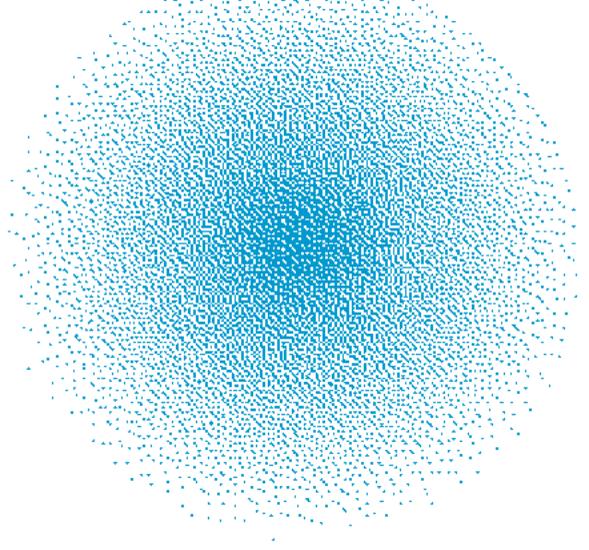
– En tout cas si j'étais soutenue par l'Ayatollah Khamenei, ça me mettrait mal à l'aise, au minimum!

– Mais vous-mêmes vous ne voyez pas une contradiction, vous ne voyez pas une contradiction dans le fait que le combat pour la liberté que vous voulez soutenir soit soutenu par un homme comme l'Ayatollah Khamenei?

Il n'est nullement question d'information dans cet interrogatoire. Les six questions de la militante Apolline de Malherbe n'avaient qu'un seul objectif: piéger et acculer son adversaire politique.

Un autre épisode a déclenché l'hystérie dans l'éditocratie et une nouvelle salve de calomnies visant à disqualifier politiquement et moralement tout soutien public aux Palestiniens, lorsque des étudiants se sont peints les mains en rouge. Un symbole, rappelle Clément Viktorovitch dans sa chronique «Sciences Po: de la psychose au mensonge» (France Info, 5 mai), «utilisé couramment pour dénoncer un massacre», y compris en avril «à Tel-Aviv, dans une manifestation de soutien aux otages israéliens détenus par le Hamas.» L'affaire aurait donc dû (encore) en rester là. C'était sans compter une publication Instagram du dessinateur Joann Sfar, dénonçant une «référence au massacre à mains nues de deux jeunes juifs en Octobre 2000. Il n'est pas acceptable que des militants qui se disent pacifistes appellent ainsi au pogrom [...]». Un message dont le très médiatique Raphaël Enthoven propulse immédiatement la portée sur X (27 avr.): «À l'attention des incultes. Le symbole des mains rouges est une référence directe au massacre de 2 israéliens par la population de Ramallah. Pas un appel au cessez-le-feu.» Il suffit d'un paysage médiatique en décomposition pour faire le reste: dans un emballement sidérant, la question est traitée par la quasi-totalité des médias dominants.





# LE MONDE CONTRE LFI

## Un quotidien en campagne.

**P**artis pris systématiques, désinformation par omission, obsessions stratégiques aux relents islamophobes... : dans le cadre des élections européennes, le quotidien *Le Monde* a mené une campagne de dénigrement contre La France insoumise. Le quotidien aura en effet réservé un traitement de choix au seul parti *institutionnel*, dans le champ politique français, attaché à maintenir la question palestinienne à l'agenda et à relayer les revendications du mouvement de protestation contre la guerre génocidaire de l'État israélien en Palestine.

Depuis huit mois, nous n'avons cessé de souligner l'incroyable fossé qui sépare, d'un côté, les reportages parfois de très bonne facture que peut publier *Le Monde* sur la situation à Gaza, et, de l'autre, l'insondable médiocrité du quotidien dès lors qu'il s'agit de traiter de ses répercussions dans le champ politique français<sup>1</sup>.

Certes, et nous en avons rendu compte, l'information internationale du *Monde* n'échappe pas aux biais, aux angles morts, aux euphémisations et aux formules réductionnistes qui caractérisent le traitement des médias dominants en France de la situation en Palestine<sup>2</sup>. Mais contrairement à tant d'autres, le quotidien publie des reportages, donne à voir et à entendre l'ampleur du carnage. Une couverture qui ne semble, en revanche, nullement freiner l'acharnement de son service politique à l'égard de La France insoumise, dont la campagne en soutien du peuple palestinien, en France, est jour après jour salie.

La criminalisation des pensées hétérodoxes à laquelle se livre actuellement l'État français – dont LFI n'est que l'une des (nombreuses) cibles, – ne semble d'abord pas alarmer *Le Monde* outre-mesure. La rédaction n'a par exemple pas jugé utile de consacrer un article de son cru à la convo-

**“La répétition  
d'interdictions nourrit  
la posture de victime  
du système et de  
détenteur des vérités  
que l'on cherche  
à bâillonner dont  
se délecte Jean-Luc  
Mélenchon.”**

*Le Monde*

1. Lire aussi «Le Monde et la répression des «voix propalestiniennes» : anatomie d'un double standard», Blast, 20 mai.

2. Lire aussi «Gaza: du déni à l'occultation. Retour sur un entretien du Monde avec Eva Illouz et Derek Penslar», Contretemps, 7 mai.

3. En janvier, une deuxième journaliste politique en charge du suivi de la gauche se fendait d'un pamphlet resté célèbre: «Antisémitisme: comment Jean-Luc Mélenchon cultive l'ambiguïté» (5 janv.).



cation pour «apologie du terrorisme» de Mathilde Panot (députée, présidente du groupe à l'Assemblée nationale): totalement banalisé, ce fait politique est simplement relayé sur le site par le biais de deux dépêches AFP (23 et 30 avr.). Comme si de rien n'était. La convocation pour le même motif de Rima Hassan, juriste et candidate à l'élection européenne sur la liste LFI, se voit appliquer le même traitement minimaliste (19 avr.). En dehors de trois citations – deux extraites d'un texte transmis par la juriste au quotidien et une dernière, de son avocat –, l'analyse de fond est absente. Rendre compte du positionnement de Rima Hassan? Le journalisme politique a l'art et la manière: reproduire deux de ses tweets... et rapporter aux lecteurs qu'elle «concentre les critiques des adversaires politiques de LFI, qui lui reprochent d'attiser la haine d'Israël». Sans se donner la peine, bien sûr, d'adjoindre à cette mention le début du commencement d'une contradiction. Un mois plus tôt (18 mars), la même journaliste relayait déjà l'existence d'«accusations de légitimation du Hamas visant Rima Hassan»... sans en dire davantage<sup>3</sup>. Favoriser la libre-circulation de la désinformation et entretenir le discrédit: un nouveau champ d'expertise au *Monde*?

## «INSTRUMENTALISER LE VOTE DES QUARTIERS POPULAIRES»

Une chose est sûre: l'heure n'est plus à la défense des libertés publiques. Le 24 avril, un éditorial daigne qualifier l'interdiction de conférences de La France Insoumise de «préoccupante» et «problématique», mais ne renonce pas à sa ligne «raisonnable» et finalement très ambiguë pour souhaiter un «nécessaire équilibre» entre «les libertés de réunion et d'expression» et... «la préservation de l'ordre public». On a connu positionnements moins timides dans les pages du *Monde*, a fortiori quand le quotidien semble incapable de réprimer sa détestation viscérale de LFI. D'une part, en affirmant que «la répétition d'interdictions nourrit la posture de victime du système et de détenteur des vérités que l'on cherche à bâillonner dont se délecte Jean-Luc Mélenchon». Une répression dont on ne critique pas le principe même, mais dont on redoute les effets contre-productifs... D'autre part, en martelant la pensée automatique ressassée par l'ensemble des chefferies médiatiques de ce pays: la campagne de La France insoumise en soutien du peuple palestinien «revient à instrumentaliser le vote des quartiers populaires et à inciter les électeurs français à s'identifier aux protagonistes de la guerre que mène Israël dans le territoire palestinien en représailles aux attaques du Hamas du 7 octobre 2023».

Ceci mérite un temps d'arrêt. Outre le fait qu'il ne devrait plus être permis de qualifier de «représailles» la guerre génocidaire menée par l'État d'Israël, ni de laisser penser aux lecteurs que Gaza est le seul territoire palestinien ciblé, l'argumentation laisse pantois. Totalement déconnectée de la gravité de la conjoncture – en Palestine en premier lieu –, cette basse réduction politicienne de la vie politique recycle les éternels mêmes postulats islamophobes, dépeignant les habitants des quartiers populaires (alternative: les «Arabes de France» et les «voix musulmanes», cf. plus bas) comme une masse informe dénuée de raison propre: des sujets-objets, manipulables à merci, omniprésents dans les récits journalistiques sans pour autant n'y avoir jamais la parole. Réactivée à l'envi dans la séquence en cours, la formule «séduire l'électorat des quartiers» est en effet devenue un automatisme journalistique depuis l'élection présidentielle de 2017. Sans qu'aucune enquête sociologique *qualitative* ne soit jamais avancée, l'argument revient comme un leitmotiv mobilisé à charge.

Cet éditorial du *Monde* n'est pas le simple point de vue de l'éditocrate qui l'a rédigé, il donne le ton et fixe la ligne. Au cours des dernières semaines en effet, contre une poignée de plumes invitées (en tribune) à



alerter sur le durcissement autoritaire de l'État français, *Le Monde* aura au contraire usé des litres d'encre à tancer LFI et « une campagne [...] parlant peu d'Europe » (16 mars) évoluant « dans l'ombre de Jean-Luc Mélenchon et de Rima Hassan » (9 mai) ; à divaguer autour d'une « stratégie électorale à double tranchant » (18 mars) ; à disserter sur « la question de la succession de Mélenchon en 2027 » et des « déclarations ambiguës, réactivant le procès en antisémitisme qui lui est fait » (15 avr.) ; à titrer sur « les outrances de Jean-Luc Mélenchon » (19 avr.), qui « tente de se justifier après les polémiques » (23 avr.) ; à reprocher à ce dernier de « lance[r] les hostilités pour prendre de court ses concurrents » (22 mars), d'avoir « radicalisé ses positions à mesure que le conflit se durcissait » (28 avr.), de « [jeter] de l'huile sur une question inflammable » et même d'« exploite[r] la faiblesse des réactions à la tragédie de Gaza » (3 mai). Le bouc-émissaire par excellence, auquel des journalistes d'un titre « de référé-

rence » vont donc jusqu'à reprocher « la faiblesse des réactions » du reste de la classe politique, sans jamais jeter sur cette dernière – ses revirements cyniques, ses silences assourdissants, ses outrances, ses soutiens à un gouvernement d'extrême droite et criminel – le centième d'un tel opprobre.

### «FRACTURER LA RÉPUBLIQUE»

Jusqu'à l'apothéose, le 5 mai. Fidèle à la ligne de son journal, l'éditorialiste Philippe Bernard met en équivalence LFI et l'extrême droite afin de mieux dénoncer un « *dramatique chassé-croisé* » : une « *instrumentalisation, par Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon, des peurs des Juifs et des Arabes de France* ». Qui est outrancier ? « *La gauche radicale de Jean-Luc Mélenchon croit conquérir les voix musulmanes en faisant de la tragédie de Gaza le centre de sa campagne [...], quitte à s'aliéner de nombreux juifs en confondant «juifs», «Israéliens», «sionistes» et «colonialistes», l'hostilité à l'égard du gouvernement d'Israël et la négation de l'existence de ce pays* ». En roue libre, l'éditorialiste se dispense de toute argumentation. D'insinuations en procès d'intention, les prises de position et les communiqués des insoumis doivent être considérés comme confus et ambigus dès lors que les journalistes le décrètent. Et tant pis s'ils ne disposent d'aucune déclaration à même d'étayer leurs propos. Un pouvoir de nuisance performatif que Philippe Bernard entend bien user jusqu'à la corde : *[La France insoumise] popularise des slogans plus qu'ambigus sur Israël, comme celui qui réclame la liberté pour la Palestine «du fleuve à la mer». Et appuie la vision simpliste d'un Israël perpétuateur du colonialisme, dont les discriminations envers les musulmans de France seraient également héritées. Cette stratégie d'exacerbation des ressentiments et de tension, qui semble miser sur la mobilisation conjointe des étudiants politisés et des Français issus de l'immigration, ne semble guère porter ses fruits: les «banlieues» ne s'enflamment pas pour Gaza, et les intentions de vote dans les sondages pour la liste LFI [...] plafonnent à 7%.*

Discréditer un slogan en passant sous silence l'explication qu'en donnent les acteurs mobilisés<sup>4</sup> ; minimiser, si ce n'est nier l'oppression coloniale israélienne au moment où cette dernière s'impose dans sa forme la plus brutale ; s'agissant des discriminations racistes et islamophobes en France, faire dire au parti politique ce qu'il ne dit pas pour mieux disqualifier au passage des décennies de recherches universitaires démontrant le poids de l'héritage colonial français en la matière ; assimiler la lutte pour les droits d'un peuple à l'autodétermination à une stratégie identitaire et électorale ; n'adresser que mépris et dédain aux étudiants mobilisés pour un cessez-

**«La gauche radicale de Jean-Luc Mélenchon croit conquérir les voix musulmanes en faisant de la tragédie de Gaza le centre de sa campagne [...], quitte à s'aliéner de nombreux juifs en confondant «juifs», «Israéliens», «sionistes» et «colonialistes», l'hostilité à l'égard du gouvernement d'Israël et la négation de l'existence de ce pays.»**

Philippe Bernard

le-feu... L'éditorialiste du *Monde* coche toutes les cases. Paroxystique d'une ligne éditoriale indigente attachée à combattre « les-extrêmes », ce pamphlet ne cesse d'entretenir le confusionnisme ambiant et s'ajoute à l'interminable liste des procès intentés par l'ensemble des médias dominants au parti de gauche. Lequel, mis sur le même plan que l'extrême droite, est accusé dans un coup de grâce de « marginaliser les discours sensés », d'« attiser les tensions entre juifs et musulmans », de « menace[r] la paix civile et fracture[r] la République ». Et pas d'encourager le cannibalisme ?

### «UNE CAMPAGNE DANS L'OMBRE»... DES JOURNALISTES

Un dernier anathème, robotique, envahit les articles des services politiques en général, et ceux du *Monde* en particulier: reprocher à La France insoumise de « [faire] de Gaza l'axe principal de sa campagne pour les européennes » (28 avr.). Dérivé du procès consistant à accuser LFI de vouloir « importer le conflit », ce grief est lui aussi adressé systématiquement à

4. Revendiquer une égalité de droits pour les populations israéliennes et palestiniennes, comme l'expliqua sans aucune ambiguïté Rima Hassan, notamment, au cours des moult interrogatoires que lui ont infligés les journalistes de l'audiovisuel. Voir sur le site d'Acrimed « Acharnement médiatique contre Rima Hassan (vidéo) », 31 mai.

5. Lire « Macronmania au Monde. Vous avez dit complaisance? » et « "Chef de guerre" et lieutenants médiatiques », *Médiacritiques* n°42, mai-juin 2022, p. 22 et 20.

sens unique: jamais des journalistes du *Monde* n'ont par exemple reproché à Emmanuel Macron d'avoir « fait de l'Ukraine l'axe principal de sa campagne pour la présidentielle » en 2022. Dans les pages du quotidien – comme partout ailleurs<sup>5</sup> –, le candidat d'alors fut même encensé en boucle pour cela: « capitaine Tempête » et « protecteur de la Nation » écrivait notamment sa groupie François Fressoz, éditorialiste au *Monde*. Omniprésent, l'argument dégainé à l'encontre de LFI maquille en vérité de fait ce qui relève du parti pris et de l'interprétation politiques. Si les journalistes en ont parfaitement le droit, le fait que toutes les chefferies éditoriales en fassent autant, proposent des analyses interchangeables et prennent toujours parti dans le même sens interroge! Une atteinte flagrante au pluralisme au service... d'une cabale médiatique.

Quoi qu'il en soit, au *Monde* comme ailleurs, c'est le règne du journalisme de prescription et de commentaire: on consacre infiniment plus de surface éditoriale à critiquer le choix de LFI de porter la

## « On peut pas tout suivre! » : Libération à la peine

Les partis pris et les angles morts au *Monde* sont partagés et appliqués par l'ensemble des journalistes politiques. Difficile, en ce sens, de ne pas dire un mot des prouesses de *Libération* en la matière. Et notamment du billet politique de Thomas Legrand du 2 mai: « Le cas Mélenchon: pour être radical, faut-il être forcément brutal? » Où l'on peut lire, parmi moult âneries, celle-ci, évoquant les « décapages » de Jean-Luc Mélenchon:

**Thomas Legrand:** *La façon de faire des insoumis [...] conduit à l'invisibilisation de la pauvre Manon Aubry, tête de liste de son mouvement pour les européennes, largement occultée et dont le temps de parole dans les médias est obéré par sa 7<sup>e</sup> tête de liste, Rima Hassan, championne actuelle des plateaux de télé. La thématique de l'Europe sociale qu'avait choisie Manon Aubry pour sa campagne ne peut pas se déployer*

C'est bel et bien une constante: silencieux sur leur corporation – dès lors que les médias Bolloré ne sont pas concernés –, acritiques quant à leurs pratiques et totalement aveugles (ou feignant de l'être) quant à leur rôle dans le

débat public, les journalistes reprochent à des tiers l'incurie de leurs propres choix éditoriaux. Une réalité parallèle. La mauvaise nouvelle, c'est que rien ne semble pouvoir les en extirper. Pas même le surgissement d'une évidence. Celle, par exemple, que mit Manon Aubry sur la table à l'occasion d'un échange édifiant avec une journaliste politique de *Libération*, pendant le « Grand Oral » de Backseat, le 2 mai dernier:

– **Charlotte Balaïch:** *Vous parlez de la Palestine [mais] il y a quelques semaines, [...] vous disiez que vous vouliez faire une campagne complètement axée sur le social et notamment sur le retour des règles austéritaires qui allaient, disiez-vous, provoquer un désastre social. On ne vous entend aujourd'hui plus du tout parler de ça. Est-ce que vous êtes à l'aise avec le changement de ton de la campagne?*

– **Manon Aubry:** *Charlotte et Libération... est-ce que vous avez assisté à un seul de nos meetings?*

– **Charlotte Balaïch:** *On a assisté à vos meetings, oui.*

– **Manon Aubry:** *Non.*

– **Charlotte Balaïch:** *Si... les premiers... le meeting de lancement [le 16 mars, NDLR].*

– **Manon Aubry:** *Je suis la tête de liste. Vous avez assisté à mon meeting de lancement, où j'ai parlé beaucoup d'austérité, j'ai dit très clairement que le 9 juin devait être un référendum contre les règles d'austérité qui vont imposer une casse des services publics, une casse de l'université [...].*

– **Charlotte Balaïch:** *Mais vous avez bien conscience que si on ne peut pas venir à tous les meetings, c'est parce qu'en fait, quatre jours avant, y a Mélenchon qui fait des trucs tous les jours et qu'on doit le suivre aussi et qu'on ne peut pas se démultiplier. À un moment, on peut pas tout suivre! Donc nous, on suit ce que vous créez en fait! [Tonnerre d'applaudissements dans la salle.]*

Tout en aveuglement et en contradictions, le journalisme politique est, décidément, irrécupérable. Et ne saurait cacher ce qui était véritablement en jeu à *Libération*: une campagne continue en faveur de Raphaël Glucksmann, jusqu'à cet appel on ne peut plus clair du journaliste Luc Le Vaillant: « Pour moi, ce sera Glucksmann » (*Libération*, 4 juin). ■

cause palestinienne tout au long de sa campagne, qu'à simplement informer sur cette campagne en rendant compte des meetings, des déplacements des candidates et des candidats, des arguments mobilisés et des revendications portées. Une manière, parmi tant d'autres, d'invisibiliser la guerre génocidaire à Gaza, mais aussi de peser sur la vie publique en circonscrivant le périmètre du débat politique acceptable.

Caractéristique du journalisme politique, cette démarche est à l'origine d'un modèle du genre au *Monde*: un article flamboyant d'originalité intitulé «Manon Aubry, une campagne pour les élections européennes dans l'ombre de Jean-Luc Mélenchon et de Rima Hassan» (9 mai). Dégoulinant d'arrogance, le principe de l'article consiste à exposer aux lecteurs combien *Le Monde* sait plus (et mieux) qu'elle-même ce que pense Manon Aubry. Prenant comme point de départ la venue de la tête de liste dans un cinéma parisien, les journalistes lancent d'emblée:

*La salle est pleine de journalistes autour de celle qui est la tête de liste de La France insoumise (LFI) aux élections européennes du 9 juin. Et, pour une fois, c'est elle la star de la soirée, et non Rima Hassan, numéro sept de sa liste, qui semble l'éclipser depuis le début de la campagne.*

Au-delà des réflexes de starification dignes de commentaires de bac à sable, les deux questions que ne se posent pas les deux autrices sont les suivantes: quand bien même Manon Aubry serait «éclipsée», de quelle scène le serait-elle? Et à qui reviendrait «la faute», puisque les journalistes semblent l'identifier comme telle? *Le Monde* fournit un élément de réponse: avant cet article – publié le 9 mai –, il faut remonter au 14 avril<sup>6</sup> dans la rubrique «La France insoumise» pour trouver la trace d'une couverture d'un meeting de Manon Aubry, dont les activités de campagne sont pourtant quotidiennes. Une «trace», car ce meeting tenu à Montpellier est évoqué sur une quinzaine de lignes et le discours de Manon Aubry... résumé en six mots de citation<sup>7</sup>. Qui est obnubilé par Jean-Luc Mélenchon et Rima Hassan? Qui éclipe qui?

Une chose est sûre: les angles morts des journalistes du *Monde* n'entachent nullement leur panache. Depuis mars, les combats de Manon Aubry contre les traités de libre-échange ou la vie chère passent au second plan, masqués par le conflit israélo-palestinien [...].

Venant d'un quotidien ayant régulièrement vanté les traités en question (et invisibilisé leurs détracteurs), fait de l'économie de marché l'alpha et l'oméga du débat autorisé (et de ses critiques de dangereux utopistes), promu les réformes antisociales des

## On consacre infiniment plus de surface éditoriale à critiquer le choix de LFI de porter la cause palestinienne tout au long de sa campagne, qu'à simplement informer sur cette campagne en rendant compte des meetings, des déplacements des candidates et des candidats, des arguments mobilisés et des revendications portées.

quatre dernières décennies (en houspillant ceux qui se mobilisaient pour s'y opposer) et porté aux nues, par temps de campagne électorale, les néolibéraux qui promettaient de les mettre en œuvre, la remarque ne manque pas de sel. Mais il faut croire que *Le Monde* peut tout se permettre: mettre des sujets en concurrence et déplorer une prétendue relégation de la question sociale, dont le quotidien est pourtant un acteur coutumier.

La preuve par trois: les journalistes en profitent-elles pour rectifier le tir dans leur article? Interroger Manon Aubry sur cette question sociale apparemment si chère aux cœurs du *Monde*? Perdu. On apprend dans le reste de ce (long) papier

que la tête de liste «devient, malgré elle, comptable des dernières polémiques orchestrées par le fondateur de LFI», «fait mine de ne pas avoir lu sa dernière tribune», «répète les éléments de langage de son mouvement». Le portrait d'un pantin qui s'ignore, parsemé de futilités politiciennes sans le moindre rapport avec... la campagne électorale, dont il était initialement question. Une «campagne dans l'ombre»: à croire que le titre du *Monde* était finalement le bon!

Car face à une telle médiocrité, on ne cessera en effet de (re)poser les questions qui s'imposent: qui confond le journalisme avec le commentaire et le parti pris? Qui sélectionne telle actualité au détriment de telle autre dans la vie d'un parti? Qui s'attache à co-construire des «polémiques» en s'indignant théâtralement des propos de Jean-Luc Mélenchon quand le reste du personnel politico-médiatique spéculé sur le marché de l'outrance depuis huit mois? Qui choisit d'inviter Rima Hassan? Et d'inviter Rima Hassan plutôt que Manon Aubry alors que rien n'exclut une répartition égalitaire et complémentaire du temps de parole... si ce ne sont les médias? Alors que les intervieweurs ne manquent jamais de rappeler qu'ils sont maîtres de leurs dispositifs et qu'eux – et eux seuls – posent les questions, qui décide d'exclure la question sociale de l'agenda? ■

6. «Européennes: entre LFI et le PS, la campagne consacre le retour des "deux gauches"», *Le Monde*, 14 avril.

7. Auxquels s'ajoute, pour être tout à fait exact, ces trois lignes: «Manon Aubry s'est, elle aussi, risquée sur le terrain du PS bashing: "Certains hier à Nantes rêvaient de revenir à l'avant-Macron. Moi, je vous propose de préparer l'après", a-t-elle lancé.»

# MORANDINI- PRAUD-HANOUNA, PORTE-VOIX DE LA FACHOSPHERE

**L**e 30 avril, la journaliste Nassira El Moaddem (Arrêt sur images, ex-i-Télé, ex-France Inter) tweete en réaction à une décision de la Fédération française de football<sup>1</sup> : « Pays de racistes dégénérés. Il n'y a pas d'autres mots. La honte. » Ce qui lui vaut d'être prise pour cible par l'extrême droite sur les réseaux sociaux et de subir menaces et insultes racistes et sexistes. La campagne se déroule ensuite sur les plateaux de la TV Bolloré, qui décuplent le torrent de haine.

Jean-Marc Morandini est le premier à dégainer. Le 1<sup>er</sup> mai, sur CNews, il introduit le sujet en précisant que ce tweet l'a mis « hors de [lui] », avant de tendre le micro à... Julien Odoul (RN) qui appelle Radio France à la suspendre (alors qu'elle n'y travaille plus) et conclut : « Si elle n'est pas contente, elle se casse. » Problème, comme le révèle Morandini qui s'enorgueillit d'avoir mené l'enquête – une enquête de basse police sur les « origines » de Nassira El Moaddem – : « Elle est née dans le Loir-et-Cher, c'est une journaliste française. Ses parents sont marocains, ses parents sont originaires du Maroc. » Courtois avec l'élue RN qui pense comme lui, Jean-Marc Morandini se fait ensuite plus mordant – c'est le moins que l'on puisse dire – avec son autre interlocuteur, Rost, qui se refuse à « condamner » les propos de Nassira El Moaddem, même s'il dit ne pas les reprendre à son compte.

Sélection des injonctions hystériques de Morandini :

*Rost, ça vous fait bondir aussi j'espère ? [...] Mais vous devriez être vent debout, Rost. « Pays de racistes dégénérés », on accepte que la France soit traitée comme ça par une journaliste française ? [...] Dites que c'est honteux alors ! [...] Parce que votre réaction c'est de dire « oui, il y a des racistes », c'est pas ça la question, mais c'est honteux d'écrire ça ! C'est honteux ! [...] Vous condamnez ce tweet ? [...] Est-ce que vous condamnez ce tweet, Rost ? [...] Est-ce que vous condamnez ce tweet ? Attendez, je pose la question autrement, est-ce que vous êtes solidaire de ce tweet ? Est-ce que vous êtes solidaire de ce tweet ? Est-ce que vous êtes solidaire de ce tweet ? [...] Est-ce que vous validez « pays de racistes dégénérés » ? [...] Est-ce que vous validez ? [...] Est-ce que vous validez ou pas « pays de racistes dégénérés » ? Vous êtes incapables de condamner ! [...] C'est honteux de pas pouvoir condamner ces propos ! C'est honteux de pas pouvoir condamner ces propos ! [...] Les yeux dans les yeux : c'est honteux de pas condamner ces propos ! C'est honteux ! [...] Vous me faites bondir Rost, là. Ça ne vous ressemble pas. Ça ne vous ressemble pas ! Oui, il y a des racistes en France, mais on n'est pas un pays de racistes dégénérés, vous êtes incapable de dire ça ? [...] Mais est-ce qu'elle a raison ou pas ? Est-ce qu'elle a raison ou pas ? [...] Est-ce qu'elle a raison ou pas ? [...] Incroyable. Incroyable, Rost. Incroyable ce que vous faites. C'est incroyable. Mais vous vous rendez compte de ce que vous dites ? [...] Si vous êtes pas capable de dire oui ou non sur « la France est un pays de racistes dégénérés », c'est très grave !*

Quoi que l'on puisse penser de ce tweet, on conviendra qu'entre « il y a des racistes en France » et « pays de racistes dégénérés », la nuance n'est pas si grande qu'elle justifie une telle furie. D'autant que CNews, tout en le dénonçant violemment, montre que le racisme est désormais suffisamment assumé pour qu'on puisse, sur ses plateaux de télévision, se targuer d'avoir vérifié l'ascendance d'une journaliste, ou proposer à cette même journaliste, française mais manifestement pas autant que d'autres, de se « casser ». Il est parfaitement clair que ce sont le nom et les « origines » supposées de son autrice, comme

le montre d'ailleurs « l'enquête » aussitôt menée par Morandini, qui le rendent insupportable aux yeux du présentateur de CNews : n'est-ce pas là la définition même du racisme ?

Le soir même, c'est Pascal Praud qui prend le relais – sa thèse : « On va à l'affrontement des communautés » –, avant de remettre ça le lendemain matin (2 mai)... L'affaire est évidemment traitée par Cyril Hanouna et sa cour dans « Touche pas à mon poste » (C8), le même jour. Le tweet de Nassira El Moaddem ? « La lie de ce qui peut être fait en journalisme » explique-t-il. C'est un expert qui parle.

« Une affaire désormais tristement banale, qui témoigne de l'interconnexion de la fachosphère et d'une mécanique bien huilée où réseaux sociaux, télévision bollorisée et acteurs politiques – dont le Rassemblement national – jouent la même partition. », écrit à juste titre *Libération*<sup>2</sup>. Une affaire qui rappelle la spécificité de la TV Bolloré et de ses têtes d'affiche : se faire les porte-voix de la fachosphère... et « une spécialité de jeter [des individus] en pâture [...], déclenchant contre [eux] des torrents de menaces de morts et d'insultes », ainsi que le documentait Mediapart<sup>3</sup> dans le quatrième épisode de la série « Haine et désinformation : CNews vue de l'intérieur » : « Pascal Praud : l'heure des cibles ». Une affaire entendue : comme le relevait Nassira El Moaddem, à qui Acrimed apporte tout son soutien, les vagues de haine raciste qu'elle subit « correspondent toujours aux directs de leurs émissions ». ■

1. « Laïcité : comment la FFF lutte contre le phénomène du port de collants et de casques dans le foot amateur », RMC, 30/04.

2. « Une journaliste attaquée par l'extrême droite : la mécanique bien huilée du harcèlement raciste », *Libération*, 2 mai.

3. « Pascal Praud, l'heure des cibles », Mediapart, 8 avril.

# ÉLECTIONS LÉGISLATIVES: FRONT MÉDIATIQUE CONTRE LA GAUCHE

■ **CNews, 10 juin.** Le ton est donné par Françoise Laborde, journaliste et ex-membre du CSA, tout en retenue et en objectivité, donc: «*Il faut un cordon sanitaire autour de La France insoumise, qui est devenue au fil des années un parti profondément antisémite*». Et Yoann Usai, journaliste politique sur la chaîne, de lui emboîter le pas, voyant dans l'accord noué à gauche quelque chose de «*complètement ahurissant*», et dans La France insoumise «*des négationnistes [...] qui n'ont absolument aucun respect pour rien, pour personne; ils n'ont plus aucune valeur, ils ne sont évidemment plus républicains depuis longtemps*». Rien que ça... «*Le principe même d'un accord est quand même extrêmement dérangeant*», selon Gabrielle Cluzel, de *Valeurs actuelles*, extrêmement dérangée. Une chose est sûre, sur CNews, commentateurs et éditorialistes font bloc face au Nouveau Front populaire.

■ **LCI, 11 juin,** juste après l'annonce de l'union à gauche: «*Pour moi, c'est un très grand choc, et c'est une extrêmement mauvaise surprise*». Abattue, Ruth Elkrief ose néanmoins une explication: «*On pourrait faire une longue liste de dérapages antisémites de Jean-Luc Mélenchon et de certains de ses proches*». On attend encore la liste... Yves Thérard s'adressant à un député de La France insoumise, a lui aussi sa petite idée: «*Si ce racisme augmente, vous êtes sans doute responsable*». Le monde à l'envers...

■ **Europe 1, 11 juin:** Gilles-William Goldnadel est catégorique: «*Si moi, maintenant, je dis qu'il existe un parti antisémite, l'immensité des gens qui vont y penser [...] vont penser à LFI et ils vont pas penser au RN*». Sachant raison garder, le même Goldnadel évoque au sujet du Nouveau Front populaire un «*accord épouvantable, honteux*» avant d'évoquer un improbable «*privilège rouge*» dans les médias; car oui, comme chacun sait, dans le champ journalistique, la gauche règne en maître.

■ **Europe 1, 12 juin.** Cyril Hanouna pose la question à son invité politique du jour, Léon Deffontaines, tête de liste du PCF pour les élections européennes: «*Quel est le parti le plus dangereux entre le RN et le Nouveau Front populaire?*». Réponse immédiate de l'invité: «*le RN*». Hanouna, visiblement surpris: «*Ah ben là y'a un problème*». En effet...

■ **Le Figaro, 13 juin.** Yves Thérard, en pleine crise d'objectivité: «*Les folies démagogiques de LFI sont, elles, connues depuis longtemps. Indécence et incompétence sont les deux mamelles de ce vrai Front de la honte*».

■ **Europe 1, 14 juin.** Yves Thérard, décidément très en verve mais surtout sceptique face au «*sorcier Mélenchon*»... et toujours offensif: «*La gauche, c'est la gauche de la honte, c'est le front de la honte! C'est absolument abject; abject parce que chez eux il y a une chose qui est supérieure à tout dans l'abjection, c'est cet antisémitisme*». Les preuves attendront...

■ **RTL, 14 juin.** Anaïs Bouton «*propose l'analyse des journalistes étrangers sur l'actualité*» dans son émission intitulée «*Ils Refont La France*». Et donne la parole au journaliste Juan Jose Jurado, «*spécialiste de l'Espagne*», qui livre son analyse: «*Sincèrement, que ça soit l'extrême droite, que ça soit le Front populaire, ça va être très compliqué pour la France dans les prochaines semaines, dans les prochains mois. Le front populaire en Espagne, en 1936, nous a amené la guerre civile*». Sur RTL, on refait donc aussi l'histoire en laissant libre cours au négationnisme.

■ **CNews, 15 juin.** Michel Onfray: «D'un seul coup, les antisémites prennent la voie et finalement embarquent tout le monde dans cette aventure; c'est pas un front populaire, c'est un front antisémite là pour le coup. Antisioniste, antisémite.» Avant de poursuivre: «On a d'un côté effectivement un bloc Hamas, en gros, décolonialiste... On nous dit vous pouvez voter pour le wokisme, vous pouvez voter pour l'islamo-gauchisme.» En très (très) gros, effectivement.

■ **X, 16 juin.** Jean-Michel Apathie, lucide: «La gauche du #nouveaufrontpopulaire a mis au point un programme économique stupéfiant au terme duquel les salaires devraient augmenter, l'âge de la retraite reculer, le temps de travail diminuer et encore mille bienfaits puisés dans une hotte magique. Certains critiquent ce programme en parlant de dogmatisme? Ils se trompent. Il s'agit là d'un délire collectif sans opiacées, enfin on l'espère, conclu par une photo de famille de femmes et d'hommes apparemment heureux de raconter n'importe quoi.»

■ **BFM Business, 17 juin.** Nicolas Doze est sommé de répondre à la subtile question de sa consœur: «NFP, en route pour la banqueroute?». Notre expert économique ne tergiverse pas: «Ah ben la réponse est oui! Ça fait presque passer le programme du RN pour mesuré». Et d'ajouter, sans faiblir, que «c'est totalement délirant [...], cette idée que le marché a toujours tort et que l'État a toujours raison est une idée qui phosphore bien chez nous mais, malheureusement, c'est une idée fausse». Merci Nicolas.

■ **France Info, 18 juin.** Alors que l'économiste Michaël Zemmour s'efforce justement de s'appuyer sur des faits et des chiffres pour éviter de nager en plein délire, il est remercié par son hôte en ces termes: «Merci beaucoup Michaël Zemmour, économiste... classé à gauche». Si seulement les journalistes prenaient la peine d'en faire autant chaque fois qu'un expert de droite intervenait, le débat serait plus clair...

■ **Libération, 18 juin.** Serge July: «L'antisémitisme d'une partie de La France insoumise, les ambiguïtés de Jean-Luc Mélenchon, ses ambitions présidentielles, sa volonté de régner à tout prix, abîment ce Front populaire.» No comment.

■ **France Inter, 18 juin.** Caroline Fourest, tout en nuances: «Beaucoup de candidats LFI ne valent pas mieux que des candidats du Rassemblement National» et ne sont à ses yeux que «des apprentis totalitaires». Mais il est vrai qu'elle avait initialement reconnu ne pas y voir très clair à gauche...

■ **Europe 1, 19 juin.** Comme si les avis des éditocrates de tout poil ne suffisaient pas, Cyril Hanouna a cru bon de laisser s'exprimer Véronique Genest et son sens de la mesure: «Que la gauche se soit associée à LFI, c'est monstrueux.» ■



FLORILÈGE  
EN VIDÉO  
SUR  
LE SITE  
D'ACRIMED  
(19 JUIN)



# PALESTINE

# LA DÉSHUMANISATION

# CONTINUE

## Bombardements israéliens à Rafah: les JT plaident le droit à l'«*erreur*».

**D**ans la nuit du dimanche 26 mai, l'armée israélienne bombarde le camp humanitaire de Tal al-Sultan. Qualifié de massacre ou de carnage par de nombreuses ONG, ce bombardement est l'un des plus meurtriers de l'offensive lancée par Israël sur Rafah depuis le début du mois de mai. Il a légitimement choqué massivement le monde entier, notamment du fait de la diffusion instantanée d'images apocalyptiques sur les réseaux sociaux: un camp sous les flammes, 49 morts, des corps calcinés, un bébé décapité et plus de 180 blessés<sup>1</sup>. Face à cela, nous pouvions nous attendre à une réaction médiatique à la hauteur de la gravité de l'événement. Ce fut pourtant loin d'être le cas.

Depuis huit mois<sup>2</sup>, nous ne cessons d'observer une véritable incapacité médiatique à traiter de ce qu'il se passe à Gaza de manière régulière et juste, voire à traiter du sujet tout court pour certains médias. Déshistoricisation; infime temps d'antenne accordé au sort des Palestiniens; minimisation et délégitimation de leur parole; déshumanisation persistante; faux équilibres; commentariat militaire omniprésent; accompagnement de la propagande israélienne; marginalisation des chercheurs compétents et des paroles contestataires; etc.

Les biais et les fautes éthiques des grands médias français perdurent malgré la gravité des événements. Ce manquement au devoir d'informer s'est ainsi encore donné à voir après le bombardement par l'armée israélienne du camp humanitaire de Tal al-Sultan le 26 mai. À bien observer la programmation des chaînes d'information en continu le soir même, celle des journaux télévisés le lendemain, de même que les Unes des grands quotidiens d'information générale, nous nous apercevons en effet assez vite que le réveil médiatique n'est toujours pas d'actualité.

### TF1 ET FRANCE 2: DEUX JT, UN MÊME TRAITEMENT

#### • Un temps d'antenne minimaliste

Le lundi 27 mai, les JT de France 2 et TF1 ont consacré un sujet au bombardement du camp Tal al-Sultan de Rafah, à la fois dans leurs éditions de 13h et de 20h. Chacun dure en moyenne... 2 minutes. Sur la journée du lundi, TF1 et France 2 confondus, le bombardement du camp palestinien de Tal al-Sultan aura ainsi occupé 8 minutes et 37 secondes de temps d'antenne... sur environ 160 minutes de journaux télévisés.

<sup>1</sup>. «Carnage dans le camp de Tal al-Sultan: les États qui soutiennent les opérations militaires d'Israël sont complices de ce nouveau massacre de civils à Gaza», Médecins sans frontières, 30 mai.

<sup>2</sup>. Lire notamment le *Médiacritiques* n°49, janv.-mars 2024.

Pour bien mesurer la minimisation médiatique de ce massacre, il suffit de comparer cette couverture à celle d'autres sujets figurant au sommaire de ces quatre JT, qui ont par exemple accordé un temps d'antenne plus élevé à un sujet sur « le succès des Air Fryer » (3min13, JT de 13h de France 2), sur le recyclage des matelas (3min10, JT de 13h de TF1) et autant à un sujet sur la hausse des ventes de glaces à l'approche de l'été (2min, JT de 20h de TF1).

En analysant le contenu de ces sujets, nous observons d'abord que France 2 et TF1 les ont construits de manière quasi identique. Les séquences sont agencées dans le même ordre, les rédactions convoquent des témoins et porte-parole identiques, diffusent les mêmes images et adoptent le même cadrage: « Que s'est-il passé à Rafah ? » Si cette question peut être un bon angle de départ, les reportages ne se donnent pas réellement les moyens d'y répondre, et ne cherchent pas tant à établir les faits avec exactitude, qu'à arbitrer entre les différentes « versions » en présence. Dès lors, la légitimité *a priori* dont continue de jouir l'armée israélienne et la présomption de véracité qu'accordent les chefferies médiatiques à ses propos ouvrent la porte aux biais massifs à l'œuvre depuis huit mois. Notamment dans les éditions de 13h de France 2 et TF1, où sont non seulement renvoyés dos à dos les deux récits de l'événement, l'un israélien, l'autre palestinien, mais où ce dernier est de surcroît subtilement et systématiquement remis en cause. Aussi la question initiale « Que s'est-il passé à Rafah ? » en cache-t-elle une autre, plus à l'image du traitement des « 20h » : que s'est-il « réellement » passé à Rafah *selon l'armée israélienne* ?

### • Le poids persistant de la propagande israélienne

On apprend ainsi dans les deux éditions du 13h que « l'armée israélienne assure avoir visé un complexe du Hamas » et que, de l'autre côté, « les autorités palestiniennes dénoncent un atroce massacre » et communiquent un « bilan du nombre de morts impossible à vérifier » (TF1). France 2 rend d'abord compte de la propagande de l'armée, puis ce sont « d'autres sources » – non citées, non identifiables et floues – qui rapportent que « c'était un camp de déplacés ». La simple mise en récit des événements laisse planer le doute sur la véracité de l'information provenant de la partie palestinienne. Plusieurs sources face à une seule, mais les premières en ressortent comme insignifiantes et peu fiables.

En dépit des images à disposition de la rédaction de France 2, le poids symbolique de l'État d'Israël est tellement important que la correspondante va même jusqu'à anticiper la défense de l'armée, si ce n'est exonérer cette dernière: « *Cet endroit était-il la cible? Ya-t-il eu une erreur de tir?* » Le tout en diffusant de nouveau sa communication: d'abord à propos des deux membres du Hamas prétendument visés par cette attaque, avec déclinaison de leur identité et photo portrait à l'appui, sans que la rédaction soit pourtant en mesure de vérifier cette affirmation – « *On ne sait pas s'ils ont été tués* », précise d'ailleurs la voix off; ensuite, concernant la justification du bombardement, qui n'est d'ailleurs jamais nommé comme tel, euphémisé à travers l'usage du terme « *frappe* ».



Pire: pour appuyer un peu plus cette défense, France 2 avance une autre justification en conclusion du sujet: « *Hier, le Hamas a continué de lancer des roquettes sur Israël. Huit ont visé Tel-Aviv. L'armée affirme que ces projectiles venaient de la ville de Rafah.* » De là à parler de « légitime défense », il n'y a qu'un pas... que France 2 franchit sans le dire, « oubliant » au passage de préciser que les roquettes sur Tel-Aviv n'ont fait aucune victime. La correspondante avance de plus cet élément juste après avoir rappelé les ordonnances de la Cour internationale de justice émises deux jours plus tôt à l'encontre d'Israël, concernant la protection des civils et l'arrêt immédiat de l'offensive à Rafah (24 mai). Cet enchaînement dit donc sans le dire que si Israël ne respecte pas cet ordre, le Hamas ne le fait pas non plus. « Un point partout, la balle au centre », suggère France 2 à demi-mot, sans avoir l'air de réaliser combien un tel récit est en contradiction totale avec le droit international..

La déresponsabilisation de l'État israélien prend une tournure plus sidérante encore dans l'édition du 20h, France 2 indiquant en ouverture de sujet que « *la frappe a déclenché un incendie dans lequel auraient péri les victimes* ». Résumons: ce n'est plus vraiment le bombardement qui tue, mais ses conséquences; ce n'est pas l'armée israélienne qui tue, mais simple-

ment le feu. Pour le reste, les 20h des deux chaînes se contentent peu ou prou de dupliquer le contenu des sujets diffusés dans le 13h. À une (grande) exception près pour France 2: d'une part, l'intégration d'une déclaration de Benyamin Netanyahu, dont France 2 tient à dire qu'il « s'est engagé à enquêter sur les faits » ; d'autre part, la diffusion de nouveaux éléments de propagande de l'armée israélienne quant à la zone visée. Voyons plutôt:

**Voix off France 2:** *De son côté, l'administration du Hamas accuse l'armée israélienne d'avoir visé des civils. [Ismail Al-Thawabta, directeur général du bureau des médias du Hamas à Gaza: L'armée d'occupation avait désigné ces zones comme sûres. Et a appelé les citoyens à s'y rendre. Et maintenant, elle y commet des massacres et des exécutions.] Une version que Tsahal réfute en publiant cette carte. On y voit le lieu de la frappe, situé hors de la zone humanitaire définie comme sûre pour les civils par Tsahal.*



Point final... et nouvelle opération de diversion propagandiste sous couvert de « fact-checking ». Si la rédaction avait en effet fait son travail *a minima*, elle ne se serait pas contentée de relayer la communication de l'armée et aurait fait valoir un point de vue contradictoire sur cette affaire. Par exemple celui défendu par le juriste Johann Soufi chez Arrêt sur images<sup>3</sup>: « Ça ne change rien, en réalité. C'est un appareil de raisonnement pseudo juridique pour justifier des actes qui sont de manière évidente contraires au droit international, contraires à l'ordonnance de la CIJ [...] et contraires aux principes les plus fondamentaux qui sont l'exigence, pour la partie attaquante, de discriminer entre les civils et les combattants, de prendre des mesures nécessaires pour assurer la protection des civils. [...] Il s'agit d'une violation du droit international, il s'agit d'un énième crime de guerre. » Mais « informer » est-il encore l'objectif de France 2 ?

### • La déshumanisation continue

En plus de problématiser leurs sujets de manière similaire, les rédactions de France 2 et TF1 reprennent les mêmes images et les séquentent de la même manière, autant dans leurs éditions du 13h que du 20h.

En résumé, chaque sujet commence par des images du camp de Tal al-Sultan en flammes, la nuit. On y voit des victimes palestiniennes indistinctes, apeurées, auxquelles succèdent des plans de jour montrant des Palestiniens fouillant dans les débris, puis un témoignage: une Palestinienne au 13h et un Palestinien au 20h. Arrive ensuite la communication officielle de l'armée israélienne, puis celle du Hamas – par le biais du directeur général du bureau des médias –, la réaction de Benyamin Netanyahu et, pour finir, une poignée de réactions de dirigeants occidentaux ou d'organisations internationales.

On constate que les sources des images ne sont pas citées, alors que selon toute vraisemblance, toutes proviennent d'Al-Jazeera. Si les reportages de la chaîne qatarie donnent bien les noms de leurs témoins – les Palestiniens Umm Mouhamad Al Attar et Mohammed Abuassa –, dans les sujets de France 2 et de TF1, le nom de la première disparaît. Quant au second, son témoignage n'est repris qu'au 20h et seul TF1 cite son nom.



Mais ce sont en réalité les « reportages » dans leur entièreté qui contribuent à entretenir la dépersonnalisation et la déshumanisation des Palestiniens. Dans cette foule indistincte où se mélangent hommes, femmes, enfants et sacs mortuaires, la place du témoignage est totalement résiduelle: dans les journaux de France 2, les deux Palestiniens filmés s'expriment respectivement 6 secondes (au 13h) et 9 secondes (au 20h)... Au-delà, ils ne sont jamais nommés pour ce qu'ils sont: des Palestiniens. Ils sont des « déplacés », des « réfugiés », des « civils », des « témoins », mais rattachés à aucune nationalité, aucune terre. Ils ne sont toujours pas considérés comme un peuple, ils restent une foule non identifiée.

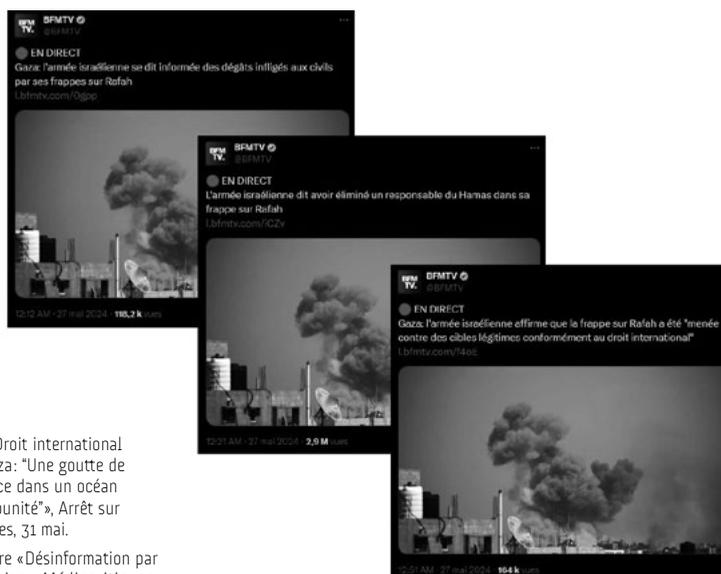
Au 13h de TF1, le nombre de morts sous les bombardements est indiqué avec des pincettes: le bilan est toujours sourcé au conditionnel d'un « selon le Hamas » – formule générique qui entretient une suspicion systématique – et il ne devient « exact » au 20h de TF1 que lorsqu'il est donné par Médecins Sans Frontières. De manière générale, ce traitement au rabais des vies palestiniennes sert la déshumanisation structurelle: *in fine*, ce que nous

propose le 20h, c'est une petite fenêtre sur un « événement » complètement décontextualisé du reste de la guerre génocidaire. La preuve: aucun bilan chiffré des Palestiniens tués ou blessés depuis octobre n'est rappelé à l'antenne.

## UNE MÉDIATISATION À L'IMAGE DU BRUIT MÉDIATIQUE

La minimisation – quantitative et qualitative – des événements opérée par les 20h est à l'image de la médiatisation globale de l'événement. Au soir du 26 mai, de premières images insoutenables ont émergé sur les réseaux sociaux aux alentours de 22h en France, mais aucune chaîne d'information en continu ne s'est vraiment emparée du sujet avant le lendemain. Vers 22h30, BFM-TV se fend d'un bandeau « Alerte Info » sans pour autant aborder le sujet dans son émission « Week-end Direct ».

Les chaînes d'information en continu ont pour habitude de chambouler leur direct. Le flux d'images qui parvint de Gaza dès le dimanche soir aurait pu être l'occasion de faire une édition spéciale, mais cela n'a – évidemment – pas été le cas. Aux alentours de minuit, le sujet n'est même pas recensé au rang des « dernières actualités » du fil info de BFM-TV, mais sur X, la chaîne ne tarde pas à relayer la communication de l'armée, après avoir diffusé l'alerte du Croissant Rouge palestinien concernant du bombardement.



3. « Droit international à Gaza: "Une goutte de justice dans un océan d'impunité", Arrêt sur images, 31 mai.

4. Lire « Désinformation par omission », *Médiacritiques* n°49, janv.-mars 2024, p. 18.

5. Lire aussi « Frappe meurtrière à Rafah, partout en ligne, nulle part en Une? », Arrêt sur images, 31 mai.

Sur France Info, aucune information non plus jusqu'à la reprise de l'antenne par France 24. Pas plus que sur LCI, où l'information du bombardement, totalement banalisée, est noyée au milieu d'un fil

info qui, par définition, fait perdre le fil de ce qu'est... une information.

20:58 Culture, médias et divertissement <b>"Geneviève n'était pas une femme facile": Sylvie Tellier raconte son parcours au comité Miss France dans Sept à Huit</b>	21:00 Sujets de société <b>Mobilier de jardin : ces trois matériaux résistent (presque) à tout !</b>	21:29 Élection Européennes 2024 <b>Partie de campagne : Jordan Bardella, une campagne européenne aux enjeux très nationaux</b>
21:39 International <b>EN DIRECT - Guerre en Ukraine : le président Volodymyr Zelensky attendu en Espagne lundi</b>	21:47 Sujets de société <b>"Appel manqué de maman" : le bad buzz de Deliveroo après une campagne pour la fête des Mères</b>	22:13 Élection Européennes 2024 <b>VIDÉO - Élections européennes : Jordan Bardella défend sa proposition de "double frontière" sur TF1</b>
22:39 International <b>Gaza : le Croissant-Rouge palestinien rapporte un "grand nombre" de victimes lors d'une frappe israélienne</b>	22:47 International <b>VIDÉO - Nouvelle polémique au sommet de l'Everest après un dangereux embouteillage</b>	23:17 Sociétés <b>"Gliese 12 b" : une nouvelle planète potentiellement habitable découverte par des scientifiques</b>

Du côté de la presse écrite, publier une Une dès le lundi semblait compliqué en termes de timing. Mais les couvertures de la presse quotidienne nationale du mardi n'ont pas mis Rafah en lumière. Comme le détaille le journaliste Tom Jakubowicz sur X (28 mai), seul *L'Humanité* a titré son édition du jour sur le « massacre à Rafah ». *Le Monde* accorde certes un encart de sa Une aux bombardements, mais prend soin de mettre en avant la défense de l'armée israélienne. Si *Libération* et *La Croix* en parlent dans leurs pages, ça n'est pas dans les premières, ni dans les éditos. Au *Figaro* et au *Parisien*, le camp, Rafah, la Palestine n'existent pas non plus en Une: le premier consacre sa couverture à l'Europe et n'évoque même pas le massacre dans ses pages intérieures. Quant au second, il persiste et signe dans la caricature<sup>6</sup> en consacrant sa Une... aux Champs-Élysées<sup>5</sup>.

\*\*\*

D'ores et déjà baptisé « le massacre de Tal al-Sultan », le bombardement de ce camp de réfugiés palestiniens fait aujourd'hui l'objet d'une page Wikipédia spécifique, a été dénoncé par plusieurs ONG, et a même été condamné par le président Emmanuel Macron. Pourtant, il n'existe pas comme tel dans les médias français. Les deux journaux télévisés les plus regardés en France l'ont traité comme un nouvel épisode banal d'un conflit totalement asymétrique que les grands médias persistent à vouloir « équilibrer » en renvoyant chaque acteur dos à dos depuis octobre. Le massacre surgit dans « l'actualité » pour mieux disparaître, presque instantanément. La déshumanisation des Palestiniens se poursuit à la télévision française. Alors que plus de 35 000 d'entre eux ont été tués depuis octobre, le naufrage médiatique continue. ■

# « L'OBJECTIF, C'EST D'ÊTRE UN MÉDIA DE MASSE »

Entretien avec Le Média.

**A** lors que quinze autorisations d'émettre de chaînes de la TNT vont être soumises à renouvellement en 2025 (dont, notamment, CNews, C8, BFM-TV, W9, TMC ou encore LCI), 25 candidatures ont été déclarées recevables par l'Arcom. Parmi elles: Le Média. Entretien avec Bertrand Bernier, Khadija Jebrani et Théophile Kouamou<sup>1</sup>.

**Acrimed** Pouvez-vous, tout d'abord, nous présenter votre média ?

**Khadija Jebrani** Le Média, c'est aujourd'hui une chaîne d'info qui est diffusée sur plusieurs supports: c'est une chaîne numérique qui a son site internet et, depuis octobre 2023, on est aussi diffusé sur les fournisseurs d'accès à Internet (FAI), c'est-à-dire sur les box (pour le moment essentiellement sur la box Free). On est une chaîne d'information politique et générale, on est conventionné par l'Arcom depuis juillet 2023.

Notre ligne éditoriale s'attache à un certain nombre de valeurs qui sont issues du Manifeste au moment de la création du Média en 2018: des valeurs qu'on dit « de gauche », c'est-à-dire des valeurs d'antiracisme, de féminisme, un média qui s'intéresse aux luttes sociales. Notre angle va être plutôt du côté du

peuple, des syndicats et des personnes qui luttent... à qui on ne donne généralement pas la parole dans d'autres médias.

**Avant d'aborder le changement d'échelle qu'impliquerait une diffusion sur la TNT, pouvez-vous faire un point sur votre production éditoriale actuelle et sur les moyens, notamment humains, dont vous disposez ?**

**Khadija Jebrani** On est 17 permanents salariés. Sur un mois, au total, on va être une trentaine de salariés lorsque l'on compte les intermittents du spectacle et les journalistes pigistes.

**Bertrand Bernier** On fait un direct midi et soir du lundi au jeudi, soit deux heures de direct minimum...

**Khadija Jebrani** ... avec la diffusion d'un flash qui peut être un flash info toutes les heures, qui peut être adapté en fonction de l'actu.

**Bertrand Bernier** Ça, c'est sur le direct. Jusqu'à il y a deux ans, on était une chaîne sur les réseaux sociaux comme Youtube, Dailymotion, Facebook et Twitter, etc. Et il y a deux ans, on a décidé de lancer un programme de diffusion 24-7 qui a commencé sur

<sup>1</sup> Bertrand Bernier est directeur de production et membre du directoire du Média; Khadija Jebrani est responsable administratif RH et membre du directoire du Média; Théophile Kouamou est rédacteur en chef du Média.

Youtube. La deuxième étape, c'était la diffusion sur les box Internet. Après, on a aussi environ une heure de programme nouveau tous les jours, qui peuvent être par exemple un entretien tourné la veille, monté la journée et diffusé le soir, ou tourné le matin et diffusé le soir, etc. Au total, on a donc trois heures environ de programmes nouveaux chaque jour. La nuit, on rediffuse des programmes qui peuvent être anciens mais qui sont un peu intemporels: par exemple les programmes «la grande H» qui est une émission d'histoire, ou «On s'autorise à penser» qui est une interview d'un penseur, d'un intellectuel, etc. La journée, à côté des programmes nouveaux, il y a aussi des rediffusions: un entretien du midi ou de la veille au soir par exemple.

#### Concernant la diffusion via les FAI, où en sont les discussions avec les autres fournisseurs?

**Bertrand Bernier** Au point mort!

**Khadija Jebrani** C'est aussi ce qui a déclenché et précipité le projet TNT, qui était un objectif à la base. Parce qu'avec ces opérateurs-là, il y a zéro dialogue. On a eu un refus pas du tout argumenté de Bouygues, quand SFR n'a même pas daigné nous répondre. Quant à Orange, c'est encore en négociation. On a aussi un projet qui est en cours, on va être diffusé sur la plateforme de streaming Molotov.

#### Est-ce que vous pouvez nous rappeler les enjeux qui sont à l'origine de votre candidature à l'attribution d'une fréquence TNT? Au-delà du développement d'audience de la chaîne, y a-t-il une volonté de s'engager dans la «bataille culturelle»?

**Bertrand Bernier** Le premier objectif, qui a prévalu depuis toujours au Média, c'est de mener une bataille culturelle. Ce n'est pas d'être un média de témoignage ou de niche, ou qui s'adresse uniquement à des convaincus. C'est d'essayer d'être un média de masse, si on y arrive évidemment. On veut essayer de ratisser tout le public qui regarde BFM-TV ou TF1, un peu partout en France. D'aller le chercher et qu'il y ait la possibilité de zapper sur une chaîne qui va parler et va avoir une façon d'analyser l'information générale et politique d'une façon complètement différente.

**Khadija Jebrani** C'est vraiment la question de l'accessibilité aussi. Les gens qui veulent s'informer correctement, ils savent que les médias indépendants existent, ils savent où aller chercher l'info. Nous, on voudrait permettre à tout le monde d'avoir accès à cette information de qualité. C'est ce qui nous anime depuis le départ et c'est pour ça aussi que depuis presque deux ans, on s'est lancé sur le 24-7, sur ce projet box, puis ensuite la TNT. On a nos auditeurs, on a déjà des gens qui nous regardent, on a plus d'un million d'abonnés sur Youtube... Enfin, Le Média, ça fonctionne, mais quel est l'intérêt que les médias indépendants survivent ou soient riches entre eux et qu'ils rencontrent leur public s'ils ne rencontrent pas le grand public? La vraie question, c'est rendre l'information de qualité et l'info pluraliste réellement accessible aux Français. Assez tôt, nous nous sommes posé la question de l'intérêt d'y aller avec d'autres médias indépendants. D'ailleurs, c'est ce qu'on a déjà fait pour les box, on avait lancé des appels à d'autres médias pour qu'ils puissent profiter de ce canal de diffusion pour aussi diffuser leur contenu. Donc on avait un peu commencé avec des plus petits médias et là on s'est dit en travaillant le projet que ça allait avoir plus de sens si on pouvait mettre à disposition cette fréquence. Donc on a rencontré plein de médias comme Reporterre, StreetPress, *Regards*... Il y a des projets qui sont en route. Il y en a d'autres qui sont encore en négociation, on attend des retours mais il y a aussi cette volonté-là de faire vraiment rencontrer l'info indépendante au grand public et de sortir aussi de l'entre-soi intellectuel de l'info.

**Bertrand Bernier** Quand on a entendu parler en février de ces 15 fréquences à renouveler, on a réfléchi très vite et on s'est dit «c'est de la folie». Mais on avait déjà ça dans la tête. Ça vient plus tôt que prévu pour nous, mais on s'est dit que le moment était absolument essentiel. Il y a des prises de conscience un peu partout, une nécessité de se serrer les coudes, on a aussi ressenti ça. On s'est dit qu'on ne pouvait pas rater cette occasion-là. Il y a 15 fréquences qui sont mises en jeu, 15 fréquences que tous les gens regardent partout. Il y a vraiment un enjeu qui est essentiel et ça résonne encore plus avec le contexte politique. Sur les réseaux sociaux, on voyait des gens

qui disaient « la gauche, unissez-vous ! » mais qui disaient aussi « mais vous les médias indépendants, vous ne pouvez pas vous serrer les coudes et faire quelque chose ensemble ? ». Et en fait c'est exactement ce qu'on est en train de faire depuis le mois de février, c'est à dire d'aller voir les médias et de leur dire : c'est une fréquence qu'on met à disposition, on vous donne la plage horaire que vous voulez pour que vos programmes soient diffusés au plus grand nombre, c'est vraiment l'intérêt général qui nous anime. Et je pense que ça résonne avec un moment particulier qui est vraiment ultra vital. Parce que l'on risque de basculer du côté noir de l'avenir et on doit tout faire pour éviter ça. C'est aussi lié aux auditions : si on avait senti que le renouvellement de ces 15 fréquences était une formalité, peut-être que l'on n'y serait pas allés. Mais c'est le fait d'avoir senti avec les auditions qui ont été faites de CNews, de C8, etc. et d'avoir entendu le président de l'Arcom insister sur différents médias pour dire « mais non, c'est ouvert, c'est ouvert, c'est ouvert ». On se doute bien qu'il n'y a pas 15 fréquences d'ouvertes, mais il y a une possibilité qu'il y en ait une qui soit relâchée. Donc, voilà on se dit « il y a un truc à jouer probablement... ». Enfin, on espère qu'ils vont lâcher une fréquence à un nouveau média... où l'idée ce serait quand même de résoudre le problème de manque de pluralisme qui est constaté un peu par tout le monde. Et bien là, il y a Le Média qui a vraiment une carte à jouer, qu'il est le seul parmi les médias indépendants pour l'instant, à pouvoir investir.

**Khadija Jebrani** L'enjeu, c'est aussi de se réapproprié le domaine public, puisque la création des fréquences TNT, à la base, elles sont nées pour apporter du pluralisme ! Or, tout le monde sait qu'il n'y en a pas du tout, et nous on avait envie de mener cette bataille là avec nos petits moyens et ce n'est pas facile, mais on s'accroche et on y croit !

### Concrètement, comment envisagez-vous les partenariats avec les médias indépendants ?

**Khadija Jebrani** À *L'Humanité*, par exemple, ils sont en train de lancer un pôle vidéo, de lancer des émissions qu'ils diffuseraient sur le net, et du coup probablement, on rediffusera l'une de ces émissions-là, en tout cas un de ces contenus.

**Bertrand Bernier** Il y a différents types de partenariats. Il y a les partenariats de visibilité, c'est-à-dire, par exemple, ce que l'on a avec *Politis* qui vient tous les jeudis dans notre émission de 13h, avec un journaliste qui vient parler de son enquête. Ensuite, il y a le partenariat de diffusion. C'est-à-dire, les médias qui ont déjà un produit vidéo – ça peut être des youtubeurs comme avec *Le Canard réfractaire*. On leur propose que ce programme vidéo qu'ils produisent, on le diffuse sur le canal TNT avec une régularité. Par exemple, on a proposé ça, c'était déjà dans le dossier TNT, à *Regards* qui produit plusieurs fois par semaine une « Midinale ». Le troisième type de partenariat, c'est plus de la coproduction, envisager de faire quelque chose ensemble, ce qu'on fait déjà par exemple avec *Frustration*, dont on met en images les chroniques : ils écrivent des portraits et nous, comme on a le savoir-faire vidéo, on met ça en images, ça fait une co-production.

**Théophile Kouamouo** Le mot clé c'est vraiment celui de la « découvrabilité », c'est-à-dire faire connaître à la télé et permettre à des personnes qui veulent regarder la télé et qui ne sont pas forcément sur Youtube ou sur les réseaux sociaux, de voir et de découvrir des émissions via la télé.

**L'arrivée sur la TNT constituerait un véritable changement d'échelle pour une chaîne comme la vôtre, notamment du point de vue financier mais également sur le plan technique. Est-ce que vous devriez vous associer à un partenaire technique et recruter plus de personnel, est-ce que vous avez chiffré ça ?**

**Khadija Jebrani** C'est principalement le recours à un prestataire pour la couverture technique qui va augmenter très fortement notre budget. Pour ce qui est de la production de nos contenus, on compte multiplier par deux notre budget global actuel pour l'éditorial, et donc ça implique aussi évidemment des recrutements. On a fait aussi au plus économe et au plus modeste, parce que l'objectif, c'est de pouvoir garantir la diffusion – c'est ce qui coûte très cher. Pour le reste on reste une entreprise de l'économie sociale et solidaire qui sait faire bien avec peu. On a déjà nos moyens de production. Nos techniciens, par exemple, sont des permanents et des intermit-

tents du spectacle. On a donc une manière de travailler qui nous permet de faire des directs tous les jours tout en payant plus que correctement les personnes qui travaillent ici. Le plus gros des dépenses du Média, ce sont les ressources humaines. Après, pour le reste, on va devoir réinvestir un petit peu dans le matériel mais contrairement à une émission comme « Touche pas à mon poste », on n'a pas besoin de dépenser 100 000 € pour une émission, donc on peut faire une émission avec beaucoup moins et qu'elle soit de qualité; et techniquement l'image est belle au Média. Donc voilà, on va réussir à faire comme on fait déjà, c'est-à-dire à produire avec notre vision de la production... et avec des coûts techniques qui sont chers parce qu'ils sont imposés. Ensuite, pour ce qui est du financement, on est dans une levée de fonds et ce qu'on voudrait, c'est que l'on passe par des titres participatifs, parce qu'on a une coopérative qui permet de protéger la structure de toute dépendance financière. Et puis après sur la TNT, il va y avoir les recettes de publicité qui ne sont pas négligeables et qui vont permettre à la chaîne de trouver son équilibre. On mise sur le fait qu'une chaîne comme la nôtre va forcément intéresser beaucoup de gens... et que cela va jouer aussi sur les recettes publicitaires.

### L'enjeu technique vous semble donc à votre portée?

**Bertrand Bernier** Il n'y a pas beaucoup de prestataires qui font de la diffusion en TNT : il y en a deux, et ça représente quand même l'essentiel du coût supplémentaire à aller sur la TNT. Le véritable frein ou le véritable mur qui empêche les petits d'aller sur la TNT, c'est le coût de la diffusion. Pour ce qui est du coût de production, on fait déjà une chaîne 24-7 qui est diffusée à la télé. Donc, on va investir un peu dans du matériel, dans des ressources humaines pour étoffer nos programmes mais en fait, ce n'est pas le principal challenge pour nous. Pour d'autres candidats d'ailleurs, il va être là : il y a des nouveaux candidats comme *Ouest-France* ou *L'Express* qui ont certes de l'argent... mais pas de chaîne de télévision. Ils n'ont pas encore toutes les infrastructures. Nous, je ne dirais pas que c'est une formalité, mais enfin on sait le faire, on diffuse 24-7 sur Free, on peut diffuser 24-7 sur toutes les télés de France. La seule différence de la TNT, c'est vraiment le coût technique.

**Khadija Jebrani** C'est vraiment le prestataire qui l'assure. Nous, ce que l'on va transmettre, c'est notre flux avec nos images et ensuite, c'est le prestataire qui est très cher mais qui fait la même chose pour les autres chaînes qui vont être dans le même multiplex que nous et qui va diffuser sur 93% du territoire. On fait notre chèque et puis ils s'assurent eux, que ce soit bien diffusé sur un territoire. En réalité, quand l'Arcom met cette condition, c'est finalement d'avoir les moyens d'assurer cette couverture technique, pas les moyens techniques mais les moyens financiers.

### Vous évoquez la publicité comme nouvelle source de financement.

#### Qu'elle est votre politique à ce sujet ?

**Khadija Jebrani** Dans l'idéal, il faudrait que Le Média ait sa propre régie. Mais dans les temps impartis... c'est trop court pour monter, en plus d'une candidature TNT, un projet de régie qui nous ressemblerait et ça nous mettrait quand même en difficulté pour accéder à l'objectif. Donc là, dans un premier temps, on passe par une régie traditionnelle, parce que les régies éthiques dans le monde de la télé, ça n'existe pas ! Si on a la fréquence, peut-être dans deux ou trois ans, on arrivera à monter une régie éthique, mais pour le moment, il faut faire avec le marché...

**Bertrand Bernier** Dans certains domaines, pour l'armement ou le pétrole par exemple, ça m'étonnerait qu'on ait des pubs ! Mais après, on ne va pas chercher dans le détail de chaque entreprise qui ne serait pas parfaitement éthique, je ne pense pas qu'on puisse se le permettre, en tout cas au début du Média.

**Khadija Jebrani** Et ce qui est compliqué, c'est que chaque chaîne a sa régie. Donc, ça complique aussi pour nous les négociations, y compris politiques, dans notre vision de la pub, comme avec les box.

### Ne craignez-vous pas d'être impactés par les conséquences qu'impliquent la publicité et le poids que peuvent prendre, directement ou indirectement, les annonceurs sur les contenus éditoriaux ?

**Théophile Kouamou** Le Média apporte une garantie. Il y a peu de médias, notamment audiovisuels, où la rédaction a des garanties d'indépendance telles que chez nous. Effectivement, il y a une rédac-

tion en chef qui dirige toute la rédaction, mais il y a ce qu'on appelle le comité éditorial, c'est-à-dire que ce sont les journalistes qui peuvent se réunir et puis mettre leur voix au centre de la discussion. Ils peuvent censurer des options. Il y a la société des journalistes qui est aussi indépendante et il y a un directoire et un conseil de surveillance qui est lié par un manifeste, etc. Donc effectivement, *a priori*, on va essayer de rejeter la publicité qui sera la plus clairement contraire à nos valeurs, mais les mécanismes d'indépendance rédactionnelles, éditoriales sont quand même assez forts et le fait d'une contrainte coopérative ça rend les choses différentes: il n'y a pas de grand patron qui impose sa volonté.

### Quel type de format souhaitez-vous produire? Quelle part pour les reportages, et quelle part pour les plateaux?

**Théophile Kouamouo** On fait du reportage de terrain, des enquêtes. On a un pôle enquête, on a un pôle actu. On a aussi un pôle réseaux sociaux. On a quand même une majorité de plateaux parce que le plateau est un peu moins cher. Il y a plusieurs formules de reportage. Il y a ce qu'on appelle des instantanés – un tout petit reportage en trois ou quatre minutes – il y a aussi des reportages au long cours, des portraits de personnes, du travail, de travailleurs, etc.

**Khadija Jebrani** On a aussi une émission de documentaire le dimanche, qui s'appelle «Dernière les docs». L'idée aussi c'est de faire vivre le film documentaire, qui est de plus en plus exclu de la télévision. On rencontre beaucoup de réalisateurs et de boîtes de production documentaire qui nous racontent tous la même chose: ils ont de plus en plus de mal à être diffusés en télé. On voudrait aussi participer à ce que le cinéma documentaire continue d'exister, à être diffusé. Pour l'instant le comité de sélection, ce sont les salariés du Média. Mais il va falloir constituer un vrai pôle documentaire avec peut-être un directeur de programme. Tout ça prend du temps mais il faut qu'on y réfléchisse sérieusement. On fait des rencontres dans ce sens-là notamment avec Tancrede Ramonet, on réfléchit à tout ce qui pourrait être fait.

**Bertrand Bernier** Avec les Mutins de Pangée aussi, ce genre de personnes. On a abordé un futur plus lointain où, étant diffuseur, on pourrait participer à la coproduction de documentaires. C'est vraiment un objectif qu'on se met, mais évidemment pas quand on va démarrer.

### L'attribution d'une fréquence TNT vous contraindrait à respecter les règles fixées par l'Arcom quant au pluralisme politique. Comment envisagez-vous cette question?

**Théophile Kouamouo** On aura à accueillir un plus large spectre de personnes sur notre plateau. Mais la question n'est pas vraiment d'interviewer, plutôt de comment on interviewe. On a essayé par exemple de faire un débat sur les élections européennes et le principal débat c'était sur le travail, alors qu'en général, c'est l'immigration, l'insécurité. On a le droit de poser des problématiques différentes, des problématiques plus originales, des problématiques plus en conformité avec notre statut de média des luttes. Effectivement, il y en a qui ne veulent pas venir sur le plateau. On essaie donc de construire un cadre où leurs positions sont respectées même si elles ne sont pas partagées. La clarté qu'on a peut nous permettre d'attirer des gens parce qu'ils savent qu'il y a une chaîne de télévision qui parle de la gauche mais sans être agressif, vaniteux. D'ailleurs, les plus difficiles à inviter, ce n'est pas l'extrême droite, ce sont les macronistes qui ne veulent absolument pas venir parce qu'ils sont à mon avis habitués à des médias où ils sont en convergence, où c'est moins stressant pour eux de s'exprimer parce qu'il y a un sous-entendu partagé. On fait une interview différemment, on invite des gens sur des thématiques qu'on a choisies nous-mêmes. Au cas où il y a des difficultés à les faire venir, on va les chercher, on va vers eux. On veut créer un espace citoyen dans lequel, protégé des invectives et de la stigmatisation, on peut pouvoir développer sa pensée, être contredit, être challengé. Ils ont peut-être naturellement besoin de la béquille polémique que portent CNews ou BFM-TV, mais on ne le fera pas. Pour nous, interviewer quelqu'un, ce n'est pas l'adouber. C'est vraiment dans la manière dont on l'interviewe, qu'on crée – ou pas – un moment de vérité, un moment de télévision ou de révélation. On n'a pas trop de problèmes avec ça parce que progressivement on fait entrer la diversité des points de vue dans notre ADN sans pour autant perdre l'ADN en question, c'est-à-dire le média des luttes, de celles et ceux qui luttent.

Pour le moment, l'Arcom a une définition assez restreinte du pluralisme qui est essentiellement le pluralisme partisan, mais l'enjeu est plus vaste. Est-ce que dans votre réflexion, il y a le fait de ne pas uniquement travailler sur le pluralisme partisan mais sur une forme de pluralisme éditorial ?

**Théophile Kouamouo** Cette progression est déjà en marche. En fait, on ne progresse pas vers la « neutralité », on progresse vers la diversité, le pluralisme. Le pluralisme ne nous dérange pas dans la mesure où on sait que dans une argumentation discursive, des personnes qui se battent pour un monde meilleur ont des choses à dire qui méritent d'être entendues. Alors que de l'autre côté, on veut les faire taire. Nous, ce qu'on veut faire taire, ce sont des paroles problématiques, racistes, sexistes, homophobes, etc. On n'a pas peur des idées de l'autre bord.

Pensez-vous que le statut coopératif du Média pourra trouver sa place à côté des chaînes publiques et des grands groupes capitalistes ? Est-ce que vous pensez que l'Arcom acceptera l'émergence de cet autre modèle de gestion ?

**Khadija Jebrani** On pense justement que l'intérêt de notre candidature est là : il est dans un modèle différent, d'une vision de l'économie différente et qu'effectivement ça peut non pas inquiéter l'Arcom, mais l'interpeller. On pense que notre structure et notre modèle sont des garde-fous qui permettent de construire une information libre, indépendante et protège le droit d'informer. On est donc plutôt fiers de notre structure et on ne voit pas évidemment en quoi ça pourrait être un obstacle ! Tout l'enjeu de notre candidature, c'est de convaincre des gens qu'il n'y a pas forcément besoin de milliardaires pour faire de l'information et que ce n'est pas normal que l'info fonctionne comme ça aujourd'hui. Après, il y a d'autres modèles qui nous inspirent, par exemple *The Guardian*.

Est-ce que ça peut aussi avoir une influence sur la manière dont on réfléchit les contenus, notamment en s'émancipant de l'uniformisation commerciale ? Vous avez notamment un lien avec des bénévoles, comment les considérez-vous ?

**Khadija Jebrani** Leurs contenus vont passer par la rédaction, qui va les vérifier, qui va les regarder, qui va les traiter, un peu comme une source, les utiliser ou pas.

**Bertrand Bernier** C'est ça, on a, depuis le début du Média, régulièrement fait appel à ce qu'on appelle un réseau de correspondants citoyens, qui sont des bénévoles et qui sont d'ailleurs à l'intérieur de la SCIC, ils ont un collègue, une catégorie des sociétaires qui est créée pour eux. C'est souvent arrivé lors des manifestations nationales, on recevait des images de Rennes, Marseille, Lille, etc. Parfois on en reçoit tellement que la rédaction ne peut pas tous les regarder. C'est un apport qui est appréciable parce que nous, on n'est pas France Télévisions, on n'a pas des antennes un peu partout et donc d'avoir ce réseau-là, c'est intéressant. Après, c'est à développer, on sait qu'on pourrait les développer, on n'a pas eu le temps d'y travailler pour l'instant. On a déjà des formats qui d'ailleurs se prêtent à ça, notamment un format qui s'appelle « Les instantanés », qui sont des petites vidéos qui sont faites soit par des JRI [journalistes reporters d'images, NDLR] du Média quand ils sont quelque part et qu'il se passe quelque chose, soit par des images qu'on a par des gens divers, dont les correspondants citoyens. Ça fait partie des formes qu'on a développées déjà sur nos réseaux depuis longtemps, même avant qu'on soit une chaîne 24/7 et qu'on va développer un petit peu plus globalement. D'ailleurs je pense ça fait partie de cet argument qu'on a aussi auprès de l'Arcom de dire « regardez, la TNT c'est un peu en déclin, regardé par des personnes plutôt âgées, les jeunes se détournent de ça, sont beaucoup sur les réseaux sociaux, etc. Nous on vient d'Internet, on vient de cette partie qui est très innovante, très jeune, etc. On maîtrise les codes de la télé, on peut amener aussi un autre public qui pourrait à nouveau regarder la télévision, qui ne la regarde pas parce qu'elle ne leur correspond pas ». On a ces codes-là, on est nés là-dedans, on est nés dans

cet écosystème et je pense que l'Arcom, je m'avance peut-être, je pense que c'est en tout cas des gens qui sont sensibles à cet argument-là parce qu'ils savent très bien que les limites du système tel qu'il existe de la TNT, il faudra bien lui donner une jeunesse et un petit coup de nouveauté, une plus grande ouverture à l'originalité et à des choses qu'on ne traite pas dans la télévision.

### Comment concevez-vous votre rapport avec les autres chaînes ? Raisonniez-vous en termes de concurrence ?

**Bertrand Bernier** On est dans l'idée d'aller dans un endroit où il y a les gros médias qui sont tous globalement avec une ligne éditoriale de droite voire d'extrême droite. En fait, on est plutôt un antidote à l'absence de concurrence. Ça crée aussi probablement un public différent et donc forcément des opportunités : un annonceur doit avoir l'oreille qui tilte à ce genre de choses : un nouveau public, plus jeune etc, ça peut être intéressant. Je ne pense pas que ce soit un handicap du Média.

**Khadija Jebrani** Et puis il y a tout un univers de marques et d'annonceurs qui vont être intéressés par une cible qui est chez nous. On est dans un monde qui pense au moindre détail et le monde de la pub sait très bien aussi comment cibler, comment vendre. Ça ne nous enchante pas de participer à ça mais ça fait partie aussi des caps à dépasser pour voir un peu plus grand et pour qu'il y ait plus de gens qui puissent regarder de l'info indépendante et libre. De toute façon la pub continuera sur la TNT. Même si on préfère que les gens aillent aux toilettes pendant la pub !

**Bertrand Bernier** C'est ça, il y a des choix qu'on est conscients de toute façon de devoir faire. Parfois il faut faire un effort sur telle partie parce qu'on considère que telle partie est quand même très importante, que l'objectif principal est là et qu'on ne peut pas cocher toutes les cases. L'idée n'est pas de renoncer à ces principes, c'est de regarder quel est l'objectif vraiment absolument essentiel. Je pense que l'objectif essentiel, c'est d'aller là où il n'y a personne qui mène la bataille culturelle, c'est-à-dire dans les grands médias. Cet objectif-là vaut quelques efforts. Je pense que les gens qui regardent la télévision, quand ils vont zapper, si on a la fréquence, il y en a beaucoup qui vont avoir une vision de l'information politique et générale radicalement différente et on aura rempli notre rôle dans la bataille culturelle. Et ça aura bien valu peut-être une pub pour Lustucru ou je ne sais pas quoi. Je veux dire par là que la bataille culturelle est primordiale ; en tout cas à mes yeux elle est primordiale. Il y a beaucoup de gens qui sont laissés sur le côté d'un discours de gauche et il faut aller les chercher.

**Khadija Jebrani** Et je trouve que ça a encore plus de poids de le dire aujourd'hui. On ne peut pas être dans le déni en disant « laissons la place ». C'est dangereux d'être dans l'entre-soi et de ne pas diffuser l'information de la manière la plus large possible. En faisant des concessions, c'est la vie. Il y a une bataille à mener donc il faut aussi parfois accepter de ne pas être dans le purisme total. ■

# ACRIMED DÉBARQUE SUR BLAST



DEUXIÈME  
ÉPISODE:

LES CANDIDATS PRÉFÉRÉS  
DES MÉDIAS

DISPONIBLE SUR LES SITES  
DE BLAST ET D'ACRIMED,  
SUR YOUTUBE ET PEERTUBE

# MÉDIACRITIQUES

N°51

REVUE TRIMESTRIELLE  
D'ACRIMED

ÉTÉ 2024

- 4 PURGE POLITIQUE À FRANCE INTER
- 6 SOPHIA ARAM N'EST PAS TRÈS «CHARLIE»
- 8 UN CLIMAT MACCARTHYSTE
- 13 LES MÉDIAS FAÇON ORWELL
- 18 QUAND LE JOURNALISME POLITIQUE TOUCHE LE FOND
- 22 PALESTINE ET MOBILISATIONS ÉTUDIANTES: CALOMNIES MÉDIATIQUES EN SÉRIE
- 30 *LE MONDE* CONTRE LFI
- 38 PALESTINE: LA DÉSHUMANISATION CONTINUE
- 42 «L'OBJECTIF, C'EST D'ÊTRE UN MÉDIA DE MASSE»

## ET DANS LES RUBRIQUES...

- 4 NATHALIE SAINT-CRICQ: UNE «POINTURE» ET BEAUCOUP DE CIRAGE
- 35 MORANDINI-PRAUD-HANOUNA, PORTE-VOIX DE LA FACHOSPHERE
- 36 FRONT MÉDIATIQUE CONTRE LA GAUCHE